R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

R E P U B L I C O F C A M E R O O N
PEACE - WORK - FATHERLAND

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME
(CDMT2024-2026)

INITIAL

CHAPITRE29

MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

V E R S I O N F R A N Ç A I S E

SOMMAIRE

	RESUME	5
	INTRODUCTION	7
1.	CADRE STRATÉGIQUE DE PROGRAMMATION DU CHAPITRE	11
1.1.	POLITIQUE SECTORIELLE	13
1.1.1.	*Situation du secteur et evolution de la mise en oeuvre de la politique sectorielle*	*43*
1.1.2.	*Contribution du chapitre dans l'attente des objectifs sectoriels*	*67*
1.1.3.	*Contribution du chapitre dans l'atteinte des objectifs sectoriels en matière de promotion de l'égalité*	*67*
1.2.	CADRE LOGIQUE DES PROGRAMMES ET ACTIONS	67
1.2.1.	*Cadre logique des programmes du chapitre 29 - Ministere des mines, de l'industrie et du developpement technologique*	*67*
1.2.2.	*Cadre logique des actions par programme*	*67*
1.2.3.	*Description de la prise en compte du genre par programme*	*84*
2.	APERÇU DU BILAN FINANCIER	85
2.1.	EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS	87
2.1.1.	*Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres, par action*	*88*
2.1.2.	*Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par action*	*91*
2.1.3.	*Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par action*	*94*
2.1.4.	*Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par action*	*96*
2.1.5.	*Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par action*	*99*
2.2.	EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SUIVANT LES NATURES DE DEPENSE	99
2.2.1.	*Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres, par nature de dépenses*	*99*
2.2.2.	*Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par nature de dépenses*	*100*
2.2.3.	*Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par nature de dépenses*	*100*
2.2.4.	*Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par nature de dépenses*	*101*
2.2.5.	*Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par nature de dépenses*	*101*
2.3.	DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	101
2.3.1.	*Difficultés rencontrées*	*110*

2.3.2. *Propositions de solutions* *112*

2.4. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES GENRE SENSIBLES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS 114

3. PROGRAMMATION TRIENNALE (2024-2026) DES DÉPENSES 117

3.1. SYNTHESE DE LA PROGRAMMATION (2024-2026) POUR L'ENSEMBLE DU CHAPITRE 119

3.1.1. *Programmation et contraintes budgétaires du CBMT (2024-2026)* *119*

3.1.2. *Synthèse de programmation triennale (2024-2026) du chapitre par programme (AE,CP)* *121*

3.1.3. *Synthese de programmation triennale (2024-2026) du chapitre en ligne de reference et mesures nouvelles* *121*

3.2. DETAILS DE LA PROGRAMMATION (2024-2026) PAR PROGRAMME 123

3.2.1. *Detail de la programmation pour le programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres* *123*

3.2.2. *Detail de la programmation pour le programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel* *126*

3.2.3. *Detail de la programmation pour le programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite* *129*

3.2.4. *Detail de la programmation pour le programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle* *132*

3.2.5. *Detail de la programmation pour le programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique* *135*

4. ASPECTS SPECIFIQUES DE LA PROGRAMMATION TRIENNALE (2024-2026) DES DÉPENSES 139

4.1. PROJETS BENEFICIANT D'AE PLURIANNUELLES (AEP) 141

4.2. PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX) 141

4.3. GRANDS PROJETS 141

4.4. SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS 142

4.5. RESSOURCES PROGRAMMEES AU PROFIT DES CTD 143

4.6. POINT SUR LES PROJETS EN COURS D'EXECUTION 144

4.7. INTERVENTIONS PRIORITAIRES 145

4.8. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES GENRE SENSIBLES 146

ANNEXES

1 - MATRICE DU CADRE LOGIQUE 149

2 - MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2024-2026) 161

3 - PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT 203

RESUME

La loi N°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'État définit un cadre rénové du système financier, budgétaire et comptable de l'État. Il introduit la gestion axée sur les résultats dans les finances publiques par l'institutionnalisation de la budgétisation par programme. L'article 18 alinéa 3 de ce texte dispose en effet que « Dans la seconde partie, la loi de finances de l'année 1° fixe pour le budget général, les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs, les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ; » Cet article induit l'élaboration et la présentation des projets de performance des administrations (PPA). Et c'est ainsi que depuis la loi des finances 2013, la demande budgétaire des ministères et institutions y est exprimée et motivée par des objectifs centrés sur la recherche de la performance.

Avec l'adoption de la présente stratégie nationale de développement- Cameroun 2030 (SND30), le pays prend des engagements internes et internationaux au plan économique, social et environnemental. Le cap est de porter le pays au rang de nouveau pays industrialisé (NPI) en 2035. Les stratégies sectorielles ont été articulées autour du développement de l'industrie et services en cohérence avec le plan directeur d'industrialisation (PDI).

Après la période consacrée à l'appropriation de l'esprit de la refonte par les personnels, la budgétisation par programme permet l'introduction des fiches de documentation des indicateurs. Elles précisent toutes les informations nécessaires à leur connaissance puis à leur suivi et devraient permettre d'améliorer le pilotage des programmes à travers les performances qui y sont attendues.

Au-delà de cette particularité, le Projet de Performance des Administrations reste articulé autour de trois parties :

- la première partie est la synthèse de la stratégie. Elle met en exergue la contribution attendue des administrations dans les stratégies développées par le gouvernement, notamment la SND30. Elle présente par ailleurs le domaine d'intervention, revient sur les performances antérieures et projette les perspectives. Elle s'achève par la détermination de l'objectif stratégique et la déclinaison du cadre logique ;
- la deuxième partie relative au contenu des programmes présente les programmes et leurs actions, leurs objectifs, indicateurs et cibles, les stratégies de mise en œuvre et les coûts de réalisation ;
- la troisième partie comporte le tableau de budgétisation détaillé en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

INTRODUCTION

Aux termes du décret n°2012/432 du 01 octobre 2012 le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique minière et industrielle du Gouvernement et des stratégies de développement technologique dans les différents secteurs de l'économie nationale.

A ce titre, il est chargé :
- de l'élaboration de la cartographie minière ;
- de la prospection géologique et des activités minières ;
- de la valorisation des ressources minières, pétrolières et gazières ;
- de la gestion des ressources naturelles minières et gazières ;
- du suivi du secteur pétrolier amont ;
- de la promotion de l'industrie locale ;
- du développement des zones industrielles ;
- de la promotion des investissements privés ;
- de la promotion des investissements dans le secteur des mines, de l'industrie et du développement technologique, en liaison avec le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et d'autres Administrations concernées ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan d'industrialisation du pays ;
- de l'élaboration, de la diffusion et du suivi de la mise en œuvre des textes prévus par la Charte des Investissements ;
- de la transformation locale des produits miniers, agricoles et forestiers, en liaison avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le Ministère des Forêts et de la Faune et les autres administrations concernées;
- du développement technologique, en liaison avec le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
- de la veille technologique en matière industrielle, en liaison avec les administrations concernées;
- de la promotion et de la défense d'un label de qualité pour les produits destinés au marché local et à l'exportation, en liaison avec les administrations concernées ;
- du suivi des normes et de la qualité, en liaison avec les administrations concernées.

Depuis 2013, quatre programmes ont été élaborés et sont mis en œuvre et plusieurs CDMT conçus et mis en œuvre. Seulement, dès 2022 le MINMIDT va passer à cinq programmes suivant les orientations de la SND30 et avec une actualisation des CDMT. Ces CDMT sont la traduction opérationnelle triennale des différents politiques publiques que le MINMIDT met en œuvre.

Ces politiques publiques dans le sous-secteur ont été menées en droite ligne de la vision 2035 en accord dans sa première phase avec le document de stratégie pour la croissance et l'emploi pour la période 2010-2020 et dans sa deuxième phase avec le document de stratégie nationale

de développement allant jusqu'en 2030.

Rappelons que la vision 2035 a pour objectif de faire du Cameroun un pays démocratique, prospère, uni dans la diversité.

Pour parvenir à une exploitation efficace des ressources minières et se doter d'une industrie capable de transformer localement nos produits naturels afin d'accroitre leur valeur ajoutée et inverser la tendance déficitaire de notre balance extérieure, le Cameroun s'est doté en 2016 d'un nouveau code minier dans le cadre de la modernisation de son cadre juridique qui est un instrument moderne.

Trois défis majeurs à relever : un direct, qui le concerne au premier chef : c'est celui de faire du Cameroun un Nouveau Pays Industrialisé ; de façon indirect : faire du Cameroun un Pays à Revenu Intermédiaire de la tranche supérieur. Contribuer à la création de la richesse en créant de la valeur ajoutée.

Transformer localement les ressources naturelles du Cameroun afin d'en accroitre la valeur. Ce qui à terme va permettre d'inverser la tendance déficitaire de notre balance commerciale.

Pour atteindre tous ces objectifs, le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique met en œuvre à partir de 2022 cinq programmes dont quatre opérationnels : Amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales ; Développement et Densification du tissu industriel ;Modernisation de l'Infrastructure Qualité ; Développement des technologies et Valorisation des actifs de la propriété industrielle, et un programme support : Gouvernance et appui institutionnel au sous-secteur mines, industrie et développement technologique.

La mise en œuvre de ces programmes va permettre une avancée majeure dans le sous-secteur des mines, de l'industrie et du développement technologique. Il s'agit d'une avancée majeure en termes d'amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales d'une part à travers le code minier de 2016 et du développent et densification du tissu industriel d'autre part à travers le Plan Directeur d'Industrialisation. Ce PDI est un véritable outil d'orientation et de programmation de l'industrialisation au Cameroun qui à terme doit permettre au Cameroun de transformer 25% de ressources naturel et 40% à l'horizon 2050.

La deuxième phase de la vision, censée démarrer en 2021, fait de l'industrialisation la locomotive de l'économie camerounaise. Les actions prévues dans le présent CDMT préfigurent les changements entre le CDMT conçus jusque-là dans le cadre de la mise en œuvre des programmes ci-dessus, élaborés depuis 2013 et le souci de leur refondation pour les adapter au contexte, aux nouveaux défis et corriger les insuffisances constatées.

Le CDMT 2022-2024 fait suite aux activités qui ont eu lieu depuis février 2021. Il s'agit entre

autre de l’activité de refonte des programme suivant les orientations de la SND30 et de l’activité de revue et rationalisation des activités qui a permis de revisiter les activités des programmes en cours de mise en œuvre à l’effet d’évaluer leur pertinence dans l’atteinte des objectifs des actions et donc des programmes, leur formulation, leur impact, entre autres. De plus, ces activités ont permis de mieux recadrer les besoins des différentes structures aux réalités imposées par la SND30. Il est question de mettre en cohérence les différents programmes avec les actions/activités inscrites jusqu’aux opérations en passant par les tâches à réalisées.

Au-terme de ce travail, les activités qui figurent dans ce document sont issus du processus de maturation des projets par la Commission Interne de Maturation des projets pour ce qui est des projets de moins de 100 millions et des projets de plus de 100 millions, pré-validés par la Commission interne et transmis à la Commission Technique pour visa de maturité.

1.

CADRE STRATÉGIQUE DE PROGRAMMATION DU CHAPITRE

1.1. POLITIQUE SECTORIELLE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 035 Intitulé " AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES ".

Le Chef de l'État a consacré le secteur minier comme l'un des piliers majeurs de l'économie de notre pays. Le MINMIDT, dans son texte organique est chargé entre autres de développer la production des ressources minérales nationales depuis l'extraction, en passant par la transformation industrielle, jusqu'à l'exportation des produits bruts, semi-transformés et transformés.

Le Cameroun regorge d'un énorme potentiel minier et géologique qui comprend plusieurs gisements d'intérêt économique et des ressources minérales de classe mondiale. Attirés par cette manne, plusieurs Opérateurs Economiques nationaux et investisseurs internationaux s'activent chaque jour davantage, dans un secteur minier à fort potentiel de valeur ajoutée. Parce qu'ils sont créateurs de richesse et de valeurs, les projets miniers sont porteurs de beaucoup d'espoir et sont, de facto, des projets leaders de la relance de la croissance économique, de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté au Cameroun.

De 2014 à 2021, une campagne géophysique aéroportée en vue de l'acquisition de données magnétiques et spectrométriques (rayonnement gamma) a permis de couvrir plus de 96% du territoire national avec l'appui de la Banque Mondiale, à travers le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier (PECASEM). Cette campagne a permis de réaliser un linéaire de plus de 962 174 km de profile géophysique. Il s'agissait de survoler le pays par des lignes prédéfinies avec un espacement de 500 m à 5000 m à l'effet d'obtenir des données magnétiques et de spectrométrie gamma de haute résolution. Les résultats obtenus ont favorisé l'obtention de cartes géophysiques qui ont servi de guide pour la prospection au sol par le Groupement BRGM/GTK/BEIG3, en vue de la production de 14 feuilles de cartes géologiques à l'échelle 1/200 000ème et plus de 700 indices et anomalies géochimiques.

Les travaux réalisés ont montré que ces zones revêtent un potentiel géologique et minier non négligeable, qui suscite déjà l'attraction de certains investisseurs. Ce qui a conduit à l'attribution en 2021 de 14 de certificats sécurisés accordés aux opérateurs 36 de sites identifiés et géo-référencés accordé aux opérateurs et base de données disponible :
19 pour les carrières ;
15 pour les exploitations artisanales ;
2 pour les eaux minérales.

Dans la même période, le CAPAM a rétrocédé 60 kg d'or au MINFI dans le cadre du renforcement des réserves d'or de l'Etat.

A ce jour, cinq conventions minières ont été signées et trois sont en cours de négociation ou en

attente de signature.

Par ailleurs des travaux de recherche sont en cours en vue de l'évaluation des réserves de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal par CANYON RESSOURCES, le rutile d'Akonolinga par ERAMET entre autres.

L'exploration minière relève plus du ressort des Sociétés minières avec lesquelles le Ministère à travers la Direction de la Géologie, joue le rôle d'accompagnateur dans le cadre notamment du suivi administratif et du contrôle technique des travaux réalisés en vue de la certification des ressources identifiées et l'élaboration des études de faisabilité pour leur exploitation. Cette exploration est menée sur l'ensemble du territoire national, à travers les permis de recherche (119 environ) attribués et valables pour différentes substances minérales à l'instar de l'or, du fer, de la bauxite, du calcaire, du marbre, de l'étain et du saphir. Cet encadrement a abouti à l'estimation des tonnages des différents minéraux et des projets de convention minière avec les sociétés SINOSTEEL et CIMENCAM S.A qui sont en attente de signature pour l'exploitation du fer des mamelles de Kribi pour le premier et en cours de négociation pour l'exploitation du marbre de Biou-sud et Bidzar pour le deuxième. A terme, la mise en exploitation de ces différentes ressources pourrait aboutir à la création de nombreux emplois pour les Camerounais et étrangers, la création de richesse et l'augmentation de la contribution du secteur minier au PIB.

Pour ce qui est des énergies fossiles, la politique camerounaise en la matière repose principalement sur le développement de son riche potentiel pétrolier et gazier à travers la promotion des blocs pétroliers à l'effetd'attirer et d'inciter les compagnies pétrolières à investir au Cameroun conformément aux contrats types prévus par la législation en vigueur. Le secteur pétrolier est régi par :

la **Loi n°2002-013 du 30 décembre 2002 portant code gazier**, constituée de 61 articles et repartis sur 9 titres, elle précise les dispositions comptables, financières, fiscales et douanières applicables aux activités liées à l'exploitation du gaz naturel ;
de la **Loi N 2019/008 du 25 avril 2019 portant code pétrolier.** Pris pour rendre le secteur pétrolier amont camerounais plus compétitif face à l'agressivité des législations des pays de la sous-région, ce nouveau cadre législatif vise à améliorer le cadre contractuel et fiscal du secteur.

Le nouveau texte s'estenrichi de treize (13) articles qui s'inscrivent dans la mouvance de la libéralisation à travers la simplification administrative et l'instauration d'un régime spécifique d'incitations aux investissements ainsi que le protectionnisme, visant à sauvegarder les intérêts essentiels de l'État.
En outre, à travers la mise en place d'un régime inédit des infractions et des sanctions administratives,le Cameroun montre une volonté répressive presque totalement absente dans l'Ancien Code Pétrolier.
Par ailleurs, le cadre institutionnel s'est enrichi d'une nouvelle structure, la Société Nationale des Mines (SONAMINES), à la faveur du décret n°2020/749 du 14 décembre 2020. Elle a pour

but de développer et de promouvoir le secteur minier camerounais à l'exception des hydrocarbures et des substances de carrière. Elle est entre autre chargée de la gestion des intérêts de l'Etat dans le domaine à travers la participation aux négociations et au suivi de l'exécution des contrats signés entre l'Etat et les sociétés minières. Elle mène également des activités d'exploitation et de commercialisation liées à son domaine, de manière directe ou indirecte.

Sur le plan de la sécurisation des sites miniers et géologiques

Des campagnes de collecte des données de géo risques ont été réalisées de 2015 à 2018 dans plusieurs régions du territoire national, notamment les Régions du Centre (carrières de Razel à Nkometou, Arab Contractor à Eloumden, Gracam à Nkolondom, Buns à Mbalmayo, ChinaLinxiang à Nkometou), du Sud (carrière de China Electric National à Evindissi), du Littoral (carrières de Ferreira et de Royal Quarry à Logbadjeck), du Sud-ouest (Sogea Satom à Ekona, société China Minhui à Ombe), de l'Ouest (société china Longteng à bamougoum, société ESER Contracting and Industry à Fengu), de l'Est (société Camrail à Ebaka) et de l'Adamaoua (site d'exploitation artisanale de l'or à Legalgoro et la collecte des échantillons d'eau dans les lacs de cratère de Baledjam, Gagouba et Ngaoundaba (Tabéré) à Nyambaka, et Tison à N'Gaoundéré 1er), en vue de la sécurisation desdits sites et la protection des biens et des personnes, mais aussi afin d'établir la carte des géo-risques au Cameroun. Une carte globale des géo-risques dans les sites est a été élaborée et de nouveaux sites sont en cours de recensement.

Sur le plan du renforcement des capacités,

Le MINMIDT, à travers le programme Panafricain PanAfGeo qui est un programme de formation des services géologiques mis en œuvre par l'Organisation des Services Géologiques Africains et l'Organisation des Services Géologiques Européens a organisé plusieurs séries de formation avec plus de 40 participants venant des différents pays africains dans le domaine de l'évaluation des ressources minérales et le système d'information géo scientifique. Cette opération a permis aux apprenants d'acquérir de meilleures capacités managériales dans ledit secteur dont le retour sur formations est également très positif.

Le PRECASEM s'est également engagé dans un vaste programme de renforcement des capacités qui intègre l'exploitation et l'inspection des carrières, la taille des lames minces et la réhabilitation des sites miniers. Ces formations sont en cours et concernent essentiellement les Ingénieurs des Mines et de la Géologie du MINMIDT, tant des services centraux que déconcentrés.

Les autres réalisations concernent :

- la promulgation de la loi n°2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code Minier, véritable

instrument de promotion et d'attractivité des acteurs du secteur minier ;
- la modernisation du Cadastre minier, grâce à laquelle le Cameroun dispose d'un système informatisé pour l'attribution des titres miniers, disponible sur la toile internet ;
- l'adhésion du Cameroun au Processus de Kimberley, avec pour mission d'implémenter la traçabilité, d'évaluer les Diamants Bruts et de délivrer des Certificats Infalsifiables.
- l'amélioration de l'information géologique et minière, dans le cadre de la campagne de levées géophysiques aéroportées, ce qui porte le taux de couverture du territoire national à plus 60% ;
- l'élaboration de quatorze (14) cartes géologiques au 1/200.000ème ;
- la mise en place d'un Système d'Information Géologique et Minière pour une meilleure gestion, conservation et diffusion des données du secteur minier et géologique ;
- négociation de deux conventions minières pour l'exploitation du marbre de Biou-sud et Bidzar pour la production du ciment par la société CIMENCAM ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société DANGOTE ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société CIMAF;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société MEDCEM ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société CIMENCAM S.A ;
- l'attribution et suivi des activités de quatre-vingt-neuf (89) permis d'exploitation et autorisation d'ensachage des eaux de source, eaux minérales et thermo-minérales de quatre-vingt-trois (83) sociétés sur l'ensemble du territoire national ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation de cent trente-sept (137) carrières de pierres, pour les travaux de construction des bâtiments et travaux publiques ;
- la signature de deux conventions minières entre l'Etat du Cameroun et la société G-Stone Resources pour l'exploitation du fer de d'Akom II d'une part et entre l'Etat du Cameroun et la société CODIAS d'autre part, pour l'exploitation de l'or de Colomine.
- la finalisation de la dernière phase des activités de recherche sur le prospect bauxitique de MinimMartap et Ngaoundal, ceci devant déboucher à court terme à la mise en exploitation de ce prospect.

Relativement à l'action vulgarisation du Code Minier auprès des Opérateurs du secteur, plusieurs ateliers se sont tenus dans les régions du Centre, de l'Est du Littoral et de l'Adamaoua.

Un constat selon lequel l'exploitation minière qui se déroule dans la région de l'Est est sous l'emprise d'exploitants peu soucieux de la protection de la nature. Pour tirer plus de profit dans cette activité, certains utilisent un matériel non conventionnel au détriment de la santé des populations, de la sauvegarde de l'environnement et de la protection de la nature.

L'objectif global de cet Atelier était pour les élus locaux de s'arrimer à la nouvelle politique

visant à faire du secteur minier l'un des leviers de relance de l'économie et de la croissance de notre pays. Spécifiquement, il était question de :
- renforcer les capacités des Magistrats municipaux pour une meilleure compréhension du nouveau Code Minier en vue de la promotion du développement durable ;
- Informer, sensibiliser et susciter l'adhésion des Magistrats municipaux face au rôle majeur qu'ils sont appelés à jouer dans la mise en application du Code Minier aux côté de l'Administration ;
- les rendre capables d'identifier les activités minières caractéristiques de leurs localités respectives ;
- Permettre aux participants de s'approprier les différentes possibilités qu'offre le secteur minier pour la création de nouvelles sources de revenu ;
- Amener les participants à s'approprier les mécanismes de recherche de financements. Cet atelier a été axé autour des thèmes suivants :
- « secteur minier : un potentiel encore inexploité » ;
- «éclairages sur les différentes taxes et les mécanismes de recouvrement des taxes » ;
- « exploitation minière artisanale »: quel rôle joue la Commune et peut-elle monter un fichier local des exploitants pour un meilleur suivi du recouvrement des taxes.

Les résultats obtenus ont été l'acquisition des rudiments nécessaires pour une meilleure compréhension du rôle des Collectivités Territoriales dans la promotion des activités minières et l'encadrement des exploitants.

La capacité de concevoir des stratégies d'encadrement des exploitants miniers sur le plan local et l'élaboration d'un fichier d'identification des différents intervenants de la filière. L'acquisition des documents sur la législation minière.

Dans le cadre des activités majeures dans le domaine minier, il convient d'indiquer que le premier forum CIMEC s'est tenu au palais des congrès de Yaoundé du 02 au 04 septembre 2019 sous la présidence du Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.

Un autre axe majeur concerne le système d'informatisation du cadastre minier. Le projet est aujourd'hui dans sa phase d'opérationnalisation. La carte des retombes minières est visible en ligne et les opérateurs peuvent déjà s'y projeter lors de la sélection des zones dans le cadre de leurs demandes de permis et autorisations.

Il importe toutefois, de relever que la pleine fonctionnalité du système ne sera atteinte qu'après la signature du décret d'application du code minier. Pour une bonne modernisation de son cadastre minier, il faudrait, sur la base du registre des titres miniers, de garantir une bonne gestion des données minières et s'assurer que les procédures d'attribution des titres miniers sont transparentes et fiables, en évitant tout chevauchement entre les titulaires des permis d'exploitation et les zones interdites à l'exploitation minière.

Dans le cadre de la mise en œuvre du même programme se situe en bonne place le Cadre d'appui et de Promotion de l'Artisanat Minier(CAPAM). Cette structure est le bras opérationnel du MINMIDT sur le terrain. Il est chargé entre autre de l'encadrement, du suivi et de la promotion des activités minières artisanales dans l'objectif d'accroitre la contribution du secteur minier hors pétrole dans le PIB. Ceci n'est possible que par une meilleure organisation de tous les acteurs dudit secteur et une présence effective dans tout le territoire national. Chaque arrondissement étant riche en ressources minérales pouvant être directement valorisées par les riverains de manière artisanale et créer ainsi des richesses pour une réduction de la pauvreté. Le CAPAM est présent sur le territoire national à travers 20 Brigades Minières implantées dans 20 arrondissements répartis dans 8 régions à savoir l'Est, l'Adamaoua, le Nord, le Centre, le Sud, le Littoral, le Sud-ouest, le Nord-ouest.

Le CAPAM a organisé le secteur artisanal en en GICAMINES et en COOPERATIVES

L'organisation des artisans miniers en GICamines (GIC des artisans miniers) a constitué la principale activité du Capam dans la première phase de mise en œuvre du projet 'Appui et Organisation de l'Artisanat Minier'. 200 GICamines de 50 artisans miniers chacun ont été crées permettant de générer 10 000 (dix mille) auto emplois. Les GICamines sont en pleine mutation pour devenir des coopératives conforment à la réglementation en vigueur.

- Le CAPAM appuie les artisans miniers en matériel de production

Afin d'accroitre la production artisanale, le matériel suivant a été remis aux artisans miniers : pelles, pioches, barre à mine, motopompes, battées, balances, groupes électrogènes. Ceci a pour conséquence directe l'amélioration des conditions de travail des artisans qui se traduit à travers l'augmentation de la production et l'accroissement de la taxe ad valorem des produits canalisés.

Par ailleurs, le CAPAM forme ces artisans miniers.
Les formations suivantes ont ainsi été dispensées aux artisans miniers:
- formation à la prospection minière;
- formation aux techniques de commercialisation des produits de l'artisanat minier;
- formation à la gestion des revenus;
- formation aux techniques de restauration de l'environnement;
- formation aux activités connexes ;
- formation à l'utilisation des manuels de procédures.

S'agissant de la contribution du CAPAM à la production de la richesse nationale, cette structure porte l'action intitulée canalisation de l'or issu de l'artisanat minier dans les circuits formels.

En attendant l'aboutissement du projet de décret d'application du Code Minier, l'Etat, à travers

le CAPAM prélève l'impôt synthétique de 25% auprès des opérateurs engagés dans l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée de l'or dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua. C'est ainsi que depuis 2012, le CAPAM a rétrocédé 796 020,33 (sept cent quatre-vingt-seize mille vingt virgule trente-trois) grammes d'or au Ministère des Finances au titre du renforcement des réserves d'or du Cameroun, pour une valeur financière estimée à plus de 14 726 376 105 (quatorze milliards sept cent vingt-six millions trois cent soixante-seize mille cent cinq) FCFA à raison de 18 500 FCFA le gramme. Le tableau ci-après en donne les détails :

TOTAL OR RETROCEDE AU MINFI 2012 A 2021 en grammes

			Prélèvement quotte part ETAT auprès des sociétés de l'artisanat minier peu mécanisé			**Collecte TAV pour DGI**	**POIDS TOTAL en grammes**	**OBSERVATIONS**
N°	**ANNEE**	Canalisation	Autres parties Prenantes	Part MINFI	IS			
1	2012	36 884,50	-	-	-	-	36 884,50	or affiné, or fusionné et or en poudre
2	2013	31 760,31	-	-	-	-	31 760,31	or fusionné non standardisé
3	2014	-	-	-	-	-	-	or fusionné non standardisé
4	2015	28 199,59	60 402,01	40 179,86	8 372,35	33 633,13	170 786,94	or fusionné non standardisé
6	2016	6 381,43	12 257,24	8 141,15	3 439,63	23 387,07	53 606,52	or fusionné non standardisé

7	2017	36 529,03	84 177,17	28 258,35	16 689,77	89 353,99	255 008,31	or fusionné non standardisé
8	2018	17 485,83	75 495,21		9 456,82	21 435,36	123 873,22	or fusionné non standardisé et or standardisé
9	2019	13 776,70	22 685,85		2 803,87	6 372,43	45 638,85	or standardisé
10	2020	11 070,36	19 497,66		2 409,82	5 476,84	38 454,68	or standardisé
11	2021		28 484,98		3 520,62	8 001,40	40 007,00	or standardisé
	TOTAL	**182 087,75**	**303 000,12**	**76 579,36**	**46 692,88**	**187 660,22**	**796 020,33**	

Pour ce qui est du volet social des actions du CAPAM sur les populations riveraines des sites d'exploitation, les actions sociales suivantes, d'un montant global de FCFA 198 352 205 (cent quatre vingt-dix huit millions trois cent cinquante deux mille deux cent cinq), ont été réalisées au cours du septennat (2011 – 2017) :

-Deux (02) projets dans les secteurs avicole et piscicole dans les localités de Colomine et Bétaré-Oya pour diversifier les sources de revenu et promouvoir les activités alternatives à l'artisanat minier à l'endroit des populations cibles.
-Une(01) unité de fusion en cours de finition à Bertoua ;
-Un(01) forage d'eau a été réalisé en 2016 à Kambélé pour l'amélioration des conditions de vie des artisans miniers.
-Un(01) immeuble siège et un(01) hangar de présentation des pierres est en cours de construction dans la ville de Pouma depuis 2016, pour une meilleure visibilité de son action et la promotion de la pierre dite de Pouma.
-Sept(07) puits à motricité humaine ;
-Six(06) salles de classes sont en construction dans certaines localités des régions de l'Adamaoua et de l'Est depuis 2017. Un(01) bloc administratif au CES de Colomine.

Ces réalisations présentent un impact socio-économique certain auprès des populations bénéficiaires à savoir :
- l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations par l'accès à l'eau potable ; - l'amélioration de l'alphabétisation en milieu rural ; - La Diversification des sources de revenu des artisans miniers et une meilleure autonomisation ;
- la lutte contre la pauvreté.

ACTIVITES PHARES DU SERCRETARIAT NATIONAL PERMANENT DU PROCESSUS DE KIMBERLEY (SNPPK)

Créé par décret du Premier Ministre N°2011/3666 du 02 novembre 2011, Le Secrétariat National Permanent du Processus de Kimberley (SNPPK) est l'observatoire national mis en place pour répondre aux principes et exigences des pays producteurs de diamants, de l'industrie du diamant brut ainsi que des organisations non gouvernementales dont l'objectif est d'endiguer l'infiltration des diamants dits de conflits dans le circuit officiel. Il s'agit ici de mettre un terme aux liens entre le commerce des diamants bruts et les conflits armés.

Le Cameroun, à travers le SNPPK participe de façon fort significative au renforcement du réseau mondial de prévention des conflits et de lutte contre les rebellions, par l'exfiltration des diamants bruts dit de sang, de la chaîne logistique réglementée à travers l'exploitation et le commerce surveillé des diamants bruts, ainsi que le renforcement des contrôles internes. Dans le cadre de ses activités inscrites dans le programme 376, portant sur la valorisation des ressources minières et géologiques, les réalisations du SNPPK au cours du septennat 2011-2018 sont d'ordre institutionnel, organisationnel et infrastructurel.

Plan Institutionnel

Il s'agit ici du renforcement de la politique de coopération internationale à travers la participation aux concertations statutaires du Processus de KIMBERLEY (PK), à savoir les réunions d'intersessions, les plénières et les visites de revues ainsi que les plateformes sous régionales et interrégionales d'échange sur le développement du secteur minier en général, et diamantifère en particulier.

Plan Organisationnel

1. Intensifier les contrôles internes au niveau des postes frontaliers des aéroports et ports pour desceller la contrebande des substances minérales précieuses et semi-précieuses. Pour ce faire, il faut mettre en place une stratégie de contrôle et équiper les points focaux d'outils de détection des diamants et de métaux ;
2. Identifier et cartographier les sites d'exploitation artisanale de diamants actifs et potentiels en vue de développer les activités de production de diamants bruts ;

3. Organiser et accompagner les artisans dans la production artisanale et la commercialisation des diamants bruts pour mieux mettre en œuvre les principes et exigences du Processus de Kimberley (PK) ;
4. Recenser, identifier et formaliser les acteurs impliqués dans la production du diamant brut et de l'or pour augmenter les exportations desdits substances et les recettes de l'Etat ;
5. Accroître les effectifs du personnel compte tenu des exigences liées à la couverture de tous les sites d'extraction, les zones frontalières ainsi que les zones de transit.

Plan Infrastructurels

1. Renforcer la gouvernance et améliorer les conditions et le cadre de travail à travers l'acquisition d'un nouvel immeuble siège pour le SNPPK, l'acquisition des sièges pour les services déconcentrés ;
2. Renforcer la logistique des équipes de suivi et de contrôle de la production en vue de la sécurisation des 800km de frontière entre le Cameroun et la RCA ;
3. Améliorer la communication pour redorer l'image de marque du SNPPK à travers la mise à jour d'un site web, l'élaboration d'un catalogue des diamants produits au Cameroun, l'élaboration des outils de communication au niveau des aéroports, les participations aux manifestations promotionnelles du secteur minier ;
4. Mettre en place une unité de taille pour augmenter la valeur ajoutée des diamants produits au Cameroun, ce qui va entrainer l'élargissement de l'assiette fiscale et les recettes de l'Etat ; **5.** Appuyer les artisans miniers en matériel de production ;
6. Acquérir des équipements techniques en vue de l'amélioration du laboratoire d'analyse et d'expertise des diamants bruts.

Investissement

- Acquisition de vingt-deux (22) motos tout terrain de marque YAMAHA, types AG, XTZ4-STROKE et YBR125G destinées aux Points Focaux du SNPPK chargés du suivi des activités sur les sites d'exploitation ainsi que de l'encadrement et la formalisation des artisans ;
- Acquisition de deux (02) Pick-up Toyota double cabine ;
- Acquisition d'un mini bus de type Hiace (15 places) qui assure la liaison entre l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen et le siège ;
- Acquisition de trois (03) véhicules utilitaires de type Station wagon.

Gouvernance

Elle porte sur la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du SNPPK à travers les missions de routine visant le fonctionnement optimal de la structure. C'est dans cette optique que le personnel du SNPPK a bénéficié des formations visant le renforcement des capacités ainsi qu'il suit:

- Formations techniques spécifiques (Cameroun, RCA, RDC, Emirats Arabes Unis, Belgique, Afrique du Sud, France) :
v 37 personnels formés

- Séminaires et formations générales :
v 43 personnels formés.

- Aménagement du nouvel immeuble siège ;
- Acquisition des équipements techniques destinés au tri, à l'évaluation et à l'expertise des diamants bruts.

Le SNPPK est déployé dans six (06) Régions à savoir :
- Centre ;
- Sud ;
- Est ;
- Littoral ;
- Adamaoua ;
- Nord ;
- Le personnel initialement affecté dans la région du Nord-Ouest a été redéployé pour des raisons d'insécurité.

Les aéroports internationaux de Yaoundé-Nsimalen, de Douala et de Garoua sont également couverts.

En effet, il s'agit pour le SNPPK d'assurer sa visibilité sur le plan national et international, d'assurer la régulation des interactions entre tous les acteurs impliqués dans la mise en application du régime d'exportation et d'importation des diamants bruts, ainsi que leurs responsabilités dans le cadre des activités conjointement menées.

Participation aux réunions statutaires à l'international

- 06 Intersessions
- 06 plénières
(Etats-Unis d'Amérique, Afrique du Sud, Chine, Angola, Emirats Arabes Unis, Australie, Belgique - Union Européenne) ;

- 04 visites de revues (Cameroun, République Centrafricaine, Ghana, Malaisie) ;

Concertations sous-régionales

- En RCA : Réunion sous-régionale des pays participants/membres du Processus de Kimberley

et limitrophes à la RCA pour la mise en place d'une plate-forme de lutte contre les fraudes et la contrebande des diamants ;

- Au Cameroun : concertation sous-régionale des pays participants/membres du Processus de Kimberley pour la mise en place d'une plate-forme de lutte contre l'infiltration des diamants centrafricains.

Admission du Cameroun à l'Association des Pays Africains Producteurs de Diamants (ADPA) :

Participation à la 5ème réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'Association des Pays Africains Producteurs de Diamants qui s'est tenue du 04 au 05 avril 2017 à Conakry en République de Guinée. Réunion au cours de laquelle le Cameroun a été admis comme membre.

Participation du Cameroun à l'African Diamond Conference à Bruxelles en Belgique du 13 au 15 novembre 2017 :

Concertation des pays participants / membres qui portait sur la gestion des ressources naturelles du sous-sol qui peuvent être facteur de développement durable pour les Etats et les populations locales.

Appui aux Artisans miniers :

Acquisition du matériel technique destiné aux Artisans dans le but de réduire la pénibilité et les difficultés financières rencontrées par ces acteurs majeurs, recommandation formulée par les experts du Kimberley international ;

Lutte contre les trafics illicites des substances minérales précieuses :

Ø Vingt-sept (27) saisies ont été opérées :

- Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen :
v 15 saisies de lots composés de diamants, de l'or, du Platinium, du Saphir ;

- Siège du SNPPK :
v 01 saisie d'un lot de pierres synthétiques assimilables à des diamants;
v 01 saisie d'un lot de diamants bruts ;

- Aéroport International de Douala :
v 7 saisies de lots composés de diamants, de Tourmaline, d'Améthyste;

- Zones transfrontalières de Ketté et de Garoua-Boulaï

v 02 saisies de lots contenant de l'or ;
- Emirats Arabe Unis
v 01 lot de diamant accompagné d'un faux certificat d'exportation semblable à celui du Cameroun.

Ø Vingt (20) faux certificats sont été interceptés dans le cadre de la cyber criminalité.

Ces substances minérales précieuses sont sécurisées en attente de leur dévolution.

Statistiques de la Production et des Exportations des diamants bruts

Années	Productions (carats)	Exportations (carats)	Nombre de certifications	Nombre d'exportations	Valeur des exportations (FCFA)	Recettes générées (FCFA)
2013	2 721,94	2 420,88	11	11	285 178 500	35 647 315
2014	3 718,16	3 621,21	20	20	294 242 240	36 780 280
2015	2 244,61	1 723,29	17	17	250 946 748	61 481 953
2016	993,59	1 660,75	21	19	178 081 740	43 630 026
2017	2 848,49	1 348,73	16	16	60 336 607	7 542 076
2018	1 805,31	1 261,91	12	12	303 018 622	47 227 707
2019	1 736,52	654,92	8	8	42 693 713	7 183 115
2020	2 438,71	870,55	15	13	51 508 089	13 913 226
Total	**16 068,62**	**13 562,24**	**120**	**116**	**1 466 006 259**	**253 405 698**

DOMAINE INDUSTRIEL

Evolution de secteur industriel

Au cours de la décennie 2010-2020, les activés du secteur industriel étaient porté par le 377

intitulé : **DIVERSIFICATION ET AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES.**

En ce qui concerne le domaine industriel, lobjectif est de transformer les matières premières agricoles, minières et forestières à travers le développement des filières industrielles. Les réalisations dans le secteur de l'Industrie concernent également les projets de création:

d'un Parc Technologique (Technopôle) Agro-industriel dans la Région du Centre,
d'un complexe industriel agroalimentaire à Kaélé dans la Région de l'Extrême-Nord ;
d'un Parc Agro-Industriel (PAC) dans le Département de la Vallée du Ntem, Région duSud ;
du Frontier Agricultural and Industrial Programme.

Sur le développement des filières porteuses de croissance et créatrices d'emplois

Les efforts déployés par le MINMIDT pour la mise en place d'un tissu industriel compétitif et pérenne se font sans relâche. En effet, comment concevoir un tissu industriel affichant ces caractéristiques sans qu'il ne soit question d'associer étroitement le secteur de la recherche et développement, et celui de la formation ? L'objectif de mettre en place un tissu industriel national viable vise avant tout à apporter des solutions en quantité et en qualité aux besoins des populations. La valorisation des résultats de la recherche et l'emploi des ressources humaines locales est dans ce contexte d'une grande importance. Le MINMIDT s'emploie pour ainsi dire à établir sur le territoire national le pont entre notre système de formation, de recherche et développement, et celui de la production industrielle. L'appropriation des technologies est donc au centre de cette problématique. Notre capacité à passer du stade du résultat de la recherche à celui de la production industrielle est améliorée par une série d'actions que mène le MINMIDT. Sur un plan macro-économique, la valeur ajoutée du secteur secondaire est passée de 3022.5 milliards de FCFA à 4049 milliards de FCFA dont notamment une augmentation de 741 à 887 milliards (industries agroalimentaires) et de 913,4 milliards de FCFA à 1118 milliards de Fcfa (autres industries manufacturières).

Plusieurs reformes ont été engagées sur le plan réglementaire en vue de rendre le cadre incitatif plus attractif, notamment à travers la promulgation de la loi n°2013/004 du 18 avril 2013, fixant les incitations a l'investissement prive en République du Cameroun, dont certaines dispositions ont été modifiées et complétées par la loi n° 2017/015 du 12 juillet 2017, qui a contribué à la signature entre l'Etat du Cameroun et les opérateurs économiques du secteur privé depuis 2014 , de 154 conventions pour un volume global d'investissements porté à 3175 milliards 894 millions 046 mille 883 francs cfa (3175.894.046.883) et une estimation d'environ 53999 emplois projetés. Il convient de signaler qu'environ 70% des entreprises ayant bénéficiés des avantages incitatifs de cette loi sont actuellement a pied d'œuvre.

L'une des grandes orientations choisie par le MINMIDT et sur très Hautes instructions du Chef de l'Etat en 2014, est l'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation (PDI) qui a été validé en juillet 2016 et dont l'opérationnalisation a été instruite par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Ainsi, dans le cadre de ladite opérationnalisation du PDI, le MINMIDT apporte un accompagnement stratégique pour la mise en place d'une base industrielle de confection de préfabriqués et de matériaux de construction en vue d'un développement de bâtiments et de

logements en masse.

Dans le cadre de la Gouvernance et de l'appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et développement technologique, le MINMIDT accompagne plusieurs opérateurs nationaux et étrangers dans les secteurs délimités par le PDI, notamment les sanctuaires Agroalimentaire, Numérique et Energie ainsi que les piliers Mines-Métallurgie, HydrocarburesRaffinage, Forêt-Bois, Coton-Textile-Cuir et Confection, Chimie Pharmacie.

Les projets développés et projetés dans ce contexte visent essentiellement à corriger à terme le solde déficitaire de la balance commerciale, à améliorer l'offre d'emplois et assurer un transfert de technologies innovantes pour transformer le Cameroun en Nourricier, Commutateur et Equipementier de l'Afrique centrale grâce à ses Champions Nationaux et Régionaux.

L'opérationnalisation du PDI a débuté en mars 2017 par les ateliers d'imprégnation des acteurs institutionnels clés du processus et le secteur privé. Le premier Forum National de l'Industrie du Cameroun (FONAIC) du 24 au 25 juin 2018, sous le patronage du Président de la République, a permis d'engager des discutions avec des entrepreneurs de divers bords présents au forum, notamment les polonais, en vue de la mise en œuvres de projets divers et avec qui le MINMIDT envisage la création d'une plateforme de partenariat.

la tenue d'un atelier d'appropriation du PDI et ses orientations stratégiques a été organisé le 17 mars 2017, à l'endroit des administrations clés du processus d'opérationnalisation ;

l'organisation de deux ateliers à l'endroit du SYNDUSTRICAM et de la CCIMA ont eu lieurespectivement les 09 et 23 mai 2017, à Douala;

l'organisation d'un atelier d'appropriation du PDI, ses orientations stratégiques et les PlanStratégiques de Référence a eu lieu à l'endroit des nouveaux responsables du MINMIDT nommés en juillet 2017 ;

par ailleurs, à l'issue de l'atelier de mars 2017, une recommandation forte visait lerapprochement du MINMIDT avec certaines administrations pour poursuivre l'action pédagogique de sensibilisation, de vulgarisation et de présentation du mécanisme d'opérationnalisation du PDI. A cet effet :

- le 12 octobre 2017, un atelier a eu lieu à CAMTEL en Présence du MINPOSTEL, pour booster la réalisation du projet d'acquisition de 3000 pylônes envisagés pour le développement d'une communication de pointe aussi bien pour les utilisateurs que pour les pans régaliens de souveraineté de l'Etat, tels que la vidéosurveillance urbaine, les communications d'urgence ou la desserte des zones frontalières et localités reculées.

S'agissant de l'accompagnement institutionnel des acteurs plusieurs autres actions sont menées, notamment :

l'installation d'une unité d'assemblage de bus à Douala dénommée SOTRABUS ;

la mise en place d'une plateforme nationale de construction automobile dans la zoneindustrielle de Bonabéri dont les travaux d'aménagement sont en cours ; -

l'installation d'unité de production de batterie de véhicules au Cameroun ;

le projet de mise en place d'un atelier spécialisé à la Cotonnière Industrielle du Cameroun ; - le projet de construction d'une usine de fabrication des bouteilles de gaz en matériaux composites ; le projet de mise en place d'une unité de galvanisation et de production de pylônes ;

le projet de mise en place de la Base Industrielle de confection de préfabriqués et dematériaux de construction de bâtiments et de logements de masse par l'entreprise

PIZZAROTTI ;

le projet agropole de production, de transformation et de commercialisation de palmier àhuile du Nkam « Greenfield » ; le projet de développement des véhicules au GNV/ Bio GNV –

Bio GNL ;

le projet de restructuration du Chantier Naval Industriel du Cameroun (CNIC), pour sonpositionnement en tant que Champion National dans la maintenance des bateaux et la construction de plateformes pétrolières.

Le MINMIDT appuie également certaines structures en leur octroyant des appuisbudgétaires pour la mise en place d'infrastructures de transformation. Il s'agit notamment de l'appui au centre des métiers du bois de Binguela, de l'appui à la Coopérative des producteurs de maïs de Ndélélé, de l'appui au Frontier Agro-Industrial Programme(FAINAP), Projet de production, de transformation et de commercialisation du Maïs-Grains et Produits Dérivés FAINAP.

Dans la perspective d'une mise en œuvre efficace de ce plan, la refondation de la Société Nationale d'Investissement (SNI) est devenue une nécessité et vise à doter le pays d'un véritable guichet de financement des projets du portefeuille de l'Etat ainsi que du secteur privé national. L'étude y afférente a ainsi été finalisée.

Le soutien institutionnel du MINMIDT dans le cadre du déploiement des agropoles a permis de booster la production locale de nombreux produits, objet d'importantes importations pour le Cameroun. C'est le cas des œufs et de la viande porcine et volaille. Aussi plusieurs projets ont fait l'objet de maturation au sein du département ministériel.

Dans le secteur de l'agroalimentaire, le MINMIDT a installé quatre(04) huileries modernes avec l'appui des PTFs, notamment l'ONUDI, dans le cadre Projet d'Amélioration de la Productivité et de la Compétitivité de la filière Palmier à Huile (APROCOM-PH). Le MINMIDT a ainsi procédé à **l'inauguration de l'huilerie COOP CA BAMA à Sombo, Arrondissement de Dibang le 03 novembre 2017**, aux **inaugurations respectives des huileries de « Central Ejagham Palm OilProducers Union » de Mkpot dans le Département de la Manyu, Région du Suder Ouestle 1 décembre 2017**, et à celle de **Ngie Multipurpose Cooperative Society de Teze dans le Département de la Momo, Région du Nord-Ouest le 14 décembre 2017**.

Reste attendu la cérémonie d'inauguration l'huilerie de Bakingili qui a été repoussée à une date ultérieure du faitdu climat socio-politique qui règne dans les zones du Nord-Ouest et Sud-Ouest du pays.

La capacité de production totale de ces sites mis ensemble est estimée à 10 433 tonnes d'huile de palme par an.

La réalisation de ces unités est un début de solution au déficit en huile de palme estimé à 130 000 tonnes par an au niveau national. L'objectif à terme est de booster considérablement la production d'huile de palme et de réduire les importations massives.

Il convient de relever que **le nombre total d'emplois créés est d'environ 400 à raison de 100 emplois par site.**

En ce qui concerne les projets stratégiques, on note dans le cadre du projet d'extension des capacités de production d'aluminium, que suite au départ de Rio Tinto, la procédure de recrutement d'une banque d'affaire chargé d'accompagner le Gouvernement et ALUCAM dans le processus de sélection d'un nouveau repreneur est en cours. Une rétrocession de prêt en

faveur d'ALUCAM a été signée pour le financement de la prestation.

S'agissant des filières stratégiques comme le café-cacao, la mise en œuvre du programme national d'appui à la transformation locale de cacao, a permis de porter le taux de transformation de cacao de 13% en 2011 à 23 % en 2018 grâce à l'augmentation des capacités de la SIC CACAO SA à 55 000 tonnes/an de broyage de fèves de cacao. Dans le même registre, le MINMIDT accompagne deux autres importants projets dont les usines sont en construction à Kribi et KEKEM. L'entrée en fonctionnement de ces deux usines portera le taux de transformation du cacao à plus de 60% d'ici 2019 et de réaliser largement l'ambition de 40% fixé par le DSCE en 2020.

Au niveau de l'industrie des matériaux de construction, l'on note une multiplication d'operateurs dans la filière cimenterie passant de l'opérateur historique CIMENCAM à six opérateurs (CIMAF, DANGOTE, MEDCEM, EGIN) aujourd'hui avec en prime une amélioration qualitative te quantitative de l'offre nationale qui est passée de 1 200 000 t/an de ciment en 2011 à 3 200 000 tonnes/an en 2018 et une baisse considérable du prix du ciment.

Le secteur de l'industrie sidérurgique et métallurgique n'est pas en reste avec notamment une couverture de la demande locale et même sous régionale par l'industrie camerounaise dont quatre des plus importantes (ACIERIES, PROMETAL, METAFRIQUE…).

Dans le registre du pilier coton-textile-confection, plusieurs unités de confection et filature ont vu le jour et l'Etat poursuit le projet de restructuration de la CICAM.

S'agissant de la transformation plus poussé du bois, Les projets d'extension et d'innovation dans la valorisation des rebuts forestiers ont été aussi mis en œuvre. Il s'agit entre autre de : la nouvelle chaine de sciage de la SIBM, la chaine à Brazil d'ALPICAM, le renouvellement du parc machines vers ceux à commandes numérique effectué par WIJMA, les usines de transformation des rebus de bois en pellettes par la COMGRY S.A et la CGG (Compagnie Générale des Granulés).

La prolifération des unités de transformation du bois qui sont le fruit de la coopération bilatérale entre la Chine et le Cameroun. Il s'agit entre autre de : SON HAI EXIM, SIHAI, LONG HUNG Cameroun, United Développement S.A, XING HUANG etc. qui marquent une certaine relance de l'activité.

S'agissant de l'objectif de faire du Cameroun une véritable destination pour les investissements, le cadre incitatif mis en place par le gouvernement, à travers la loi n° 2013/004 du 18 avril 2013, fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun, continue de porter des fruits.

Il convient de relever que la mise en œuvre de cette loi peut être jugée satisfaisante, les statistiques provenant des agences de promotion des incitations démontrent à suffisance que cette loi joue effectivement le rôle pour lequel elle é été promulguée.

Auprès de l'Agence de Promotion des Investissements (API) :

· **133 conventions signées à ce jour, pour un montant d'investissement de 3 138 362 495 253 de francs CFA,** · **et 49 761 emplois projetés.**

Auprès de l'Agence de Promotion des PME (APPME)

· **21 conventions signées à ce jour, pour un montant d'investissement de 37 531 551 640 de francs CFA,**

· **et 4238 emplois projetés.**
· **Ce qui traduit au total :**
· **154 conventions signées actuellement,**
· **un montant d'investissement global de 3 175 894 046 893 FCFA,** · **et 53 999 emplois projetés.**

Actuellement, environ 70% des entreprises ayant bénéficiés des avantages incitatifs de cette loi sont effectivement à pied d'œuvre.

A la faveur des actions de la mandature 2012-2015 et, dans un contexte marqué par de nombreux défis à relever, consécutifs à la récession économique internationale due à la baisse des cours des matières premières sur le marché mondial et aggravé par l'Accord de Partenariat Economique (APE), signé avec l'Union Européenne, l**a Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Cameroun (CCIMA) a mis sur pied son Centre d'Arbitrage et de Médiation.**

Ce tout premier centre destiné à arbitrer et assurer la médiation dans les litiges commerciaux est désormais opérationnel au Cameroun. Les membres des organes de gestion du Centre d'Arbitrage et de Médiation (CAM) de la **CCIMA** ont été installés dans leurs fonctions le 05 octobre 2017.

Ce centre fait partie des efforts du gouvernement d'assurer un environnement des affaires propice, et d'instaurer la confiance chez les investisseurs. ce centre est une alternative pour la résolution des litiges commerciaux, la communauté des affaires est désormais outillée, mais son succès dépendra de l'implication effective des diverses parties prenantes. Le Centre d'Arbitrage et de Médiation (CAM) de la Chambre de Commerce est constitué de deux organes principaux, bureau directeur et lacour d'arbitrage et de médiation.

Les activités liées à l'aménagement et la gestion des zones industrielles (MAGZI)

Dans le domaine de la création des réserves foncières nécessaires à la création des zones industrielles, la mise en œuvre du contrat-Plan Etat/MAGZI a permis :

-la construction d'un km de route revêtu dans la zone industrielle de Bonabéri ;
-le revêtement de la route en terre de 350 ml dans la zone industrielle de Bassa ;
-le revêtement de la route en terre de 1600 ml dans la zone industrielle de Yaoundé-sud ;
-le revêtement de 1,5 km de VRD en pavés de 450 ml dans la zone industrielle de Bonabéri ;
-la réhabilitation de 5 km de VRD dans les zones industrielles de Bassa et Bonabéri ;
-le revêtement en induit bicouche de 1 800 ml dans la zone de Ngaoundéré ;
-la construction d'un réseau d'assainissement dans la zone industrielle d'Ombé ;
-la réalisation des études topographiques, d'aménagement et d'APD de réseau électrique de la zone industrielle de NKAMBE ;
-la construction d'un réseau d'adduction d'eau dans la zone industrielle de Bamenda ; Les études de faisabilité en vue de la création d'une zone d'activité à Meyomessala.

Dans le **domaine de la norme et qualité**, l'on enregistre les résultats suivants :

«Mettre en place une véritable infrastructure qualité performante pour assurer non seulement une meilleure contribution de la normalisation à l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035,

mais aussi et surtout pour faire du Cameroun une vitrine de la normalisation sur les plans régional et international ».

Au terme du septennat 2011-2018, sans être exhaustif, les principales réalisations sont les suivantes :

Sous Programme National d'Elaboration des Normes (PNEN)

Les objectifs d'harmonisation des normes nationales avec les solutions régionales se traduisent également dans la programmation des travaux d'élaboration des normes. Ainsi, dans le PNEN, document définissant le programme national d'élaboration des normes sur une période de trois ans, en tenant compte des besoins des différentes parties prenantes, des priorités socioéconomiques et des orientations stratégiques de l'Etat camerounais, l'adoption des normes internationales et régionales occupe une place de choix.

L'Agence s'est en effet dotée du PNEN 2018-2020, approuvé par le Ministre des Mines, de l'Industrie, et du Développement Technologique et validé par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2017.

Depuis sa mise en œuvre, le portefeuille des normes de l'ANOR est passé de **300 normes environ en 2011 à plus de 2559 normes en 2018**. L'harmonisation des normes camerounaises pour faciliter l'insertion dans le commerce régional et international a toujours constitué le souci majeur de l'ANOR.

Sous Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées au Cameroun (PECAE)

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour renforcer la surveillance des produits commercialisés sur le territoire camerounais ; a signé l'arrêté N° 2015/1875/PM du 1er Juillet 2015 instituant le fixant les modalités de mises en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importes en République du Cameroun.

L'évaluation de la conformité en plus de participer à la protection de la santé des consommateurs, facilite également le développement économique et, permet aux autorités publiques de s'assurer que la concurrence se fait dans des conditions loyales avec des produits sains et sûrs C'est conscient du rôle de l'évaluation de la conformité dans le cadre de la facilitation des échanges commerciaux que l'ANOR a, suite au décret N°2015/1875/PM du 01 juillet 2015 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, instituant et fixant les modalités de mise en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées en République du Cameroun (PECAE) lancé ledit programme lors de ème

la 3 édition de la Semaine Nationale de la Qualité (SENAQ) qui s'est tenue du 23 au 25 avril 2016 à Douala, par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT). Le démarrage a quant à lui été effectif le 31 août 2016 lors d'une cérémonie officielle placée sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le PECAE est appliqué aux marchandises pour lesquelles il existe des règlements techniques ou celles tout ou partie des normes sont rendues d'application obligatoire. L'objectif général du PECAE est de doter le Cameroun d'un mécanisme fiable, avec des procédures fluides et des transactions simplifiées, permettant de s'assurer que les produits qui arrivent sur le territoire Camerounais respectent les règlements techniques ou les normes et partant, sont de bonne

qualité, avant leur mise sur le marché.

Depuis son démarrage, soit du 31 aout 2016 au 31 décembre 2017, la mise en œuvre du PECAE s'est traduite par l'émission de ***6 050 Certificats de Conformité***.

Sous Programme de marquage des produits

Pour réduire la proportion des produits non conformes, il est opportun de recourir à un mécanisme complémentaire à savoir : le Marquage de Conformité. Cet outil a été expérimenté avec succès dans plusieurs autres pays notamment : le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Le Marquage de Conformité est l'action d'apposer sur un produit une marque de conformité. Il s'agit d'un procédé communément utilisé pour rendre visible auprès des utilisateurs, la conformité d'un produit aux exigences spécifiées.

Elément de confiance pour le consommateur, le marquage de conformité est aussi un gage de crédibilité pour les fabricants et les importateurs qui doivent s'assurer que leurs produits correspondent aux spécifications de qualité et répondent aux attentes des clients.

Il devient dès lors impératif pour le Cameroun d'accéder à ce degré de visibilité de son système de certification en instituant le marquage de conformité.

L'institution du marquage de conformité répond à l'obligation d'information du consommateur, prévue par la Loi-cadre n°2011/012 du 06 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun d'une part, et participe de la mise en œuvre des dispositions des articles 10 à 12 de la Loi n°96/11 du 05 août 1996 relative à la normalisation d'autre part.

Le marquage de conformité devra s'appliquer tant aux produits fabriqués localement qu'aux produits importés ; pour ces derniers, il s'agira du couronnement du processus de l'évaluation de la conformité qui a cours dans le cadre du PECAE et dans des opérations similaires.

Concrètement, cette opération consistera en l'apposition de la Marque de Conformité représentée par le sigle « NC » (mis pour Norme Camerounaise) entouré de la mention « ANOR CERTIFIED » selon les modalités arrêtées par le Ministre chargé de la normalisation, sur proposition du Directeur Général de l'ANOR.

Construction du Laboratoire National de Référence en Métrologie à vocation sous régionale Le Laboratoire National de Référence en métrologie à vocation sous régionale a vu le jour dans le cadre du Programme d'Appui et de Soutien à l'Accord de Partenariat Economique (PASAPE), signé entre l'Union Européenne et l'Afrique. A la suite de ce Programme, l'Union Européenne et l'Etat du Cameroun ont initié un Programme Pilote d'Appui à la Mise à Niveau, à la Normalisation et la Qualité (PPAMNQ), exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), l'un des bénéficiaires de ce cette infrastructure, avait été chargée de mettre en place ce Laboratoire de référence à vocation sous régionale, qui devait répondre aux spécifications techniques et fonctionnelles conformes aux exigences de la norme ISO 17025, prescrites en matière d'accréditation internationale.

Ce laboratoire comporte en effet deux pôles, dont l'un dédié aux activités de Mesures, d'Essais et d'Etalonnage et l'autre, véritable pôle managérial et directionnel comportant des bureaux destinés aux organes de gestion, aux activités de recherche et de formation, aux relations institutionnelles et à la coopération.

Il abritera les activités de métrologie suivantes :

- Etalonnage des Masses (petites et grandes) ;
- Etalonnage des Pressions ;
- Etalonnage des Dimensions ;
- Etalonnage des Volumes (petits et grands) ;
- Etalonnage d'Electricité ;
- Etalonnage des températures.

La mise en service de cet important projet va contribuer, sans aucun doute, au développement de l'infrastructure qualité dans la sous-région Afrique Centrale, faisant ainsi du Cameroun, la plaque tournante en la matière.

Le niveau de réalisation du volet génie civil de cet ouvrage est estimé à 90%.

LOI CADRE SUR L'INFRASTRUCTURE NATIONALE QUALITE (INQ)

A ce jour, le projet de loi cadre sur l'Infrastructure Nationale Qualité a été élaboré et transmis à la primature pour suite de la procédure (pour transmission à la PR depuis 2015).

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE : Le pilier de Normalisation existant déjà (ANOR), Cette loi va

compléter les autres piliers de l'INQ tels que l'Organisme national de Métrologie, par ailleurs elle va inciter et faciliter la création des Laboratoires (Evaluation de la Conformité).

Ces structures vont non seulement générer des recettes au niveau des inspections, mais vont générer des milliers d'emplois.

LOI CADRE SUR LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (SSA)

A ce jour, le projet de loi cadre sur la Sécurité Sanitaire des Aliments est transmise à la Présidence de la République pour suite de la procédure.

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : La loi cadre susmentionnée va non seulement harmoniser

les activités de toutes les parties prenantes du système national de SSA mais prévoit aussi la création de l'Autorité Nationale de SSA, dont l'effectivité générera des nombreux emplois.

LE COMITE NATIONAL DU CODEX ALIMENTARIUS ET DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (CNCOSAC)

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Le CNCOSAC a permis de booster l'élaboration des

normes alimentaires sur le plans national utiles à l'arrimage sur le plan international, mais aussi garantir la qualité sanitaire des aliments qui circulent au Cameroun et ceux voués à l'exportation.

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS AU CAMEROUN (Le document final a été validé par l'ensemble des parties prenantes. Il est en cours de consolidation pour transmission aux SPM).

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU SYSTEME NATIONAL PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE (les documents respectifs sont en cours de validation finale)

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Ces Politiques et Stratégies susmentionnées vont

recadrer, promouvoir et développer les orientations en termes de SSA et de Qualité définies par

le Gouvernement.

III- DANS LE DOMAINE DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 378 Intitulé "Modernisation de l'Infrastructure Qualité".

En ce qui concerne le domaine de l'infrastructure qualité, l'objectif est de Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale.
Les réalisations dans le secteur de la Qualité concernent également les projets de création:
- des laboratoires d'évaluation de la conformité,
- des laboratoires de métrologie;
- de l'équipement du laboratoire de référence de métrologie(ANOR) ;
- d'un Organisme National d'accréditation;
- de l'Ordre National des Qualiticiens.
- de l'actualisation de la stratégie nationale de la qualité et des différents textes légaux et réglementaires

Sous-Programme National d'Elaboration des Normes (PNEN)

Les objectifs d'harmonisation des normes nationales avec les solutions régionales se traduisent également dans la programmation des travaux d'élaboration des normes. Ainsi, dans le PNEN, document définissant le programme national d'élaboration des normes sur une période de trois ans, en tenant compte des besoins des différentes parties prenantes, des priorités socioéconomiques et des orientations stratégiques de l'Etat camerounais, l'adoption des normes internationales et régionales occupe une place de choix.

L'Agence s'est en effet dotée du PNEN 2020-2022, approuvé par le Ministre des Mines, de l'Industrie, et du Développement Technologique et validé par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2019.

Depuis sa mise en œuvre, le portefeuille des normes de l'ANOR est passé de 300 normes environ en 2011 environs 3000 normes en 2020. L'harmonisation des normes camerounaises pour faciliter l'insertion dans le commerce régional et international a toujours constitué le souci majeur de l'ANOR.

Le nombre de normes camerounaises d'application obligatoire est passé de 123 normes en 2017 à deux cent treize (213) en 2020

Sous-Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées au Cameroun (PECAE)

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour renforcer la surveillance des produits commercialisés sur le territoire camerounais a signé l'arrêté n° 2015/1875/PM du 1er Juillet 2015 instituant le fixant les modalités de mises en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importes en République du Cameroun.

L'évaluation de la conformité en plus de participer à la protection de la santé des consommateurs, facilite également le développement économique et, permet aux autorités publiques de s'assurer que la concurrence se fait dans des conditions loyales avec des produits sains et sûrs C'est conscient du rôle de l'évaluation de la conformité dans le cadre de la facilitation des échanges commerciaux que l'ANOR a, suite au décret N°2015/1875/PM du 01 juillet 2015 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, instituant et fixant les modalités de mise en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées en République du Cameroun (PECAE) lancé ledit programme lors de la 3ème édition de la Semaine Nationale de la Qualité (SENAQ) qui s'est tenue du 23 au 25 avril 2016 à Douala, par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT). Le démarrage a quant à lui été effectif le 31 août 2016 lors d'une cérémonie officielle placée sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le PECAE est appliqué aux marchandises pour lesquelles il existe des règlements techniques ou celles tout ou partie des normes sont rendues d'application obligatoire. L'objectif général du PECAE est de doter le Cameroun d'un mécanisme fiable, avec des procédures fluides et des transactions simplifiées, permettant de s'assurer que les produits qui arrivent sur le territoire Camerounais respectent les règlements techniques ou les normes et partant, sont de bonne qualité, avant leur mise sur le marché.

Depuis son démarrage, soit du 31 aout 2016 au 31 décembre 2020, la mise en œuvre du PECAE s'est traduite par l'émission de **19738**Certificats de Conformité.

Sous- Programme de marquage des produits

Pour réduire la proportion des produits non conformes, il est opportun de recourir à un mécanisme complémentaire à savoir : le Marquage de Conformité. Cet outil a été expérimenté avec succès dans plusieurs autres pays notamment : le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Le Marquage de Conformité est l'action d'apposer sur un produit une marque de conformité. Il s'agit d'un procédé communément utilisé pour rendre visible auprès des utilisateurs, la conformité d'un produit aux exigences spécifiées.

Elément de confiance pour le consommateur, le marquage de conformité est aussi un gage de crédibilité pour les fabricants et les importateurs qui doivent s'assurer que leurs produits correspondent aux spécifications de qualité et répondent aux attentes des clients. Il devient dès

lors impératif pour le Cameroun d'accéder à ce degré de visibilité de son système de certification en instituant le marquage de conformité.

L'institution du marquage de conformité répond à l'obligation d'information du consommateur, prévue par la Loi-cadre n°2011/012 du 06 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun d'une part, et participe de la mise en œuvre des dispositions des articles 10 à 12 de la Loi n°96/11 du 05 août 1996 relative à la normalisation d'autre part. Le marquage de conformité devra s'appliquer tant aux produits fabriqués localement qu'aux produits importés ; pour ces derniers, il s'agira du couronnement du processus de l'évaluation de la conformité qui a cours dans le cadre du PECAE et dans des opérations similaires. Concrètement, cette opération consistera en l'apposition de la Marque de Conformité représentée par le sigle « NC » (mis pour Norme Camerounaise) entouré de la mention « ANOR CERTIFIED » selon les modalités arrêtées par le Ministre chargé de la normalisation, sur proposition du Directeur Général de l'ANOR.

Construction du Laboratoire National de Référence en Métrologie à vocation sous régionale Le Laboratoire National de Référence en métrologie à vocation sous régionale a vu le jour dans le cadre du Programme d'Appui et de Soutien à l'Accord de Partenariat Economique (PASAPE), signé entre l'Union Européenne et l'Afrique. A la suite de ce Programme, l'Union Européenne et l'Etat du Cameroun ont initié un Programme Pilote d'Appui à la Mise à Niveau, à la Normalisation et la Qualité (PPAMNQ), exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), l'un des bénéficiaires de ce cette infrastructure, avait été chargée de mettre en place ce Laboratoire de référence à vocation sous régionale, qui devait répondre aux spécifications techniques et fonctionnelles conformes aux exigences de la norme ISO 17025, prescrites en matière d'accréditation internationale.

Ce laboratoire comporte en effet deux pôles, dont l'un dédié aux activités de Mesures, d'Essais et d'Etalonnage et l'autre, véritable pôle managérial et directionnel comportant des bureaux destinés aux organes de gestion, aux activités de recherche et de formation, aux relations institutionnelles et à la coopération.
Il abritera les activités de métrologie suivantes :
1. Etalonnage des Masses (petites et grandes) ;
2. Etalonnage des Pressions ;
3. Etalonnage des Dimensions ;
4. Etalonnage des Volumes (petits et grands) ;
5. Etalonnage d'Electricité ;
6. Etalonnage des températures.

La mise en service de cet important projet va contribuer, sans aucun doute, au développement de l'infrastructure qualité dans la sous-région Afrique Centrale, faisant ainsi du Cameroun, la

plaque tournante en la matière.
Le niveau de réalisation du volet génie civil de cet ouvrage est estimé à 90%.

CONSTRUCTION D'AUTRES LABORATOIRES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE(Ce projet sera conjointement mis en œuvre par le MINMIDT et l'ANOR en fur et à mesure que le programme sera implémenté et aura pour objectif l'amélioration de l'offre de service en évaluation de la conformité des produits made in Cameroun)

LOI SUR L'INFRASTRUCTURE NATIONALE QUALITE (INQ)

A ce jour, le projet de loi sur l'Infrastructure Nationale Qualité élaboré depuis 2015 est en cours de relecture au MINMIDT faute de transmission à la PRC par les SPM. des concertations sont aussi en cours avec l'ANOR et le MINADER pour harmonisation des positions. Il convient de relever que la révision de la loi sur la normalisation a abouti à la loi sur l'infrastructure qualité qui pourrait se substituer à la loi cadre. Des concertations sont en cours en vue de finaliser cette loi et transmission à la primature pour suite de la procédure (pour transmission à la PR).

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE : Le pilier de Normalisation existant déjà (ANOR), Cette loi va compléter les autres piliers de l'INQ tels que l'Organisme national de Métrologie et l'Accréditation, par ailleurs elle va inciter et faciliter la création des Laboratoires (Evaluation de la Conformité).
Ces structures vont non seulement générer des recettes au niveau des inspections, mais vont générer des milliers d'emplois.

LOI CADRE SUR LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (SSA)

A ce jour, la loi-cadre sur la Sécurité Sanitaire des Aliments est signée par le PRC et transmise au MINSANTE pour mise en œuvre en collaboration avec les autres administrations. Il convient de rappeler que le MINMIDT est interpelé pour contribuer à l'élaboration des projets des textes d'application.

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : La loi cadre susmentionnée va non seulement harmoniser les activités de toutes les parties prenantes du système national de SSA mais prévoyait aussi la création de l'Autorité Nationale de SSA, organe de coordination dont l'effectivité générera des nombreux emplois. Cet organe a été débouté par la hiérarchie laissant place toujours au problème de coordination des activités de la SSA.

LE COMITE NATIONAL DU CODEX ALIMENTARIUS ET DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (CNCOSAC)

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Le CNCOSAC a permis de booster l'élaboration des normes alimentaires sur le plans national utiles à l'arrimage sur le plan international, mais aussi

garantir la qualité sanitaire des aliments qui circulent au Cameroun et ceux voués à l'exportation.

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS AU CAMEROUN (Le document final a été pré-validé par l'ensemble des parties prenantes. Mais au regard de la pandémie à COVID19 qui a prorogé la période de validation, une étude supplémentaire en vue de l'actualisation des données scientifiques est requise).

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU SYSTEME NATIONAL DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE (Le document final a été pré-validé par l'ensemble des parties prenantes. Mais au regard de la pandémie à COVID19 qui a prorogé la période de validation, une étude supplémentaire en vue de l'actualisation des données scientifiques est requise).

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Ces Politiques et Stratégies susmentionnées vont recadrer, promouvoir et développer les orientations en termes de SSA et de Qualité définies par le Gouvernement.

IV-DOMAINE DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 379 Intitulé " Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle".

Dans le cadre de ses activités de promotion et de valorisation des inventions et innovations locales, le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) a œuvré depuis 2011, à la mise en place de plusieurs activités. Le programme de **Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle (Programme 378)**, vise à orienter le développement technologique du Cameroun vers la mise en place d'un nouveau tissu industriel, bâti sur l'exploitation stratégique des innovations technologiques et commerciales, soutenues par la propriété industrielle, en droite ligne avec la Stratégie Nationale de Développement (SND30) du Cameroun, qui fait le constat que notre économie affiche une faible capacité d'absorption et d'accumulation technologique du fait d'un déficit d'infrastructures technologiques, d'infrastructures qualité et de ressources humaines qualifiées et spécialisées. Les principaux résultats de ces dernières années sont les suivants :

Mise en place d'un cadre institutionnel pour le développement technologique et de la propriété industrielle

A ce sujet, un Plan National de Développement de da Propriété Intellectuelle (PNDPI) a été élaboré et adopté avec le concours de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

(OMPI). La première phase de mise en œuvre de ce plan, d'une durée de quatre ans, s'est achevée en cette année 2018 avec une grande participation des administrations utilisatrices de cet instrument de développement socioéconomique qu'est la propriété industrielle. La seconde phase du PNDPI est en cours de validation pour une nouvelle période de 5 ans. Dans ce cadre, le Cameroun a adhéré à plusieurs conventions et participé activement à la révision de l'Accord de Bangui. Un document de Stratégie Nationale de Développement Technologique a été élaboré et adopté.
Entre2019 et 2020 un projet de loi a été élaboré sur le Cadre sur le Développement Technologique au Cameroun et transmis à la DAJ pour maturation et suite de la procédure.

Sur le plan de la valorisation des inventions

Les filières cosmétique, de l'agroalimentaire, de la pharmacopée traditionnelle, de l'électromécanique, des Technologies de l'Information et de la Communication(TIC) et ont bénéficié chacun de la subvention de 90% du coût relatif à la protection de leurs innovations auprès de l'OAPI. Plusieurs projets ont été mis en place :

- le projet de prototypage des inventions nationales.

Le projet de prototypage vise plusieurs objectifs à savoir :

Mettre en œuvre des solutions techniques capables de satisfaire les besoins des populations; Valoriser des œuvres des inventeurs et chercheurs nationaux ;
Développer un tissu industriel qui repose sur des technologies locales maitrisées ;
Pérenniser le savoir-faire technologique local au sein des institutions de formation ;
Rechercher des partenaires industriels pour l'industrialisation des prototypes ;
Rechercher des partenaires financiers pour le financement du processus d'industrialisation des prototypes.

Les inventions, innovations et solutions techniques sélectionnées dans ce cadre sont le reflet du niveau d'inventivité nationale. Elles ont la particularité d'être la réponse locale, et donc adéquate, à un besoin identifié au sein de notre population. Plusieurs plateformes événementielles ont été mise en place à l'effet d'identifier et de promouvoir ces perles nationales de notre esprit de créativité. A cet effet, des journées de promotions sont régulièrement organisées afin de galvaniser l'esprit de créativité : Journées Technologiques Nationales (JTN), Journées Africaines de la Technologie et de la Propriété Intellectuelle (JATPI), Journée mondiale de la Propriété Intellectuelle (JOMPI).Un accent aura été mis dans la sensibilisation des PME/PMI, des étudiants et chercheurs des universités, mais aussi des élèves et enseignants de nos lycées et collèges d'enseignement technique. L'objectif de ces activités doit être bien compris, à savoir, développer le rapprochement des sphères de formation/recherche, et celles de la production industrielle, cela est essentiel.

Depuis l'année 2011, neuf (09) prototypes ont été réalisés dans les universités de Dschang et de Douala, à savoir :

A l'université de Dschang

Un bio-digesteur pour la production du biogaz ;
Un séchoir à trois sources d'énergie ;
Une couveuse automatique d'œufs de volaille ;
Un chargeur universel de batteries de téléphones.

A l'université de Douala

Une mini-centrale hydro-électrique (mini-turbine avec générateur d'énergie électrique) ;
Une machine de recyclage de matières plastiques ;
Un ventilateur rechargeable ;
Une machine de mesure des sauts en longueurs

A l'Université de Ngaoundéré

Un turbimètre

Avec un plus de ressources, ce projet devrait donner un bel embelli aux nombreux résultats de la recherche qui remplissent les coffres de nos laboratoires universitaires. Cette initiative qui est le reflet de la capacité des nationaux à développer des solutions à leurs propres besoins est vivement à encourager.

- Installations des Centres d'Appui à la Technologie (CATI) dans toutes les universités d'Etat du Cameroun, et dans certains établissements à caractère privé.

L'importance de cette réalisation réside dans le fait que les CATI sont en réalité les bases de données les plus actuelles au monde dans les domaines de la science et de la technique. Une référence d'honneur pour nos chercheurs qui désormais n'auront plus à évoluer en vase clos et en tout cas, n'auront plus à réinventer la roue. Il y va de l'augmentation même du niveau de qualité de nos produits de recherche.

C'est une réalisation majeure pour notre système national de valorisation des résultats de la recherche. Afin de promouvoir cette activité, le MINMIDT a offert des bourses aux étudiants de plusieurs universités, dans le cadre de l'animation de l'exploitation desdits CATI. Il est avéré que les prototypes issus de l'exploitation des CATI auront une haute portée industrielle. A Ce jour 12 CATI ont déjà été installés dans presque toutes université d'Etat et dans quelques instituts de recherche.

- Les projets de mise en place de technopôles de référence

Dans un élan de recherche d'une plus grande densification des ressources inventives locales, et subséquemment de la transformation des produits et ressources locales, avec une

perspective forte d'exportation desdits produits, un programme de mise en place de technopôle de référence est mis progressivement en place.

S'agissant de ces de référence (Technopôles), il convient de relever qu'il s'agit là de projets hautement structurants, appelés à être des fleurons du tissu économique national. Ces projets sont à forte intensité d'emplois stables, produisant des produits et services de haute valeur ajoutée et devant à courts termes contribuer à améliorer la balance commerciale du pays et le relèvement socio-économique du pays. Trois projets sont actuellement engagés : le Technopôle Agro-industriel, le technopôle Forêt-Bois et le Technopôle Digital.

Le premier, le Technopôle Agro Industriel (TAIP), a déjà connu diverses études dans le cadre de sa maturation. Les études du plan directeur et de faisabilité ont été réalisées avec l'assistance technique de l'ONUDI et réceptionnées en décembre de l'année 2016. L'étude d'impact environnemental et social a été réalisée ainsi que les études géotechniques. La sécurisation du site s'est déjà matérialisée par la pose des bornes et des panneaux signalétiques. La commission préfectorale a travaillé sur le site pour l'évaluation des mises en valeur et des biens en vue du processus d'indemnisation. Le rapport de ces travaux est déposé et le processus d'indemnisation bientôt lancé. En Décembre 2020 un décret du PM portant expropriation pour cause d'utilité publique et incorporation dans le domaine privée de l'Etat et fixant les montants d'indemnisation des personnes victimes de pertes de droits foncier et de biens matériels a été signée. De plus une étude relative à l'identification des bassins de production relative au TAIP en cours. Par ailleurs, des concertations pour le bouclage financier sont engagées, Le MINMIDT est à la recherche de partenaires financiers pour le projet, en attendant l'avis de soutenabilité financier du MINFI dont l'avis a déjà été sollicité.

Pour le Technopôle TIC Digital dont la non-objection pour le financement délivrée par la Banque Africaine de Développement est le gage du démarrage imminent de cet autre important projet. Les missions de pré-identification du site du projet ont été menées en 2020, deux sites ont été présélection dans les Régions du Littoral et du Sud-Ouest en attendant la validation Qui sera faite par l'Etude de faisabilité à venir.

Pour ce qui est du Technopôle Forêt-Bois, la réalisation des études de faisabilité ont été confiés à la SNI afin qu'elle donne son avis technique.

- **Appui de la propriété industrielle aux secteurs économiques nationaux**

La propriété industrielle est une force tranquille. Ne dit-on pas qu'elle est le moteur du développement économique ! Outil très appropriée pour la structuration de la production à la base, elle est aussi l'instrument qui permet d'assainir l'environnement des affaires et de donner le maximum de valeur aux produits et services. Dans ce contexte, le Gouvernement, dans la limite de ses ressources, a engrangé des résultats.

L'arrêté rendant obligatoire l'enregistrement des noms commerciaux

Pour peu qu'il soit, cet arrêté n'en est pas moins important quant à sa capacité d'une part, à assainir et à promouvoir notre environnement des affaires en donnant plus de visibilité et de valeur à notre fichier national des noms commerciaux, et à permettre au trésor public d'engranger des recettes substantielles d'autres parts.

La valorisation des produits du terroir en indications géographiques (en 2020 il s'agissait d'une activité).

Historique

Les indications géographiques naissent de la volonté des Etats membres de l'OAPI de faire des produits de leurs terroirs de véritables outils de développement. L'OAPI, en 2008 va procéder à la mise en place d'un projet en vue d'accompagner les Etats membres à mettre en place les IG dans leurs différents pays. Il s'agit du Projet de Mise en Place des Indications Géographiques (PAMPIG). Trois produits prioritaires vont être identifiés dans deux pays à savoir : le poivre de Penja et le Miel blanc d'Okou pour le Cameroun et le Café ZIAMENTA pour la Guinnée. C'est à cet effet, que le Cameroun va mettre sur pied le Comité National de Promotion des Indications Géographiques qui vit de 2010 à 2014, actualisé en 2015 sous haute instruction de Monsieur le PM, chef de Gouvernement avec statut Pérenne. Le MINADER assure la présidence (questions Administratives) et le MINMIDT, la Vice-Présidence (questions techniques liées à la PI).
Activités menées

Le poivre de PENJA et le Miel d'OKU

Le projet de valorisation des produits du terroir en indications géographiques est sans doute celui qui devrait permettre de structurer bon nombre de filières avec d'importantes retombées financières à la clef.

Le Miel d'OKU et le Poivre de PENJA sont donc une illustration d'une réussite de l'action du MINMIDT. Ces deux produits, ordinaires au départ, ont connu une flambée en termes de prix, de notoriété et de convoitise. A titre d'exemple, le KG bord champ du poivre de Penja est passé de 2500 en 2010 à 18 000 voir plus en 2020.

Ces exemples ont motivé le MINMIDT à engager d'autres produits dans ce processus de valorisation en indication géographique: le Cacao rouge du Cameroun dont le cahier de charges a déjà été transmis à la Primature et à l'OAPI. Le Café Arabica de l'Ouest Cameroun, l'Ananas de Bafia, le bœuf Goudhali, la mangue verte de l'Est et les crevettes du Wouri qui donnèrent le beau nom de notre beau pays.
S'agissant du suivi des IGP, le contrôle externe desdits produits est assuré par la DDTPI

chaque année et ce jusqu'à l'année dernière. Au cours de ces contrôles, le groupement représentatif IGP poivre de Penja à bénéficier d'un renforcement des capacités des membres en matière de lutte contre la contrefaçon, du système d'agréage, du conditionnement et du marketing. Quant au miel blanc d'Okou, les producteurs ont été délocalisés à Yaoundé pour bénéficier d'un renforcement de capacité comme sus mentionné à Penja.
La DDTPI à travers le MINMIDT a procédé à la mobilisation des producteurs du Cacao rouge en coopératives, au renforcement des capacités sur l'itinéraire technique conformément au cahier de charge. Pour ce qui est du Café arabica de l'Ouest, la qualification du produit par les équipes de mission de la DDTPI a été validée positive en 2020.

1.1.1. Situation du secteur et evolution de la mise en oeuvre de la politique sectorielle

I - DOMAINE MINIER

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 376 Intitulé "amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales".

Le Chef de l'État a consacré le secteur minier comme l'un des piliers majeurs de l'économie de notre pays. Le MINMIDT, dans son texte organique est chargé entre autres de développer la production des ressources minérales nationales depuis l'extraction, en passant par la transformation industrielle, jusqu'à l'exportation des produits bruts, semi-transformés et transformés.

Le Cameroun regorge d'un énorme potentiel minier et géologique qui comprend plusieurs gisements d'intérêt économique et ressources minérales de classe mondiale. Attirés par cette manne, plusieurs Opérateurs Economiques nationaux et investisseurs internationaux s'activent chaque jour davantage, dans un secteur minier à fort potentiel de valeur ajoutée. Parce qu'ils sont créateurs de richesse et de valeurs, les projets miniers sont porteurs de beaucoup d'espoir et sont, de facto, des projets leaders de la relance de la croissance économique, de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté au Cameroun.

De 2014 à 2019, une campagne aéroportée d'acquisition de données magnétiques et spectrométriques (rayonnement gamma) a permis de couvrir plus de 60% du territoire national avec l'appui de la Banque Mondiale, à travers le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier (PECASEM). Cette campagne a permis de réaliser un linéaire de 962 174 km de profile géophysique. Il s'agissait de survoler le pays par des lignes prédéfinies avec un espacement de 500 m à 5000 m à l'effet d'obtenir des données magnétiques et de spectrométrie gamma de haute résolution. Les résultats obtenus ont favorisé l'obtention de cartes géophysiques qui ont servi de guide pour la prospection au sol par le Groupement BRGM/GTK/BEIG3, en vue de la production de 14 feuilles de cartes géologiques à l'échelle 1/200 000ème.

Les travaux réalisés ont montré que ces zones revêtent un potentiel géologique et minier non négligeable, qui suscite déjà l'attraction de certains investisseurs. Ce qui a conduit à l'attribution

en 2020 de 21 autorisations d'exploitation de carrières industrielles et 27 permis d'exploration ainsi que 95 autorisations d'exploitation artisanale.

Dans la même période, le CAPAM a rétrocédé 60 kg d'or au MINFI dans le cadre du renforcement des réserves d'or de l'Etat.

A ce jour, cinq conventions minières ont été signées et trois sont en cours de négociation ou en attente de signature.

Par ailleurs des travaux de recherche sont en cours en vue de l'évaluation des réserves de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal par CANYON RESSOURCES, le rutile d'Akonolinga par ERAMET entre autres.

L'exploration minière relève plus du ressort des Sociétés minières avec lesquelles le Ministère à travers la Direction de la Géologie, joue le rôle d'accompagnateur dans le cadre notamment du suivi administratifet du contrôle technique des travaux réalisés en vue de la certification des ressources identifiées et l'élaboration des études de faisabilité pour leur exploitation. Cette exploration est menée sur l'ensemble du territoire national, à travers les permis de recherche (119 environ) attribués et valables pour différentes substances minérales à l'instar de l'or, du fer, de la bauxite, du calcaire, du marbre, de l'étain et du saphir. Cet encadrement a abouti à l'estimation des tonnages des différents minéraux et des projets de convention minière avec les sociétés SINOSTEEL et CIMENCAM S.A qui sont en attente de signature pour l'exploitation du fer des mamelles de Kribi pour le premier et en cours de négociation pour l'exploitation du marbre de Biou-sud et Bidzar pour le deuxième. A terme, la mise en exploitation de ces différentes ressources pourrait aboutir à la création de nombreux emplois pour les Camerounais et étrangers, la création de richesse et l'augmentation de la contribution du secteur minier au PIB.

Pour ce qui est des énergies fossiles, la politique camerounaise en la matière repose principalement sur le développement de son riche potentiel pétrolier et gazier à travers la promotion des blocs pétroliers à l'effetd'attirer et d'inciter les compagnies pétrolières à investir au Cameroun conformément aux contrats types prévus par la législation en vigueur. Le secteur pétrolier est régi par :

- la **Loi n°2002-013 du 30 décembre 2002 portant code gazier**, constituée de 61 articles et repartis sur 9 titres, elle précise les dispositions comptables, financières, fiscales et douanières applicables aux activités liées à l'exploitation du gaz naturel ;
- de la **Loi N 2019/008 du 25 avril 2019 portant code pétrolier.** Pris pour rendre le secteur pétrolier amont camerounais plus compétitif face à l'agressivité des législations des pays de la sous-région, ce nouveau cadre législatif vise à améliorer le cadre contractuel et fiscal du secteur.

Le nouveau texte s'estenrichi de treize (13) articles qui s'inscrivent dans la mouvance de la libéralisation à travers la simplification administrative et l'instauration d'un régime spécifique

d'incitations aux investissements ainsi que le protectionnisme, visant à sauvegarder les intérêts essentiels de l'État.
En outre, à travers la mise en place d'un régime inédit des infractions et des sanctions administratives,le Cameroun montre une volonté répressive presque totalement absente dans l'Ancien Code Pétrolier.
Par ailleurs, le cadre institutionnel s'est enrichi d'une nouvelle structure, la Société Nationale des Mines (SONAMINES), à la faveur du décret n°2020/749 du 14 décembre 2020. Elle a pour but de développer et de promouvoir le secteur minier camerounais à l'exception des hydrocarbures et des substances de carrière. Elle est entre autre chargée de la gestion des intérêts de l'Etat dans le domaine à travers la participation aux négociations et au suivi de l'exécution des contrats signés entre l'Etat et les sociétés minières. Elle mène également des activités d'exploitation et de commercialisation liées à son domaine, de manière directe ou indirecte.

Sur le plan de la sécurisation des sites miniers et géologiques

Des campagnes de collecte des données de géo risques ont été réalisées de 2015 à 2018 dans plusieurs régions du territoire national, notamment les Régions du Centre (carrières de Razel à Nkometou, Arab Contractor à Eloumden, Gracam à Nkolondom, Buns à Mbalmayo, ChinaLinxiang à Nkometou), du Sud (carrière de China Electric National à Evindissi), du Littoral (carrières de Ferreira et de Royal Quarry à Logbadjeck), du Sud-ouest (Sogea Satom à Ekona, société China Minhui à Ombe), de l'Ouest (société china Longteng à bamougoum, société ESER Contracting and Industry à Fengu), de l'Est (société Camrail à Ebaka) et de l'Adamaoua (site d'exploitation artisanale de l'or à Legalgoro et la collecte des échantillons d'eau dans les lacs de cratère de Baledjam, Gagouba et Ngaoundaba (Tabéré) à Nyambaka, et Tison à N'Gaoundéré 1er), en vue de la sécurisation desdits sites et la protection des biens et des personnes, mais aussi afin d'établir la carte des géo-risques au Cameroun. Une carte globale des géo-risques dans les sites est a été élaborée et de nouveaux sites sont en cours de recensement.

Sur le plan du renforcement des capacités,

Le MINMIDT, à travers le programme Panafricain PanAfGeo qui est un programme de formation des services géologiques mis en œuvre par l'Organisation des Services Géologiques Africains et l'Organisation des Services Géologiques Européens a organisé plusieurs séries de formation avec plus de 40 participants venant des différents pays africains dans le domaine de l'évaluation des ressources minérales et le système d'information géo scientifique. Cette opération a permis aux apprenants d'acquérir de meilleures capacités managériales dans ledit secteur dont le retour sur formations est également très positif.

Le PRECASEM s'est également engagé dans un vaste programme de renforcement des capacités qui intègre l'exploitation et l'inspection des carrières, la taille des lames minces et la

réhabilitation des sites miniers. Ces formations sont en cours et concernent essentiellement les Ingénieurs des Mines et de la Géologie du MINMIDT, tant des services centraux que déconcentrés.

Les autres réalisations concernent :

- la promulgation de la loi n°2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code Minier, véritable instrument de promotion et d'attractivité des acteurs du secteur minier ;
- la modernisation du Cadastre minier, grâce à laquelle le Cameroun dispose d'un système informatisé pour l'attribution des titres miniers, disponible sur la toile internet ;
- l'adhésion du Cameroun au Processus de Kimberley, avec pour mission d'implémenter la traçabilité, d'évaluer les Diamants Bruts et de délivrer des Certificats Infalsifiables.
- l'amélioration de l'information géologique et minière, dans le cadre de la campagne de levées géophysiques aéroportées, ce qui porte le taux de couverture du territoire national à plus 60% ;
- l'élaboration de quatorze (14) cartes géologiques au 1/200.000ème ;
- la mise en place d'un Système d'Information Géologique et Minière pour une meilleure gestion, conservation et diffusion des données du secteur minier et géologique ;
- négociation de deux conventions minières pour l'exploitation du marbre de Biou-sud et Bidzar pour la production du ciment par la société CIMENCAM ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société DANGOTE ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société CIMAF;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société MEDCEM ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société CIMENCAM S.A ;
- l'attribution et suivi des activités de quatre-vingt-neuf (89) permis d'exploitation et autorisation d'ensachage des eaux de source, eaux minérales et thermo-minérales de quatre-vingt-trois (83) sociétés sur l'ensemble du territoire national ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation de cent trente-sept (137) carrières de pierres, pour les travaux de construction des bâtiments et travaux publiques ;
- la signature de deux conventions minières entre l'Etat du Cameroun et la société G-Stone Resources pour l'exploitation du fer de d'Akom II d'une part et entre l'Etat du Cameroun et la société CODIAS d'autre part, pour l'exploitation de l'or de Colomine.
- la finalisation de la dernière phase des activités de recherche sur le prospect bauxitique de MinimMartap et Ngaoundal, ceci devant déboucher à court terme à la mise en exploitation de ce prospect.

Relativement à l'action vulgarisation du Code Minier auprès des Opérateurs du secteur, plusieurs ateliers se sont tenus dans les régions du Centre, de l'Est du Littoral et de l'Adamaoua.

Un constat selon lequel l'exploitation minière qui se déroule dans la région de l'Est est sous l'emprise d'exploitants peu soucieux de la protection de la nature. Pour tirer plus de profit dans cette activité, certains utilisent un matériel non conventionnel au détriment de la santé des populations, de la sauvegarde de l'environnement et de la protection de la nature.

L'objectif global de cet Atelier était pour les élus locaux de s'arrimer à la nouvelle politique visant à faire du secteur minier l'un des leviers de relance de l'économie et de la croissance de notre pays. Spécifiquement, il était question de :
- renforcer les capacités des Magistrats municipaux pour une meilleure compréhension du nouveau Code Minier en vue de la promotion du développement durable ;
- Informer, sensibiliser et susciter l'adhésion des Magistrats municipaux face au rôle majeur qu'ils sont appelés à jouer dans la mise en application du Code Minier aux côté de l'Administration ;
- les rendre capables d'identifier les activités minières caractéristiques de leurs localités respectives ;
- Permettre aux participants de s'approprier les différentes possibilités qu'offre le secteur minier pour la création de nouvelles sources de revenu ;
- Amener les participants à s'approprier les mécanismes de recherche de financements. Cet atelier a été axé autour des thèmes suivants :
- « secteur minier : un potentiel encore inexploité » ;
- «éclairages sur les différentes taxes et les mécanismes de recouvrement des taxes » ;
- « exploitation minière artisanale »: quel rôle joue la Commune et peut-elle monter un fichier local des exploitants pour un meilleur suivi du recouvrement des taxes.

Les résultats obtenus ont été l'acquisition des rudiments nécessaires pour une meilleure compréhension du rôle des Collectivités Territoriales dans la promotion des activités minières et l'encadrement des exploitants.

La capacité de concevoir des stratégies d'encadrement des exploitants miniers sur le plan local et l'élaboration d'un fichier d'identification des différents intervenants de la filière. L'acquisition des documents sur la législation minière.

Dans le cadre des activités majeures dans le domaine minier, il convient d'indiquer que le premier forum CIMEC s'est tenu au palais des congrès de Yaoundé du 02 au 04 septembre 2019 sous la présidence du Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.

Un autre axe majeur concerne le système d'informatisation du cadastre minier. Le projet est aujourd'hui dans sa phase d'opérationnalisation. La carte des retombes minières est visible en ligne et les opérateurs peuvent déjà s'y projeter lors de la sélection des zones dans le cadre de leurs demandes de permis et autorisations.

Il importe toutefois, de relever que la pleine fonctionnalité du système ne sera atteinte qu'après la signature du décret d'application du code minier. Pour une bonne modernisation de son cadastre minier, il faudrait, sur la base du registre des titres miniers, de garantir une bonne gestion des données minières et s'assurer que les procédures d'attribution des titres miniers sont transparentes et fiables, en évitant tout chevauchement entre les titulaires des permis d'exploitation et les zones interdites à l'exploitation minière.

Dans le cadre de la mise en œuvre du même programme se situe en bonne place le Cadre d'appui et de Promotion de l'Artisanat Minier(CAPAM). Cette structure est le bras opérationnel du MINMIDT sur le terrain. Il est chargé entre autre de l'encadrement, du suivi et de la promotion des activités minières artisanales dans l'objectif d'accroitre la contribution du secteur minier hors pétrole dans le PIB. Ceci n'est possible que par une meilleure organisation de tous les acteurs dudit secteur et une présence effective dans tout le territoire national. Chaque arrondissement étant riche en ressources minérales pouvant être directement valorisées par les riverains de manière artisanale et créer ainsi des richesses pour une réduction de la pauvreté. Le CAPAM est présent sur le territoire national à travers 20 Brigades Minières implantées dans 20 arrondissements répartis dans 8 régions à savoir l'Est, l'Adamaoua, le Nord, le Centre, le Sud, le Littoral, le Sud-ouest, le Nord-ouest.

Le CAPAM a organisé le secteur artisanal en en GICAMINES et en COOPERATIVES

L'organisation des artisans miniers en GICamines (GIC des artisans miniers) a constitué la principale activité du Capam dans la première phase de mise en œuvre du projet 'Appui et Organisation de l'Artisanat Minier'. 200 GICamines de 50 artisans miniers chacun ont été crées permettant de générer 10 000 (dix mille) auto emplois. Les GICamines sont en pleine mutation pour devenir des coopératives conforment à la réglementation en vigueur.

- Le CAPAM appuie les artisans miniers en matériel de production

Afin d'accroitre la production artisanale, le matériel suivant a été remis aux artisans miniers : pelles, pioches, barre à mine, motopompes, battées, balances, groupes électrogènes. Ceci a pour conséquence directe l'amélioration des conditions de travail des artisans qui se traduit à travers l'augmentation de la production et l'accroissement de la taxe ad valorem des produits canalisés.

Par ailleurs, le CAPAM forme ces artisans miniers.
Les formations suivantes ont ainsi été dispensées aux artisans miniers:
- formation à la prospection minière;
- formation aux techniques de commercialisation des produits de l'artisanat minier;
- formation à la gestion des revenus;
- formation aux techniques de restauration de l'environnement;

- formation aux activités connexes ;
- formation à l'utilisation des manuels de procédures.

S'agissant de la contribution du CAPAM à la production de la richesse nationale, cette structure porte l'action intitulée canalisation de l'or issu de l'artisanat minier dans les circuits formels.

En attendant l'aboutissement du projet de décret d'application du Code Minier, l'Etat, à travers le CAPAM prélève l'impôt synthétique de 25% auprès des opérateurs engagés dans l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée de l'or dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua. C'est ainsi que depuis 2012, le CAPAM a rétrocédé 796 020,33 (sept cent quatre-vingt-seize mille vingt virgule trente-trois) grammes d'or au Ministère des Finances au titre du renforcement des réserves d'or du Cameroun, pour une valeur financière estimée à plus de 14 726 376 105 (quatorze milliards sept cent vingt-six millions trois cent soixante-seize mille cent cinq) FCFA à raison de 18 500 FCFA le gramme. Le tableau ci-après en donne les détails :

TOTAL OR RETROCEDE AU MINFI 2012 A 2021 en grammes

			Prélèvement quotte part ETAT auprès des sociétés de l'artisanat minier peu mécanisé					
N°	**ANNEE**	Canalisation	Autres parties Prenantes	Part MINFI	IS	**Collecte TAV pour DGI**	**POIDS TOTAL en grammes**	**OBSERVATIONS**
1	2012	36 884,50	-	-	-	-	36 884,50	or affiné, or fusionné et or en poudre
2	2013	31 760,31	-	-	-	-	31 760,31	or fusionné non standardisé
3	2014	-	-	-	-	-	-	or fusionné non standardisé

4	2015	28 199,59	60 402,01	40 179,86	8 372,35	33 633,13	170 786,94	or fusionné non standardisé
6	2016	6 381,43	12 257,24	8 141,15	3 439,63	23 387,07	53 606,52	or fusionné non standardisé
7	2017	36 529,03	84 177,17	28 258,35	16 689,77	89 353,99	255 008,31	or fusionné non standardisé
8	2018	17 485,83	75 495,21		9 456,82	21 435,36	123 873,22	or fusionné non standardisé et or standardisé
9	2019	13 776,70	22 685,85		2 803,87	6 372,43	45 638,85	or standardisé
10	2020	11 070,36	19 497,66		2 409,82	5 476,84	38 454,68	or standardisé
11	2021		28 484,98		3 520,62	8 001,40	40 007,00	or standardisé
	TOTAL	**182 087,75**	**303 000,12**	**76 579,36**	**46 692,88**	**187 660,22**	**796 020,33**	

Pour ce qui est du volet social des actions du CAPAM sur les populations riveraines des sites

d'exploitation, les actions sociales suivantes, d'un montant global de FCFA 198 352 205 (cent quatre vingt-dix huit millions trois cent cinquante deux mille deux cent cinq), ont été réalisées au cours du septennat (2011 – 2017) :

-Deux (02) projets dans les secteurs avicole et piscicole dans les localités de Colomine et Bétaré-Oya pour diversifier les sources de revenu et promouvoir les activités alternatives à l'artisanat minier à l'endroit des populations cibles.
-Une(01) unité de fusion en cours de finition à Bertoua ;
-Un(01) forage d'eau a été réalisé en 2016 à Kambélé pour l'amélioration des conditions de vie des artisans miniers.
-Un(01) immeuble siège et un(01) hangar de présentation des pierres est en cours de construction dans la ville de Pouma depuis 2016, pour une meilleure visibilité de son action et la promotion de la pierre dite de Pouma.
-Sept(07) puits à motricité humaine ;
-Six(06) salles de classes sont en construction dans certaines localités des régions de l'Adamaoua et de l'Est depuis 2017. Un(01) bloc administratif au CES de Colomine.

Ces réalisations présentent un impact socio-économique certain auprès des populations bénéficiaires à savoir :
- l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations par l'accès à l'eau potable ; - l'amélioration de l'alphabétisation en milieu rural ; - La Diversification des sources de revenu des artisans miniers et une meilleure autonomisation ;
- la lutte contre la pauvreté.

ACTIVITES PHARES DU SERCRETARIAT NATIONAL PERMANENT DU PROCESSUS DE KIMBERLEY (SNPPK)

Créé par décret du Premier Ministre N°2011/3666 du 02 novembre 2011, Le Secrétariat National Permanent du Processus de Kimberley (SNPPK) est l'observatoire national mis en place pour répondre aux principes et exigences des pays producteurs de diamants, de l'industrie du diamant brut ainsi que des organisations non gouvernementales dont l'objectif est d'endiguer l'infiltration des diamants dits de conflits dans le circuit officiel. Il s'agit ici de mettre un terme aux liens entre le commerce des diamants bruts et les conflits armés.

Le Cameroun, à travers le SNPPK participe de façon fort significative au renforcement du réseau mondial de prévention des conflits et de lutte contre les rebellions, par l'exfiltration des diamants bruts dit de sang, de la chaîne logistique réglementée à travers l'exploitation et le commerce surveillé des diamants bruts, ainsi que le renforcement des contrôles internes. Dans le cadre de ses activités inscrites dans le programme 376, portant sur la valorisation des ressources minières et géologiques, les réalisations du SNPPK au cours du septennat 2011-2018 sont d'ordre institutionnel, organisationnel et infrastructurel.

Plan Institutionnel

Il s'agit ici du renforcement de la politique de coopération internationale à travers la participation aux concertations statutaires du Processus de KIMBERLEY (PK), à savoir les réunions d'intersessions, les plénières et les visites de revues ainsi que les plateformes sous régionales et interrégionales d'échange sur le développement du secteur minier en général, et diamantifère en particulier.

Plan Organisationnel

1. Intensifier les contrôles internes au niveau des postes frontaliers des aéroports et ports pour desceller la contrebande des substances minérales précieuses et semi-précieuses. Pour ce faire, il faut mettre en place une stratégie de contrôle et équiper les points focaux d'outils de détection des diamants et de métaux ;
2. Identifier et cartographier les sites d'exploitation artisanale de diamants actifs et potentiels en vue de développer les activités de production de diamants bruts ;
3. Organiser et accompagner les artisans dans la production artisanale et la commercialisation des diamants bruts pour mieux mettre en œuvre les principes et exigences du Processus de Kimberley (PK) ;
4. Recenser, identifier et formaliser les acteurs impliqués dans la production du diamant brut et de l'or pour augmenter les exportations desdits substances et les recettes de l'Etat ;
5. Accroître les effectifs du personnel compte tenu des exigences liées à la couverture de tous les sites d'extraction, les zones frontalières ainsi que les zones de transit.

Plan Infrastructurels

1. Renforcer la gouvernance et améliorer les conditions et le cadre de travail à travers l'acquisition d'un nouvel immeuble siège pour le SNPPK, l'acquisition des sièges pour les services déconcentrés ;
2. Renforcer la logistique des équipes de suivi et de contrôle de la production en vue de la sécurisation des 800km de frontière entre le Cameroun et la RCA ;
3. Améliorer la communication pour redorer l'image de marque du SNPPK à travers la mise à jour d'un site web, l'élaboration d'un catalogue des diamants produits au Cameroun, l'élaboration des outils de communication au niveau des aéroports, les participations aux manifestations promotionnelles du secteur minier ;
4. Mettre en place une unité de taille pour augmenter la valeur ajoutée des diamants produits au Cameroun, ce qui va entrainer l'élargissement de l'assiette fiscale et les recettes de l'Etat ; **5.** Appuyer les artisans miniers en matériel de production ;
6. Acquérir des équipements techniques en vue de l'amélioration du laboratoire d'analyse et d'expertise des diamants bruts.

Investissement

- Acquisition de vingt-deux (22) motos tout terrain de marque YAMAHA, types AG, XTZ4-STROKE et YBR125G destinées aux Points Focaux du SNPPK chargés du suivi des activités sur les sites d'exploitation ainsi que de l'encadrement et la formalisation des artisans ;
- Acquisition de deux (02) Pick-up Toyota double cabine ;
- Acquisition d'un mini bus de type Hiace (15 places) qui assure la liaison entre l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen et le siège ;
- Acquisition de trois (03) véhicules utilitaires de type Station wagon.

Gouvernance

Elle porte sur la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du SNPPK à travers les missions de routine visant le fonctionnement optimal de la structure. C'est dans cette optique que le personnel du SNPPK a bénéficié des formations visant le renforcement des capacités ainsi qu'il suit:

- Formations techniques spécifiques (Cameroun, RCA, RDC, Emirats Arabes Unis, Belgique, Afrique du Sud, France) :

v 37 personnels formés

- Séminaires et formations générales :

v 43 personnels formés.

- Aménagement du nouvel immeuble siège ;
- Acquisition des équipements techniques destinés au tri, à l'évaluation et à l'expertise des diamants bruts.

Le SNPPK est déployé dans six (06) Régions à savoir :

- Centre ;
- Sud ;
- Est ;
- Littoral ;
- Adamaoua ;
- Nord ;
- Le personnel initialement affecté dans la région du Nord-Ouest a été redéployé pour des raisons d'insécurité.

Les aéroports internationaux de Yaoundé-Nsimalen, de Douala et de Garoua sont également couverts.

En effet, il s'agit pour le SNPPK d'assurer sa visibilité sur le plan national et international, d'assurer la régulation des interactions entre tous les acteurs impliqués dans la mise en

application du régime d'exportation et d'importation des diamants bruts, ainsi que leurs responsabilités dans le cadre des activités conjointement menées.

Participation aux réunions statutaires à l'international

- 06 Intersessions
- 06 plénières

(Etats-Unis d'Amérique, Afrique du Sud, Chine, Angola, Emirats Arabes Unis, Australie, Belgique - Union Européenne) ;

- 04 visites de revues (Cameroun, République Centrafricaine, Ghana, Malaisie) ;

Concertations sous-régionales

- En RCA : Réunion sous-régionale des pays participants/membres du Processus de Kimberley et limitrophes à la RCA pour la mise en place d'une plate-forme de lutte contre les fraudes et la contrebande des diamants ;
- Au Cameroun : concertation sous-régionale des pays participants/membres du Processus de Kimberley pour la mise en place d'une plate-forme de lutte contre l'infiltration des diamants centrafricains.

Admission du Cameroun à l'Association des Pays Africains Producteurs de Diamants (ADPA) :

Participation à la 5ème réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'Association des Pays Africains Producteurs de Diamants qui s'est tenue du 04 au 05 avril 2017 à Conakry en République de Guinée. Réunion au cours de laquelle le Cameroun a été admis comme membre.

Participation du Cameroun à l'African Diamond Conference à Bruxelles en Belgique du 13 au 15 novembre 2017 :

Concertation des pays participants / membres qui portait sur la gestion des ressources naturelles du sous-sol qui peuvent être facteur de développement durable pour les Etats et les populations locales.

Appui aux Artisans miniers :

Acquisition du matériel technique destiné aux Artisans dans le but de réduire la pénibilité et les difficultés financières rencontrées par ces acteurs majeurs, recommandation formulée par les experts du Kimberley international ;

Lutte contre les trafics illicites des substances minérales précieuses :

Ø Vingt-sept (27) saisies ont été opérées :

- Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen :
v 15 saisies de lots composés de diamants, de l'or, du Platinium, du Saphir ;

- Siège du SNPPK :
v 01 saisie d'un lot de pierres synthétiques assimilables à des diamants;
v 01 saisie d'un lot de diamants bruts ;

- Aéroport International de Douala :
v 7 saisies de lots composés de diamants, de Tourmaline, d'Améthyste;

- Zones transfrontalières de Ketté et de Garoua-Boulaï
v 02 saisies de lots contenant de l'or ;
- Emirats Arabe Unis
v 01 lot de diamant accompagné d'un faux certificat d'exportation semblable à celui du Cameroun.

Ø Vingt (20) faux certificats sont été interceptés dans le cadre de la cyber criminalité.

Ces substances minérales précieuses sont sécurisées en attente de leur dévolution.

Statistiques de la Production et des Exportations des diamants bruts

Années	Productions (carats)	Exportations (carats)	Nombre de certifications	Nombre d'exportations	Valeur des exportations (FCFA)	Recettes générées (FCFA)
2013	2 721,94	2 420,88	11	11	285 178 500	35 647 315
2014	3 718,16	3 621,21	20	20	294 242 240	36 780 280
2015	2 244,61	1 723,29	17	17	250 946 748	61 481 953
2016	993,59	1 660,75	21	19	178 081 740	43 630 026
2017	2 848,49	1 348,73	16	16	60 336 607	7 542 076

2018	1 805,31	1 261,91	12	12	303 018 622	47 227 707
2019	1 736,52	654,92	8	8	42 693 713	7 183 115
2020	2 438,71	870,55	15	13	51 508 089	13 913 226
Total	**16 068,62**	**13 562,24**	**120**	**116**	**1 466 006 259**	**253 405 698**

DOMAINE INDUSTRIEL

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 377 Intitulé " Développement et densification du tissu industriel".

L'objectif affiché dans ce programme est en phase avec les orientations stratégiques de la SND30 et vise à ***améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale.*** L'atteinte de cet objectif passera par la mise en œuvre effective des différents piliers stratégiques structurant de la SND 30 à savoir Agro-industrie, forêt-bois, Textile-Confection-Cuir, Mines-Métallurgie-Sidérurgie, hydrocarbure-Raffinage-pétrochimie-chimie-pharmacie, construction mécanique.

Les activités inscrites permettront une véritable transformation des matières premières locales afin de soutenir la politique d'import substitution des produits de grande consommation promue dans la SND.

A ce titre, les activités consisteront entre autres à:

renforcer les capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires. Celle-ci permettra de rendre disponible les produits de grande consommation et aura comme effet induit, le rééquilibrage de la balance commerciale et la promotion de l'industrie locale. Elle permettra donc de rendre opérationnel le pilier agro-industrie qui vise à faire du Cameroun le Nourricier de la CEEAC ;

développer la filière Mine-Métallurgie Sidérurgie. Celle-ci vas'adosser sur la valorisation du potentiel bauxitique local. Elle permettra par ailleurs de poursuivre la mise en œuvre du plan de restructuration de la Compagnie Camerounaise d'Aluminium élaboré et validé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2019. Lequel plan ambitionne d'une part, de porter les capacités de production de l'unité existante de 100 000 T/ an à 360 000T et d'autre part, de diversifier sa production à travers la production des fils haute tension. Elle devrait donc participer à transformer localement la quasi-totalité de la production de ALUCAM à travers la fourniture en quantité suffisante de la matière première des entreprises en aval de la chaîne telle que Phallucam (production des châssis en aluminium pour bâtiments), Everwell (production des fils basse et moyenne tension) et Sunday (panneaux pour habillage mural.

mettre en place des Zones Economiques Spéciales (ZES) pour la transformation du boisafin d'anticiper sur la mesure d'interdiction de l'importation des grumes décidée par tous les Etats de la CEMAC le 18 septembre 2020. Elle permettra également au Cameroun de bâtir à moyen terme, une véritable industrie de transformation bois (1ere, 2e, 3e et 4e) capable non seulement de satisfaire le marché intérieur, mais également

de conquérir des part de marché à l'international en capitalisation sur l'entrée en vigueur de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) ;

mettre en œuvre les actions de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique. Elle permettra au Cameroun de se doter d'une véritable base industrielle concernant la pharmacie de façon à produire localement certains intrants et produits pharmaceutiques de base. Celle-ci permettra au Cameroun de faire face de façon plus efficace aux éventuelles crises sanitaires. Dans la même veine elle permettra de mieux structurer la pharmacopée.

Confectionner les tenues des grands corps techniques de l'Etat (FMO, écoliers.) ce qui permettra d'accroître significativement le taux de transformation du coton et réduire drastiquement les importations des produits textiles. Elle permettra au Cameroun de mettre en place une deuxième filature de 300 000T/an tout en diversifiant sa production intérieure de façon a satisfaire les besoins de l'Etat en matière de tenues. La commande publique pour donc servir son levier de développement de cette filière ;

Sécuriser les activités industrielles et constituer les statistiques relatives aux établissements classés. Celle-ci se fera à travers la réalisation des inspections, le recensement des appareils à pression et de levage, des pipelines afin de renforcer la sécurité desdits établissements ;

Les activités liées à l'aménagement et la gestion des zones industrielles (MAGZI)

La Mission d'Aménagement et de gestion des Zones Industrielles poursuivra ses activités à travers, notamment l'Elaboration et mise en œuvre du programme national de développement des zones industrielles qui consistera en :

la création de nouvelles zones industrielle de façon à faciliter l'installation des investisseurs sur l'étendue du territoire nationale ;
la modernisation et la remise en état des zones industrielle existante ;
la poursuivre des opérations de déguerpissements

Activité de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA)

Pour le triennal 2022-2024, la CCIMA poursuivra sa modernisation à travers les activités de :

dématérialisation des procédures du commerce extérieur ;
la construction des entrepôts de 20 ha au PAK ;
la construction d'un centre d'exposition à NSIMALEN ;
la construction de la délégation régionale de l'Adamaoua.

III- DANS LE DOMAINE DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 378 Intitulé "Modernisation de l'Infrastructure Qualité".

En ce qui concerne le domaine de l'infrastructure qualité, l'objectif est de Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale.

Les réalisations dans le secteur de la Qualité concernent également les projets de création:

- des laboratoires d'évaluation de la conformité,

- des laboratoires de métrologie;
- de l'équipement du laboratoire de référence de métrologie(ANOR) ;
- d'un Organisme National d'accréditation;
- de l'Ordre National des Qualiticiens.
- de l'actualisation de la stratégie nationale de la qualité et des différents textes légaux et réglementaires

Sous-Programme National d'Elaboration des Normes (PNEN)

Les objectifs d'harmonisation des normes nationales avec les solutions régionales se traduisent également dans la programmation des travaux d'élaboration des normes. Ainsi, dans le PNEN, document définissant le programme national d'élaboration des normes sur une période de trois ans, en tenant compte des besoins des différentes parties prenantes, des priorités socioéconomiques et des orientations stratégiques de l'Etat camerounais, l'adoption des normes internationales et régionales occupe une place de choix.

L'Agence s'est en effet dotée du PNEN 2020-2022, approuvé par le Ministre des Mines, de l'Industrie, et du Développement Technologique et validé par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2019.

Depuis sa mise en œuvre, le portefeuille des normes de l'ANOR est passé de 300 normes environ en 2011 environs 3000 normes en 2020. L'harmonisation des normes camerounaises pour faciliter l'insertion dans le commerce régional et international a toujours constitué le souci majeur de l'ANOR.

Le nombre de normes camerounaises d'application obligatoire est passé de 123 normes en 2017 à deux cent treize (213) en 2020

Sous-Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées au Cameroun (PECAE)

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour renforcer la surveillance des produits commercialisés sur le territoire camerounais a signé l'arrêté n° 2015/1875/PM du 1er Juillet 2015 instituant le fixant les modalités de mises en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importes en République du Cameroun.

L'évaluation de la conformité en plus de participer à la protection de la santé des consommateurs, facilite également le développement économique et, permet aux autorités publiques de s'assurer que la concurrence se fait dans des conditions loyales avec des produits sains et sûrs C'est conscient du rôle de l'évaluation de la conformité dans le cadre de la facilitation des échanges commerciaux que l'ANOR a, suite au décret N°2015/1875/PM du 01

juillet 2015 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, instituant et fixant les modalités de mise en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées en République du Cameroun (PECAE) lancé ledit programme lors de la 3ème édition de la Semaine Nationale de la Qualité (SENAQ) qui s'est tenue du 23 au 25 avril 2016 à Douala, par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT). Le démarrage a quant à lui été effectif le 31 août 2016 lors d'une cérémonie officielle placée sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le PECAE est appliqué aux marchandises pour lesquelles il existe des règlements techniques ou celles tout ou partie des normes sont rendues d'application obligatoire. L'objectif général du PECAE est de doter le Cameroun d'un mécanisme fiable, avec des procédures fluides et des transactions simplifiées, permettant de s'assurer que les produits qui arrivent sur le territoire Camerounais respectent les règlements techniques ou les normes et partant, sont de bonne qualité, avant leur mise sur le marché.

Depuis son démarrage, soit du 31 aout 2016 au 31 décembre 2020, la mise en œuvre du PECAE s'est traduite par l'émission de **19738**Certificats de Conformité.

Sous- Programme de marquage des produits

Pour réduire la proportion des produits non conformes, il est opportun de recourir à un mécanisme complémentaire à savoir : le Marquage de Conformité. Cet outil a été expérimenté avec succès dans plusieurs autres pays notamment : le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Le Marquage de Conformité est l'action d'apposer sur un produit une marque de conformité. Il s'agit d'un procédé communément utilisé pour rendre visible auprès des utilisateurs, la conformité d'un produit aux exigences spécifiées.

Elément de confiance pour le consommateur, le marquage de conformité est aussi un gage de crédibilité pour les fabricants et les importateurs qui doivent s'assurer que leurs produits correspondent aux spécifications de qualité et répondent aux attentes des clients. Il devient dès lors impératif pour le Cameroun d'accéder à ce degré de visibilité de son système de certification en instituant le marquage de conformité.

L'institution du marquage de conformité répond à l'obligation d'information du consommateur, prévue par la Loi-cadre n°2011/012 du 06 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun d'une part, et participe de la mise en œuvre des dispositions des articles 10 à 12 de la Loi n°96/11 du 05 août 1996 relative à la normalisation d'autre part. Le marquage de conformité devra s'appliquer tant aux produits fabriqués localement qu'aux produits importés ; pour ces derniers, il s'agira du couronnement du processus de l'évaluation de la conformité qui a cours dans le cadre du PECAE et dans des opérations similaires. Concrètement, cette opération consistera en l'apposition de la Marque de Conformité représentée par le sigle « NC »

(mis pour Norme Camerounaise) entouré de la mention « ANOR CERTIFIED » selon les modalités arrêtées par le Ministre chargé de la normalisation, sur proposition du Directeur Général de l'ANOR.

Construction du Laboratoire National de Référence en Métrologie à vocation sous régionale Le Laboratoire National de Référence en métrologie à vocation sous régionale a vu le jour dans le cadre du Programme d'Appui et de Soutien à l'Accord de Partenariat Economique (PASAPE), signé entre l'Union Européenne et l'Afrique. A la suite de ce Programme, l'Union Européenne et l'Etat du Cameroun ont initié un Programme Pilote d'Appui à la Mise à Niveau, à la Normalisation et la Qualité (PPAMNQ), exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), l'un des bénéficiaires de ce cette infrastructure, avait été chargée de mettre en place ce Laboratoire de référence à vocation sous régionale, qui devait répondre aux spécifications techniques et fonctionnelles conformes aux exigences de la norme ISO 17025, prescrites en matière d'accréditation internationale.

Ce laboratoire comporte en effet deux pôles, dont l'un dédié aux activités de Mesures, d'Essais et d'Etalonnage et l'autre, véritable pôle managérial et directionnel comportant des bureaux destinés aux organes de gestion, aux activités de recherche et de formation, aux relations institutionnelles et à la coopération.
Il abritera les activités de métrologie suivantes :
1. Etalonnage des Masses (petites et grandes) ;
2. Etalonnage des Pressions ;
3. Etalonnage des Dimensions ;
4. Etalonnage des Volumes (petits et grands) ;
5. Etalonnage d'Electricité ;
6. Etalonnage des températures.

La mise en service de cet important projet va contribuer, sans aucun doute, au développement de l'infrastructure qualité dans la sous-région Afrique Centrale, faisant ainsi du Cameroun, la plaque tournante en la matière.
Le niveau de réalisation du volet génie civil de cet ouvrage est estimé à 90%.

CONSTRUCTION D'AUTRES LABORATOIRES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE(Ce projet sera conjointement mis en œuvre par le MINMIDT et l'ANOR en fur et à mesure que le programme sera implémenté et aura pour objectif l'amélioration de l'offre de service en évaluation de la conformité des produits made in Cameroun)

LOI SUR L'INFRASTRUCTURE NATIONALE QUALITE (INQ)

A ce jour, le projet de loi sur l'Infrastructure Nationale Qualité élaboré depuis 2015 est en cours

de relecture au MINMIDT faute de transmission à la PRC par les SPM. des concertations sont aussi en cours avec l'ANOR et le MINADER pour harmonisation des positions. Il convient de relever que la révision de la loi sur la normalisation a abouti à la loi sur l'infrastructure qualité qui pourrait se substituer à la loi cadre. Des concertations sont en cours en vue de finaliser cette loi et transmission à la primature pour suite de la procédure (pour transmission à la PR).

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE : Le pilier de Normalisation existant déjà (ANOR), Cette loi va compléter les autres piliers de l'INQ tels que l'Organisme national de Métrologie et l'Accréditation, par ailleurs elle va inciter et faciliter la création des Laboratoires (Evaluation de la Conformité).
Ces structures vont non seulement générer des recettes au niveau des inspections, mais vont générer des milliers d'emplois.

LOI CADRE SUR LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (SSA)

A ce jour, la loi-cadre sur la Sécurité Sanitaire des Aliments est signée par le PRC et transmise au MINSANTE pour mise en œuvre en collaboration avec les autres administrations. Il convient de rappeler que le MINMIDT est interpelé pour contribuer à l'élaboration des projets des textes d'application.

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : La loi cadre susmentionnée va non seulement harmoniser les activités de toutes les parties prenantes du système national de SSA mais prévoyait aussi la création de l'Autorité Nationale de SSA, organe de coordination dont l'effectivité générera des nombreux emplois. Cet organe a été débouté par la hiérarchie laissant place toujours au problème de coordination des activités de la SSA.

LE COMITE NATIONAL DU CODEX ALIMENTARIUS ET DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (CNCOSAC)

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Le CNCOSAC a permis de booster l'élaboration des normes alimentaires sur le plans national utiles à l'arrimage sur le plan international, mais aussi garantir la qualité sanitaire des aliments qui circulent au Cameroun et ceux voués à l'exportation.

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS AU CAMEROUN (Le document final a été pré-validé par l'ensemble des parties prenantes. Mais au regard de la pandémie à COVID19 qui a prorogé la période de validation, une étude supplémentaire en vue de l'actualisation des données scientifiques est requise).

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU SYSTEME NATIONAL DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE (Le document final a été pré-validé par l'ensemble des parties prenantes. Mais au regard de la pandémie à COVID19 qui a prorogé

la période de validation, une étude supplémentaire en vue de l'actualisation des données scientifiques est requise).

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Ces Politiques et Stratégies susmentionnées vont recadrer, promouvoir et développer les orientations en termes de SSA et de Qualité définies par le Gouvernement.

IV-DOMAINE DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 379 Intitulé " Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle".

Dans le cadre de ses activités de promotion et de valorisation des inventions et innovations locales, le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) a œuvré depuis 2011, à la mise en place de plusieurs activités. Le programme de **Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle (Programme 378)**, vise à orienter le développement technologique du Cameroun vers la mise en place d'un nouveau tissu industriel, bâti sur l'exploitation stratégique des innovations technologiques et commerciales, soutenues par la propriété industrielle, en droite ligne avec la Stratégie Nationale de Développement (SND30) du Cameroun, qui fait le constat que notre économie affiche une faible capacité d'absorption et d'accumulation technologique du fait d'un déficit d'infrastructures technologiques, d'infrastructures qualité et de ressources humaines qualifiées et spécialisées. Les principaux résultats de ces dernières années sont les suivants :

Mise en place d'un cadre institutionnel pour le développement technologique et de la propriété industrielle

A ce sujet, un Plan National de Développement de da Propriété Intellectuelle (PNDPI) a été élaboré et adopté avec le concours de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). La première phase de mise en œuvre de ce plan, d'une durée de quatre ans, s'est achevée en cette année 2018 avec une grande participation des administrations utilisatrices de cet instrument de développement socioéconomique qu'est la propriété industrielle. La seconde phase du PNDPI est en cours de validation pour une nouvelle période de 5 ans. Dans ce cadre, le Cameroun a adhéré à plusieurs conventions et participé activement à la révision de l'Accord de Bangui. Un document de Stratégie Nationale de Développement Technologique a été élaboré et adopté.
Entre2019 et 2020 un projet de loi a été élaboré sur le Cadre sur le Développement Technologique au Cameroun et transmis à la DAJ pour maturation et suite de la procédure.

Sur le plan de la valorisation des inventions

Les filières cosmétique, de l'agroalimentaire, de la pharmacopée traditionnelle, de l'électromécanique, des Technologies de l'Information et de la Communication(TIC) et ont bénéficié chacun de la subvention de 90% du coût relatif à la protection de leurs innovations auprès de l'OAPI. Plusieurs projets ont été mis en place :

- le projet de prototypage des inventions nationales.

Le projet de prototypage vise plusieurs objectifs à savoir :

Mettre en œuvre des solutions techniques capables de satisfaire les besoins des populations; Valoriser des œuvres des inventeurs et chercheurs nationaux ;
Développer un tissu industriel qui repose sur des technologies locales maitrisées ;
Pérenniser le savoir-faire technologique local au sein des institutions de formation ;
Rechercher des partenaires industriels pour l'industrialisation des prototypes ;
Rechercher des partenaires financiers pour le financement du processus d'industrialisation des prototypes.

Les inventions, innovations et solutions techniques sélectionnées dans ce cadre sont le reflet du niveau d'inventivité nationale. Elles ont la particularité d'être la réponse locale, et donc adéquate, à un besoin identifié au sein de notre population. Plusieurs plateformes événementielles ont été mise en place à l'effet d'identifier et de promouvoir ces perles nationales de notre esprit de créativité. A cet effet, des journées de promotions sont régulièrement organisées afin de galvaniser l'esprit de créativité : Journées Technologiques Nationales (JTN), Journées Africaines de la Technologie et de la Propriété Intellectuelle (JATPI), Journée mondiale de la Propriété Intellectuelle (JOMPI).Un accent aura été mis dans la sensibilisation des PME/PMI, des étudiants et chercheurs des universités, mais aussi des élèves et enseignants de nos lycées et collèges d'enseignement technique. L'objectif de ces activités doit être bien compris, à savoir, développer le rapprochement des sphères de formation/recherche, et celles de la production industrielle, cela est essentiel.

Depuis l'année 2011, neuf (09) prototypes ont été réalisés dans les universités de Dschang et de Douala, à savoir :

A l'université de Dschang

Un bio-digesteur pour la production du biogaz ;
Un séchoir à trois sources d'énergie ;
Une couveuse automatique d'œufs de volaille ;
Un chargeur universel de batteries de téléphones.

A l'université de Douala

Une mini-centrale hydro-électrique (mini-turbine avec générateur d'énergie électrique) ;
Une machine de recyclage de matières plastiques ;
Un ventilateur rechargeable ;

Une machine de mesure des sauts en longueurs

A l'Université de Ngaoundéré

Un turbimètre

Avec un plus de ressources, ce projet devrait donner un bel embelli aux nombreux résultats de la recherche qui remplissent les coffres de nos laboratoires universitaires. Cette initiative qui est le reflet de la capacité des nationaux à développer des solutions à leurs propres besoins est vivement à encourager.

- Installations des Centres d'Appui à la Technologie (CATI) dans toutes les universités d'Etat du Cameroun, et dans certains établissements à caractère privé.

L'importance de cette réalisation réside dans le fait que les CATI sont en réalité les bases de données les plus actuelles au monde dans les domaines de la science et de la technique. Une référence d'honneur pour nos chercheurs qui désormais n'auront plus à évoluer en vase clos et en tout cas, n'auront plus à réinventer la roue. Il y va de l'augmentation même du niveau de qualité de nos produits de recherche.

C'est une réalisation majeure pour notre système national de valorisation des résultats de la recherche. Afin de promouvoir cette activité, le MINMIDT a offert des bourses aux étudiants de plusieurs universités, dans le cadre de l'animation de l'exploitation desdits CATI. Il est avéré que les prototypes issus de l'exploitation des CATI auront une haute portée industrielle. A Ce jour 12 CATI ont déjà été installés dans presque toutes université d'Etat et dans quelques instituts de recherche.

- Les projets de mise en place de technopôles de référence

Dans un élan de recherche d'une plus grande densification des ressources inventives locales, et subséquemment de la transformation des produits et ressources locales, avec une perspective forte d'exportation desdits produits, un programme de mise en place de technopôle de référence est mis progressivement en place.

S'agissant de ces de référence (Technopôles), il convient de relever qu'il s'agit là de projets hautement structurants, appelés à être des fleurons du tissu économique national. Ces projets sont à forte intensité d'emplois stables, produisant des produits et services de haute valeur ajoutée et devant à courts termes contribuer à améliorer la balance commerciale du pays et le relèvement socio-économique du pays. Trois projets sont actuellement engagés : le Technopôle Agro-industriel, le technopôle Forêt-Bois et le Technopôle Digital.

Le premier, le Technopôle Agro Industriel (TAIP), a déjà connu diverses études dans le

cadre de sa maturation. Les études du plan directeur et de faisabilité ont été réalisées avec l'assistance technique de l'ONUDI et réceptionnées en décembre de l'année 2016. L'étude d'impact environnemental et social a été réalisée ainsi que les études géotechniques. La sécurisation du site s'est déjà matérialisée par la pose des bornes et des panneaux signalétiques. La commission préfectorale a travaillé sur le site pour l'évaluation des mises en valeur et des biens en vue du processus d'indemnisation. Le rapport de ces travaux est déposé et le processus d'indemnisation bientôt lancé. En Décembre 2020 un décret du PM portant expropriation pour cause d'utilité publique et incorporation dans le domaine privée de l'Etat et fixant les montants d'indemnisation des personnes victimes de pertes de droits foncier et de biens matériels a été signée. De plus une étude relative à l'identification des bassins de production relative au TAIP en cours. Par ailleurs, des concertations pour le bouclage financier sont engagées, Le MINMIDT est à la recherche de partenaires financiers pour le projet, en attendant l'avis de soutenabilité financier du MINFI dont l'avis a déjà été sollicité.

Pour le Technopôle TIC Digital dont la non-objection pour le financement délivrée par la Banque Africaine de Développement est le gage du démarrage imminent de cet autre important projet. Les missions de pré-identification du site du projet ont été menées en 2020, deux sites ont été présélection dans les Régions du Littoral et du Sud-Ouest en attendant la validation Qui sera faite par l'Etude de faisabilité à venir.

Pour ce qui est du Technopôle Forêt-Bois, la réalisation des études de faisabilité ont été confiés à la SNI afin qu'elle donne son avis technique.

- **Appui de la propriété industrielle aux secteurs économiques nationaux**

La propriété industrielle est une force tranquille. Ne dit-on pas qu'elle est le moteur du développement économique ! Outil très appropriée pour la structuration de la production à la base, elle est aussi l'instrument qui permet d'assainir l'environnement des affaires et de donner le maximum de valeur aux produits et services. Dans ce contexte, le Gouvernement, dans la limite de ses ressources, a engrangé des résultats.

L'arrêté rendant obligatoire l'enregistrement des noms commerciaux

Pour peu qu'il soit, cet arrêté n'en est pas moins important quant à sa capacité d'une part, à assainir et à promouvoir notre environnement des affaires en donnant plus de visibilité et de valeur à notre fichier national des noms commerciaux, et à permettre au trésor public d'engranger des recettes substantielles d'autres parts.

La valorisation des produits du terroir en indications géographiques (en 2020 il s'agissait d'une activité).

Historique

Les indications géographiques naissent de la volonté des Etats membres de l'OAPI de faire des produits de leurs terroirs de véritables outils de développement. L'OAPI, en 2008 va procéder à la mise en place d'un projet en vue d'accompagner les Etats membres à mettre en place les IG dans leurs différents pays. Il s'agit du Projet de Mise en Place des Indications Géographiques (PAMPIG). Trois produits prioritaires vont être identifiés dans deux pays à savoir : le poivre de Penja et le Miel blanc d'Okou pour le Cameroun et le Café ZIAMENTA pour la Guinnée. C'est à cet effet, que le Cameroun va mettre sur pied le Comité National de Promotion des Indications Géographiques qui vit de 2010 à 2014, actualisé en 2015 sous haute instruction de Monsieur le PM, chef de Gouvernement avec statut Pérenne. Le MINADER assure la présidence (questions Administratives) et le MINMIDT, la Vice-Présidence (questions techniques liées à la PI).
Activités menées

Le poivre de PENJA et le Miel d'OKU

Le projet de valorisation des produits du terroir en indications géographiques est sans doute celui qui devrait permettre de structurer bon nombre de filières avec d'importantes retombées financières à la clef.

Le Miel d'OKU et le Poivre de PENJA sont donc une illustration d'une réussite de l'action du MINMIDT. Ces deux produits, ordinaires au départ, ont connu une flambée en termes de prix, de notoriété et de convoitise. A titre d'exemple, le KG bord champ du poivre de Penja est passé de 2500 en 2010 à 18 000 voir plus en 2020.

Ces exemples ont motivé le MINMIDT à engager d'autres produits dans ce processus de valorisation en indication géographique: le Cacao rouge du Cameroun dont le cahier de charges a déjà été transmis à la Primature et à l'OAPI. Le Café Arabica de l'Ouest Cameroun, l'Ananas de Bafia, le bœuf Goudhali, la mangue verte de l'Est et les crevettes du Wouri qui donnèrent le beau nom de notre beau pays.
S'agissant du suivi des IGP, le contrôle externe desdits produits est assuré par la DDTPI chaque année et ce jusqu'à l'année dernière. Au cours de ces contrôles, le groupement représentatif IGP poivre de Penja à bénéficier d'un renforcement des capacités des membres en matière de lutte contre la contrefaçon, du système d'agréage, du conditionnement et du marketing. Quant au miel blanc d'Okou, les producteurs ont été délocalisés à Yaoundé pour bénéficier d'un renforcement de capacité comme sus mentionné à Penja.
La DDTPI à travers le MINMIDT a procédé à la mobilisation des producteurs du Cacao rouge en coopératives, au renforcement des capacités sur l'itinéraire technique conformément au cahier de charge. Pour ce qui est du Café arabica de l'Ouest, la qualification du produit par les équipes de mission de la DDTPI a été validée positive en 2020.

- 1.1.2. Contribution du chapitre dans l'attente des objectifs sectoriels
- 1.1.3. Contribution du chapitre dans l'atteinte des objectifs sectoriels en matière de promotion de l'égalité
- 1.2. CADRE LOGIQUE DES PROGRAMMES ET ACTIONS
- 1.2.1. Cadre logique des programmes du chapitre 29 - Ministere des mines, de l'industrie et du developpement technologique

TABLEAU.1: Cadre logique des programmes du chapitre

PROGRAMME	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2022	2023	2024	2025	2026	
PROGRAMME 035 AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES	Développer le secteur des mines et carrières	Taux de connaissance du potentiel géologique	%	DM	7,08	7,92	2	5		
		Proportion des réserves minérales exploitées	%	DM	27,52	33,48				
PROGRAMME 036 DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale	Taux de transformation locale des matières premières	%	INS/DI	34	36	15	20		
PROGRAMME 037 MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale	Indice de développement de l'infrastructure qualité		DDQ	1,4	1,6	23	25		
PROGRAMME 038 DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Favoriser le développement des technologies et la valorisation des actifs de propriété industrielle	Proportion des technologies produites en série au courant de l'année	%	DDTPI	4,66	5,66	18	20		
		Nombre d'actifs de la propriété industrielle valorisés	nb	direction des mines	4 085	5 145				
PROGRAMME 039 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT	%	DAG	94,07	100	100	100		

- 1.2.2. Cadre logique des actions par programme
- 1.2.2.1. Cadre logique du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres

a. Présentation du programme

D'après la Stratégie Nationale pour le Développement (SND 30), le secteur minier à travers le pilier Mine-Métallurgie-Sidérurgie est l'un des leviers devant permettre l'atteinte de l'émergence à l'horizon 2035. De ce point de vue, alors même que la production minière industrielle actuelle est faible, le secteur minier est appelé à connaître une croissance exponentielle de ses activités d'ici à 2030. Plusieurs grands projets miniers industriels sont en cours de lancement ou de négociations des Conventions minières pour un développement prochain. Le Cameroun n'a pour l'heure qu'une expérience très limitée de l'exploitation des mines solides, celle-ci principalement acquise dans l'artisanat et artisanat semi-mécanisé des substances précieuses et semi-précieuses l'Or, le Diamant et le Saphir notamment.

En effet, en dehors des travaux de reconnaissance menés par l'Etat en vue de la découverte

des indices nécessaires à la promotion du potentiel géologique et minier national, les projets miniers sont pour l'essentiel portés par des investisseurs privés. Pour se déployer dans un pays, l'investisseur privé souhaite y trouver une politique de transparence cohérente et de stabilité fiscale, compatible avec la préservation de l'environnement, l'existence d'institutions modernes de régulation du secteur, efficaces, efficientes et transparentes et aussi la disponibilité d'une base des données geoscientifiques sur lesquelles ils peuvent se fonder pour mener des investigations profondes pouvant aboutir à la mise en évidence des gisements économiquement rentables, des négociations et signatures des Conventions minières, des délivrances des permis d'exploitation, de la construction des mines et des productions minières. La création récente de la SONAMINES, les travaux menés par le PRECASEM, l'ITIE au même titre que le SNPPK apparaissent comme l'une des réponses à cette vision. Par ailleurs, le Code minier promulgué en 2016 affiche clairement la volonté du gouvernement d'assainir le secteur pour le rendre plus compétitif et attractif afin d'attirer les investisseurs miniers pouvant engendrer une intense activité minière, caractérisée aujourd'hui d'une part, par la délivrance de plus d'une centaine de permis de recherche et par la signature de quelques Conventions minières et permis d'exploitation, d'autre part.

Avec l'amorce de l'exploitation du Fer (**SINOSTEEL CAM S.A,** permis d'exploitation n°154 délivré par décret n°2022/273 du 01 juillet 2022 pour l'exploitation industrielle du Fer de Lobe-Kribi, Région du Sud, **CAMEROON MINING COMPANY SARL**, permis d'exploitation n°781 délivré par décret n°2022/395 du 17 août 2022 pour l'exploitation industrielle du Fer de Mbalam, **G-STONES RESOURCES S.A**, Convention Minière signée le 14 novembre 2019 pour l'exploitation industrielle du Fer d'Akom II, Région du Sud, **CAMINEX,** Convention minière en cours de négociations pour les projets d'exploitation industrielle du Fer de Djoum et de Ntem, Région du Sud) ; du Cobalt-Nickel-Manganèse (**GEOVIC CAMEROON S.A**, permis d'exploitation n°33 délivré par décret n°2003/077 du 11 avril 2003 pour l'exploitation industrielle du Cobalt-Nickel-Managanèse de Nkamouna-Lomié, Région de l'Est, qui par ailleurs vient de présenter un partenaire stratégique, la société Phoenix) ; de l'Or (**CODIAS S.A**, permis d'exploitation de la petite mine n°394 délivré par arrêté n° AR000317/A/MINMIDT/SG/DM/SDCM du 14 septembre 2022 pour l'exploitation de la petite mine d'Or de Colomine, Région de l'Est, **CAMINCO,** Convention minière en cours de négociations pour le projet d'exploitation de la petite mine d'or de Mborguéné, Région de l'Est) ; de la Bauxite (**CAMALCO,** Convention minière en cours de négociations pour le projet d'exploitation industrielle de la Bauxite de Minim-Martap, Région de l'Adamaoua), de Rutile (**ERAMET CAMEROUN,** projet Rutile d'Akonolinga, étude de faisabilité soumise dans la perspective d'ouverture des négociations de la Convention minière), pour ne citer que ceux qui doivent se développer à court terme, l**e Programme 035 « Amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales »,** entend mettre en œuvre les objectifs fixés dans la SND 30 à travers le développement de la production minière nationale depuis l'extraction, en passant par le traitement, la transformation industrielle jusqu'à l'exportation des produits bruts, semi-transformés et transformés à des teneurs commerciales,

b. Stratégie programme

La stratégie minière du Cameroun s'articulera autour de quatre (04) axes à savoir :

- la gouvernance du secteur minier à travers la valorisation des bonnes pratiques et le renforcement de la transparence par l'amélioration du cadre juridique et institutionnel qui passe par la finalisation des textes d'application du Code minier en vue de garantir les délais d'attribution des titres miniers et de carrières, l'élaboration d'une stratégie de développement du secteur minier et le renforcement des capacités des structures d'encadrement du secteur ;

- le développement et l'amélioration de la connaissance du potentiel géologique et minier à travers le suivi des activités de recherche menées par les opérateurs privés, la mise en place d'un système d'informations géologiques et minières et l'élaboration des cartes et des données géologiques fiables,

- le développement des synergies entre les différents acteurs pour l'accompagnement des projets miniers matures, la promotion des données geoscientifiques existantes sur le plan national et international et la promotion des emplois décents dans le secteur minier par le biais de l'implémentation du contenu local;

- le renforcement du contrôle et du suivi des productions minières et des carrières en vue d'une contribution plus significative du secteur minier à l'économie nationale.

c. Présentation des actions

ACTION 01: OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES

Dans le cadre de la coopération Cameroun-Banque Mondiale, le Cameroun a acquis de 2014 à 2019 des données magnétiques et spectrométriques (rayonnement gamma) à travers une campagne aéroportée menée par le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier (PRECASEM). Cette campagne a permis de couvrir plus de 60% du territoire national pour un linéaire de 962 174 km de profile géophysique. Les résultats obtenus ont favorisé la réalisation de cartes géophysiques qui ont servi de guide pour la prospection au sol par le Groupement BRGM/GTK/BEIG3, en vue de la production de 14 feuilles de cartes géologiques à l'échelle 1/200 000ème.

Les travaux réalisés ont montré que ces zones revêtent un potentiel géologique et minier non négligeable, qui suscite déjà l'attraction de certains investisseurs. Ce qui a conduit à l'attribution en 2020 de 21 autorisations d'exploitation de carrières industrielles et 27 permis d'exploration ainsi que 95 autorisations d'exploitation artisanale.

Aussi, conviendrait-il que des moyens adéquats soient mis en branle pour la poursuite de la recherche géologique à l'effet de mieux valoriser le potentiel minier et géologique national. Ce d'autant plus que les résultats obtenus jusque-là confirment la diversité des ressources du sol et du sous-sol camerounais. On y trouve des gisements d'importance mondiale reconnus (cobalt/nickel, rutile et bauxite), des gisements intéressants de fer, d'or, de cassitérite et d'uranium, etc. Ces ressources minières n'ont pas encore été véritablement mises en valeur à une échelle industrielle. Elles ont plutôt été utilisées de façon marginale dans l'économie camerounaise. Dans le cadre de la nouvelle vision du développement, le gouvernement se

propose d'accélérer la mise en exploitation des gisements découverts et ceux en cours d'exploration.

Par ailleurs, il est impératif d'accompagner les entreprises dont les résultats sont probants afin que les travaux tant annoncés puissent véritablement démarrer d'une part et procéder au retrait des permis de celles qui ne peuvent pas amener les travaux à terme ensuite, lancer des appels à manifestations d'intérêts pour rechercher des partenaires stratégiques, au regard des retards accusés par certaines et des difficultés qu'elles rencontrent. Le présent projet trouve alors son intérêt et sa justification dans le processus d'accompagnement technique de ces opérateurs.

ACTION 02:

ACTION 03: RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER

Les activités de cette action visent à assurer une meilleure gestion des titres miniers à travers le Cadastre minier, l'amélioration de la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier, et la mise en œuvre des principes et exigences du système de certification du processus de Kimberley (certification des diamants bruts).

Les activités de contrôle de l'activité minière et géologique ont pour finalité de garantir le respect de la réglementation dans la mise en œuvre des projets miniers, et la sécurisation des produits de l'exploitation en vue d'accroitre les recettes et les ressources de l'État. Cette action assure la coordination du programme.

ACTION 04:

ACTION 05: PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL

Cette action a pour but de promouvoir les matériaux de construction issus du secteur minier local, de promouvoir le domaine minier national, de produire et diffuser des documents de promotion et abonnements aux journaux et périodiques spécialisés.

ACTION 06: GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

La situation géographique du Cameroun, son climat et ses régimes hydrographiques, l'exposent à une forte prévalence des risques et catastrophes naturelles, qui se multiplient tout en se complexifiant avec les activités d'exploitations minières artisanales et des carrières, accompagnées des éboulements et glissements de terrain (Kambele, Bétaré Oya, KetteColomine, Ngoura, Bafoussam, Dschang, Santchou…), ainsi que des inondations, avec des pertes en vies humaines et beaucoup de dégâts matériels. Les activités à mettre en œuvre consistent en la réalisation des études sur les zones à risques, proposer des mesures visant à protéger les populations et effectuer la surveillance administrative des travaux d'exploration et d'exploitation des substances minérales.

Il est question de mettre en place une exploitation minière économique rentable, socialement équitable et écologiquement acceptable pour un développement durable.

TABLEAU.2: Cadre logique du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2022	2023	2024	2025	2026	
PROGRAMME 035 AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES	Développer le secteur des mines et carrières	Taux de connaissance du potentiel géologique	%	DM	7,08	7,92	2	5		
		Proportion des réserves minérales exploitées	%	DM	27,52	33,48				
ACTION 01 OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	Accroître la production des substances minérales	Volume/Quantité des substances minérales produites (trimestriel, semestriel et annuel)	m3	Sources de données : DM Sources de vérification : Rapports des surveillances administratives DM	724 086,88	850 000	900 000	950 000		
ACTION 02	Améliorer la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier									
ACTION 03 RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER	Améliorer la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier	Durée moyenne d'attribution des permis et autorisations miniers	j	RAPPORT SDACL/MINMIDT	45	25	20	45		
ACTION 04										
ACTION 05 PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL	Améliorer l'attractivité du secteur minier camerounais dans toutes ses composantes	Nombre de documents d'informations géologiques et minières mis à la disposition du public	nb	RAPPORT CIGM, DM	200	350	400	450		
ACTION 06 GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES	Promouvoir les exploitations minières économiquement rentable, socialement équitable et écologiquement acceptable pour un développement durable	Proportion de sites miniers et de carrières exploités selon les règles de l'art	%	Rapports de la DM/DG et de la BNCAM	40	75	80	85		

1.2.2.2. Cadre logique du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

a. Présentation du programme

Le Gouvernement s'est doté en 2020 d'une Stratégie Nationale de Développement (SND 30) qui constitue le cadre de référence de son action pour la décennie 20-30. Cette stratégie a pour objectif de procéder à la transformation structurelle de l'économie en opérant des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales afin de favoriser un développement endogène inclusif tout en préservant les chances des générations futures.

Le programme "**Développement et densification du tissu industriel**" qui ambitionne de mettre en œuvre une des orientations fondamentales de la SND30 en matière de transformation structurelle, **vise à résoudre la problématique de la faible contribution de la valeur ajoutée manufacturière dans la formation de PIB**. Le but poursuivi est d'accroître la diversification et la complexification de l'économie en vue d'atteindre le stade de pays industrialisé. L'atteinte de l'objectif de ce programme passera par la mise en œuvre effective des orientations pertinentes des huit (08) sous-secteurs prioritaires du Plan Directeur d'Industrialisation du Cameroun (PDI) que sont : Energie, Agro-industrie, Numérique, Forêt-Bois, Coton-Textile-Cuir & Confection, Mines-Métallurgie-Sidérurgie, Hydrocarbures-Pétrochimie-Raffinage, Chimie-Pharmacie.

A terme, il permettra de doter le Cameroun d'une véritable base industrielle, capable d'accroître les perspectives d'emplois et d'instaurer une société qui permette à la population

locale de profiter des effets bénéfiques du développement économique.

b. Stratégie programme

L'import-substitution des produits de consommation de masse et la promotion des exportations ayant été clairement identifiés comme priorités par le Gouvernement, les actions identifiées dans ce programme participerons à consolider cette orientation. Ainsi la stratégie retenue par le programme s'articulera autour des principaux axes suivants:

- **renforcer les capacités de production des industries existantes** à travers l'amélioration des taux d'utilisation et/ou l'extension des capacités de production ;
- **le soutien des potentiels champions nationaux et des entreprises stratégiques** par des subventions de l'Etat ;
- **création des Zones Economiques Spéciales (à vocation Parcs industriels) dans chaque sous-secteur prioritaire identifié.** Ce qui permettra de stimuler la transformation locale de des matières premières et contribuer à densifier le tissu industriel local ;
- **le développement et l'optimisation des infrastructures support à l'industrie** (énergie, transport et télécommunication principalement).

c. Présentation des actions

ACTION 01: DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)

· **L'Action 1 intitulée** «Développement intégré des filières agro-industrielles prioritaires, vise comme objectif à valoriser les filières prioritaires telles que le coton, le cacao-café, l'huile de palme, le sucre, le caoutchouc, le riz, dans le but d'approvisionner les marchés de l'intérieur, de la CEEAC, du Nigéria en produits alimentaires de 2ème et 3ème transformation. Cette action est étroitement liée à l'une des orientations fondamentales de la SND 30 qui vise un mix entre l'import/substitution et la promotion des exportations.

ACTION 02: RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)

· **L'action 2 "**Relance de l'industrie manufacturière ciblée (forêt-bois, Mines-métallurgie-sidérurgie, Hydrocarbure-Raffinage, numérique, énergie) ambitionne d'Accroître la contribution des secteurs cibles dans le PIB. Les secteurs ciblés ici sont des priorités retenues par la SND30.

ACTION 03: DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE EN VUE DE LA FABRICATION DES MEDICAMENTS GENERIQUES,REACTIFS ET CONSOMMABLES MEDICAUX AINSI QUE LES PRODUITS COSMETIQUES

· **L'action 03:** Développement de l'industrie chimique et pharmaceutique en vue de la fabrication des médicaments génériques, réactifs et consommables médicaux ainsi que les produits cosmétiques. Cette action vise à profiter de l'opportunité offerte par la pandémie de la COVID 2019 afin d'accroître les performances de l'industrie pharmaceutique locale.

ACTION 04: RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE

· **Action 04 intitulé "**Restructuration/redéploiement de l'industrie nationale du coton-textile-cuir et confection, sur toute l'étendue du Territoire" a pour objectif d'augmenter la transformation locale du coton camerounais afin de rendre compétitive l'industrie textile. Cette

action permettra d'accroître le taux de transformation locale actuel du coton qui est de l'ordre de 2-3%. Cela permettra à terme de fournir les grands corps techniques de l'Etat tels que les forces de maintien de l'ordre, les militaires, les infirmiers, écoliers et collégiens/lycéens, toute chose qui rendra plus compétitive l'industrie textile locale.

ACTION 05: FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES

· **L'Action 05 intitulé "**facilitation des installations d'accueil des industries à travers la contribution des structures placées sous la tutelle technique du MINMIDT, améliorer la qualité des infrastructures d'accueil et participer à l'accroissement de la part de marchés issus des industries Camerounaises. Elle permettra à cet effet, de créer et aménager les zones industrielles dans les capitales Régionales et même Départementales, mettre en place des zones économiques spéciales pour la transformation de certains produits comme le bois.

ACTION 06: PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES

· **L'Action 06:** Protection et sécurisation des établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et des appareils à risques participera à réduire les risques et prévenir les accidents et catastrophes liés aux activités industrielles et aux installations classées.

TABLEAU.3: Cadre logique du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2022	2023	2024	2025	2026	
PROGRAMME 036 DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale	Taux de transformation locale des matières premières	%	INS/DI	34	36	15	20		
ACTION 01 DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)	Valoriser les filières prioritaires telles que le coton, le cacao-café, l'huile de palme, le sucre, le caoutchouc, le riz, la banane plantain dans le but d'approvisionner les marchés de l'intérieur, de la CEEAC, du Nigéria en produits alimentaires de 2ème et 3ème transformation	Ratio valeur ajoutée des filières prioritaires de l'agro-industrie	%	RAPPORT INS	17,5	18,5	19	19,5		
ACTION 02 RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)	Accroître la contribution des secteurs cibles dans le PIB	Part des exportations des produits manufacturés dans les exportations totales	%	RAPPORT	30	40	44	48		
ACTION 03 DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE EN VUE DE LA FABRICATION DES MEDICAMENTS GENERIQUES,REACTIFS ET CONSOMMABLES MEDICAUX AINSI QUE LES PRODUITS COSMETIQUES	Accroitre les performances de l'industrie pharmaceutique locales	Nombre de nouveaux médicaments réactifs et consommables médicaux fabriqués localement	nb	RAPPORT DI / ASSOCIATION INDUSTRIES DU MEDICAMENTS	79	99	109	119		
ACTION 04 RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE	Augmenter la transformation locale de coton	Taux de transformation industrielle de la fibre locale de coton	%	RAPPORT CICAM	1	5	8	9		

ACTION 05 FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES	Améliorer la qualité des infrastructures d'accueil et accroitre les parts de marché des industries camerounaises	Nombre de nouvelles zones économiques créées	nb	RAPPORT DI / MAGZI	0	2	3	4		
ACTION 06 PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES	Réduire les risques et prévenir les accidents et catastrophes liées aux activités industrielles et aux installations classées	Taux d'établissements classés conformes sur le nombre global des établissements classés existants	%	RAPPORT SDRI/DI	40	60	70	75		

1.2.2.3. Cadre logique du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

a. Présentation du programme

Dans la plupart des pays, la compétition économique internationale laisse de moins en moins de place aux produits de qualité douteuses et non conformes aux normes de référence. Toutes les industries soucieuses de leur viabilité et de leur pérennité ont largement recours aux outils de l'infrastructure qualité pour maitriser leur production, créer les conditions d'une saine concurrence et favoriser le développement de l'économie

Le Programme, « **Modernisation de l'infrastructure qualité** » qui s'adosse sur la **SND30** vise à résoudre le problème de compétitivité de l'économie camerounaise en général et les produits made in Cameroun en particulier. Il vise également le rattrapage technologique à travers l'acquisition des équipements de métrologie, d'analyse, d'essais et l'application stricte des procédures en matière de conformité au sein d'un environnement juridique, règlementaire accompagné d'un dispositif matériel adéquat (laboratoire) préalablement mise en place.

Les résultats attendus seraient donc, une meilleure visibilité et une acceptation des produits de bonne qualité made in Cameroun sur les marchés régionaux et internationaux, la protection de la santé de nos consommateurs, la pérennisation de l'industrie locale par la protection du tissu économique, la protection de l'environnement par la maîtrise des procédures de contrôles qualité dans les différents maillons de la chaine.

b. Stratégie programme

La volonté du Gouvernement qui est de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035, devrait s'appuyer non seulement sur une évolution accélérée du secteur manufacturier ou une forte compétitivité de ses filières de production mais également à une très grande maitrise de la qualité des biens et services produits et destinés aux marchés national et international.

Le contexte actuel étant marqué par une mondialisation galopante, une libéralisation des échanges et une réduction des barrières tarifaires à travers différents accords, notamment les accords de partenariat économique(APE), les accords de libre-échange continental(CFTA) et plus récemment la zone de libre-échange continental africaine(ZELCAF). Cette situation induit au Cameroun, si rien n'est fait, les risques énormes pouvant atrophier notre tissu économique à savoir :

- le déferlement de produit douteux que nous ne pouvons pas contrôler à cause de notre faible niveau de développement de l'infrastructure qualité ;
- la perte des parts de marché au niveau régional et international ;
- la baisse de compétitivité de l'économie nationale par la présence des produits venant d'autres pays dont le niveau de l'infrastructure qualité est avérée.

Face à ce large éventail d'opportunités qui se présentent pour nous comme des menaces, il est nécessaire voire impératif de moderniser l'infrastructure qualité nationale afin de mieux protéger le droit à la santé et à la sécurité des consommateurs ainsi que les intérêts et les droits des producteurs locaux.

En conséquence, pour inverser la tendance actuelle, l'industrie camerounaise doit se greffer au tour d'une infrastructure qualité performante, compétitive, efficace et intégrée qui prend en compte les piliers suivants:

(i) la normalisation ;

(ii) l'évaluation de la conformité;

(iii) la métrologie ;

(iv) la surveillance du marché.

Sur le moyen terme, considérant l'infrastructure qualité nationale actuelle, notamment, l'existence de l'Agence des Normes et la Qualité (ANOR), la mise en œuvre du Programme d'Evaluation de la conformité des marchandises Avant Embarquement (PECAE), l'existence de quelques laboratoires d'analyse dont certaines partiellement accréditées, la faible prise en compte du système qualité par les opérateurs économiques locales,…,le MINMIDT entend, à travers le « Programme Modernisation de l'infrastructure qualité», mettre l'accent sur :

- l'accroissement du portefeuille des normes camerounaises;
- la réorganisation du système d'évaluation de la conformité par la construction des laboratoires d'analyses et d'essais;
- l'amélioration des prestations en métrologie industrielle par l'achèvement du laboratoire de référence de métrologie et la réorganisation du CAEMI ;
- l'amélioration des activités du Codex Alimentarius;
- la création d'une instance nationale d'accréditation pour crédibiliser les prestations des organismes d'évaluation de la conformité et de certification ;
- la mise à niveau des entreprises agroalimentaires ;
- le contrôle qualité des produits sur le marché.

c. Présentation des actions

ACTION 01: DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION

La dynamisation du système de normalisation définira des stratégies et des options politiques pour le Cameroun en vue de promouvoir le développement de la normalisation dans un contexte de réduction des barrières tarifaires.

Ce développement doit intégrer le rattrapage de l'écart normatif mondial pour se hisser à un seuil national acceptable. Il s'agira ici d'accroitre le nombre de normes techniques pour nos industries, de vulgariser les bonnes pratiques, d'actualiser le cadre législatif et réglementaire pour l'adapter aux évolutions internationales et pratiquer une sorte de veille normative pour protéger notre tissu économique

ACTION 02: AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE

L'amélioration du système d'évaluation de la conformité vise le renforcement de la crédibilité des organismes et des personnes impliques dans les inspections, les évaluations, les analyses et les essais. Celle-ci doit nécessairement passer par l'agrément de ces organismes, le renforcement des offres de certification des personnes et systèmes, la construction des

laboratoires d'analyses des essais et la mise en place d'une structure d'accompagnement de ces organismes, au regard du coût onéreux d'obtention et d'entretien d'une certification. Il faut souligner ici qu'à l'absence d'une véritable politique d'édification de l'infrastructure nationale qualité (INQ), il est impossible d'avoir les produits compétitifs.

ACTION 03: AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE

En matière de système national de métrologie, le souci de modernisation et de l'urbanisation de la ville, a conduit à la démolition générale du seul centre de référence du MINMIDT en matière d'analyse, des essais et de métrologie industrielle(CAEMI). En attendant la reconstruction et la réorganisation de ce centre, le MINMIDT à travers l'ANOR s'est lancé dans un vaste projet de construction de laboratoire de référence de métrologie industrielle dans le but de promouvoir les échanges, réduire les coûts de production, renforcer la compétitivité de l'économie Camerounaise. En dehors du volet construction, il est également question de promouvoir la recherche et le développement en métrologie industrielle en vue du rattrapage technologique.

ACTION 04: PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES

La promotion de la culte qualité dans les industries locales reste un défi majeur à relever par l'ensemble des acteurs publics, privés et de la société civile. Nonobstant l'existence des programmes et actions de répression fraude et de retrait des produits non conformes, beaucoup de producteurs locaux ne prennent pas en considération la démarche qualité dans leur processus quotidien de production des biens et services, exposant ainsi la santé et la sécurité des consommateurs ainsi que l'environnement à des risques graves. Il est question ici de développer de novo un programme performant de mise à niveau de ces industries par des accompagnements et des appuis multiformes, ainsi que par l'intensification des actions de communication sur les enjeux de la démarche qualité.

ACTION 05: PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

Après la promulgation en décembre 2018, de la loi-cadre sur la **Sécurité Sanitaire des Aliments (SSA)** au Cameroun, l'absence d'une bonne coordination n'a pas permis la mise en œuvre de cette loi à travers ses textes d'applications qui demeurent quasi absents jusqu'à nos jours. La dispersion des compétences de la SSA à travers plusieurs administrations serait aussi à l'origine de l'inefficacité des pouvoir publics à impulser une véritable dynamique en SSA, gage d'amélioration des manipulations des aliments destinés à la consommation des êtres vivants. Il sera question ici d'envisager l'élaboration d'une stratégie nationale de la SSA, d'améliorer la participation aux activités de la commission nationale du Codex, de renforcer la coopération avec les commissions internationales et régionales du Codex ainsi que l'amorce d'une coordination de la SSA au niveau local.

ACTION 06: AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES

Le contrôle qualité des produits manufacturiers constitue aujourd'hui une mission dévolue au MINIMIDT à travers l'ANOR, en collaboration avec les autres administrations. Toutefois, le contrôle de la mise en œuvre des normes rendues d'application obligatoires incombe à la DDQ en collaboration avec les autres administrations et les services techniques concernés.

L'action ci-après fait appelle au renforcement et à l'extension du programme d'évaluation de la conformité de marchandises importées avant leur embarquement (PECAE), dans plusieurs points d'entrées du Cameroun et le suivi de la mise en œuvre des activités de normalisation et

de la Qualité dans le secteur industriel. C'est également dans cette action qu'il est prévu l'actualisation de la stratégie de l'infrastructure qualité.

TABLEAU.4: Cadre logique du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2022	2023	2024	2025	2026	
PROGRAMME 037 MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale	Indice de développement de l'infrastructure qualité		DDQ	1,4	1,6	23	25		
ACTION 01 DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION	Accroitre le portefeuille des normes camerounaises	Nombre de Normes Camerounaises homologuées et diffusées	nb	rapport DDQ,ANOR, INS	3 000	3 400	10 200	12 200		
ACTION 02 AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	Accroitre la crédibilité des activités d'évaluation de la conformité	Taux d'évolution des travaux dans la création d'une Agence Nationale d'Accréditation	%	RAPPORT	5	20	10	12		
ACTION 03 AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	Raccorder les étalons nationaux au SIM	Taux de raccordement des équipements;	%	RAPPORT	25	28	30	32		
ACTION 04 PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES	Améliorer la culture qualité des acteurs socio-économiques	Proportion d'entreprises engagées dans la démarche qualité	%	RAPPORT DDQ	20	50	30	32		
ACTION 05 PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	Accentuer l'usage des normes et outils CODEX dans les agro-industries	Proportion d'agro industries utilisant des normes codex	%	RAPPORT	25	28	30	32		
ACTION 06 AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES	Protéger le consommateur et assainir le marché	Taux de produits contrôlés, saisis, recyclés, déclassés et détruits	%	RAPPORT DDQ	10	13	15	20		

1.2.2.4. Cadre logique du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

a. Présentation du programme

Dans la déclaration de sa politique du développement technologique, le Gouvernement ambitionne de relever le défi du développement de la créativité, de la valorisation et la promotion des innovations technologiques et des produits de la recherche, qui constituent des fondements pour une industrialisation réelle. La promotion et la valorisation des innovations technologiques connaîtront une plus grande visibilité avec la finalisation et la validation prochaine de la stratégie nationale de développement technologique et le plan de rattrapage technologique du Cameroun. En matière de promotion et de protection de la propriété intellectuelle, malgré l'appartenance du Cameroun à la plupart des organisations internationales de PI, l'insuffisance des ressources humaines et matérielles qualifiées justifie le manque d'efficacité de ces activités.

En ce qui concerne l'innovation technologique, les entreprises industrielles (agroalimentaires et manufacturières) utilisent très peu les résultats de la recherche aussi bien locale qu'internationale (13 % à peine utilisés). Cette proportion atteint seulement 2,2 % d'entreprises ayant acquis des services de recherche et développement. A titre indicatif, l'agriculture est le secteur où les résultats des centres de recherche sont les plus utilisés du fait d'une politique de

vulgarisation poussée. Pour le MINMIDT et particulièrement, la DDTPI, l'ancrage de ses actions dans le domaine va en droite ligne avec la **SND30** à son titre et paragraphe ci-dessous :

titre 3.5-220,relatif à la Dynamisation du secteur privé : « la vision du Cameroun est de bâtir la transformation structurelle de l'économie nationale en donnant un rôle prioritaire et central au secteur privé par trois (3) axes de promotion active de l'initiative privé (i) le rattrapage et le développement technologique (ii) l'incitation au développement des entreprises ;et (iii) la protection de l'espace économique national » ;

paragraphe 3.5.1-223, relatif au rattrapage et développement technologique : « dans ce domaine, l'objectif du Cameroun est de bâtir une capacité nationale d'absorption et d'accumulation technologique permettant d'accélérer le rattrapage technologique en se basant sur trois (3) orientations stratégiques, à savoir: (i) opérer une massification des investissements publics pour le développement des infrastructures technologiques tant au niveau national que régional; (ii) bâtir une infrastructure qualité intégrée, performante et compétitive (normalisation métrologie, évaluation de la conformité et surveillance du marché);(iii) accroître substantiellement les investissements en capital humain pour répondre aux besoins de réalisation et d'exploitation des infrastructures industrielles tant au niveau national que régional, afin de disposer d'une masse critique croissante de professionnels qualifiés dans les sous-secteurs moteurs de l'industrialisation de l'économie »

Le programme de **Développement des technologies et valorisation des actifs de la PI (Programme 038)**, vise à orienter le développement technologique du Cameroun vers la mise en place d'un nouveau tissu industriel, bâti sur l'exploitation stratégique des innovations technologiques et commerciales, soutenues par la propriété industrielle. A travers ce programme, le Cameroun doit:

– franchir le cap de consommateur passif de technologies extérieures vers un processus de transfert de technologies qui prend en compte dans tous les secteurs le transfert matériel, le transfert de concept et le transfert de capacité;

– renforcer le lien entre la recherche, l'innovation et la production industrielle en s'appuyant sur l'existant, afin de ne pas réinventer la roue, et surtout pour aller vite dans son développement ;

– se doter d'un cadre juridique complet en matière de promotion et de protection de la Propriété Intellectuelle;

– mettre en place des structures devant favoriser l'innovation, le transfert de technologies et permettre ainsi son industrialisation.

b. Stratégie programme

Malgré des avancées importantes dans certains secteurs, les autorités camerounaises sont conscientes

que la mise en place des stratégies sectorielles n'a pas résolu de manière substantielle les nombreux problèmes auxquels est confronté le secteur productif créateur de la valeur ajoutée.

Pour remédier à la situation sus évoquée, le Cameroun doit tirer profit de la mondialisation des marchés et s'arrimer aux mutations technologiques, afin de moderniser l'outil de production par

la mise en place d'entreprises aux technologies performantes, respectueuses de l'environnement, créatrices d'emplois,
des biens et services à forte valeur ajoutée.
Cette dynamique devra s'appuyer sur un système de développement technologique puissant, qui :

– identifie les besoins technologiques locaux à la lumière des exigences internationales;
– favorise le transfert de technologies et permet la maîtrise de l'information technologique, afin de générer un secteur entrepreneurial compétitif ;
– crée des pôles d'excellence technologiques, qui permettent de développer de façon efficiente, des entreprises innovantes, dont les produits sont compétitifs ;
– met en place un cadre juridique et institutionnel pertinent de protection, promotion et valorisation des actifs de Propriété Industrielle individuels ou communautaires créateurs de richesses ;
– fait de la Propriété Industrielle un véritable moteur de développement économique ;
– s'appui sur la formation, la sensibilisation et la mise en réseau des utilisateurs des actifs de Propriété Industrielle, tels que les universités, les industries, les instituts de recherche-développement, les petites et moyennes entreprises, les chambres consulaires de commerce, d'industrie et d'agriculture, les administrations concernées par la Propriété Intellectuelle.

c. Présentation des actions

ACTION 01: AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE

Cette action vise à définir un cadre légal et réglementaire en vue d'encadrer les activités relatives au développement technologique et à la propriété industrielle. L'objectif étant d'une part de permettre au Cameroun de s'arrimer aux évolutions technologiques actuelles, et d'autre part d'utiliser la propriété industrielle comme outil de développement économique.

ACTION 02: APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES

Cette action vise d'une part, à faire la veille technologique et promouvoir le savoir-faire des chercheurs isolés, des centres de recherche et technologiques, des universités, des industries et des PME en matière de technologies innovantes. En outre, elle ambitionne de mettre en place les Centres d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) et de produire des prototypes des innovations technologiques ou des technologies utiles identifiées, afin de permettre leur production industrielle.
D'autre part, à mettre en place les parcs technologiques de référence, dans les domaines prioritaires, afin de développer de façon efficiente, des entreprises innovantes, dont les produits seront compétitifs tant sur le plan technologique, qualitatif que commercial. Il s'agit de mettre en collaboration directe, généralement sur un même site les différents acteurs des activités économiques, dont les entreprises, les centres de recherche et université, les interfaces commerciales. Ce projet pourra se faire avec l'appui des partenaires techniques dont les résultats des études sollicitées dans le présent programme représenteront des outils de négociation importants.

ACTION 03: PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Cette action vise à assurer l'accroissement du nombre d'actifs de propriété industrielle protégé

et à développer des mécanismes de protection des droits communautaires à forte valeur économique, tels que les indications géographiques et les marques collectives.

ACTION 04: VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE

Cette action vise à valoriser les produits de terroirs par les Indications Géographiques (IG) et Marques Collectives. Il s'agit principalement de donner une valeur ajoutée aux produits agricoles, pêches et élevages de nos terroirs dont la qualité et les spécificités organoleptiques sont liés à l'origine géographique.

ACTION 05: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES

L'objectif de cette action est de contribuer à l'amélioration de la capacité d'absorption et d'accumulation des technologies dans notre pays à travers la mise en place des technopôles de référence et de Centres Techniques Industriels à la base des certaines filières prioritaires.

TABLEAU.5: Cadre logique du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2022	2023	2024	2025	2026	
PROGRAMME 038 DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Favoriser le développement des technologies et la valorisation des actifs de propriété industrielle	Proportion des technologies produites en série au courant de l'année	%	DDTPI	4,66	5,66	18	20		
		Nombre d'actifs de la propriété industrielle valorisés	nb	direction des mines	4 085	5 145				
ACTION 01 AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE	Renforcer le cadre juridique et stratégique développement technologique et de la Propriété Industrielle	Nombre de nouveaux projets de textes élaborés ;	nb	RAPPORT	9	11	12	14		
ACTION 02 APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES	Intensifier le développement et le transfert des technologies	Nombre de technologies valorisées	nb	RAPPORT	12	16	18	20		
ACTION 03 PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroître le nombre d'actifs de propriété industrielle protégés	Nombre d'actifs de propriété industrielle protégés	nb	RAPPORT DDTPI	4 930	5 032	5 512	6 000		
ACTION 04 VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE	Valoriser les produits de terroirs par les Indications Géographiques (IG) et marques collectives	Nombre d'Indications Géographiques ou marques collectives protégés	nb	RAPPORT	2	2	3	3		
ACTION 05 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	Améliorer la capacité d'absorption et d'accumulation des technologies	Taux de réalisation des infrastructures technologiques	%	rapport DDTPI	33	40	50	60		

1.2.2.5. Cadre logique du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

a. Présentation du programme

Du fait de sa création récente, le MINMIDT est confronté à plusieurs difficultés notamment :

– l'insuffisance et l'exiguïté des locaux tant au niveau des organes centraux, déconcentrés que sous- tutelles ;
– le manque de matériel informatique et du mobilier de bureau qualitatif;
– le manque de matériel roulant permettant des activités de contrôle et de surveillance dans les sites miniers ;
– l'absence d'un système d'information moderne;
– l'insuffisance de personnel en quantité et en qualité.

Tels sont entre autre, les défis auxquels le programme support est emmené à relever.

b. Stratégie programme

La stratégie du programme support consiste à:

– l'amélioration du cadre et des conditions de travail à travers la construction, la réhabilitation des bâtiments, l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau ;
– la formation du personnel et la gestion des ressources humaines afin de renforcer les capacités du personnel et assurer la gestion de la carrière, de la solde et des pensions;
– l'élaboration des textes juridiques et la défense de l'état en justice en ce qui concerne le sous-secteur;
– la coordination et le suivi/évaluation des activités des services;
– la préparation, le suivi de l'exécution financière et physique du budget;
– la promotion de la politique du gouvernement dans les secteurs des mines, de l'industrie et du développement technologique;
– la gestion documentaire;
– le développement et la mise à jour d'un Système d'Information du MINMIDT, à travers la mise en place des réseaux interconnectés et des services permettant le partage des informations.

c. Présentation des actions

ACTION 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

Cette action consiste à assurer le suivi et la gestion harmonieuse et efficace des programmes du MINMIDT conformément au texte organique

ACTION 02: ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Le MINMIDT s'est doté depuis 2010 de sa stratégie sectorielle afin de disposer d'un outil de planification de ses activités. Au regard des nouvelles réformes apportées, son actualisation se trouve être incontournable en collaboration avec tous les acteurs du secteur industries et service.

Cette action vise ainsi à assurer la mise en place d'outils de référence stratégiques et programmatiques. Elle doit également permettre d'assurer la maturation des projets du

MINMIDT, la constitution d'une banque de projets matures et le suivi des projets en cours d'exécution. Les activités sont essentiellement pilotées par la Division des Études, des Projets et de la Coopération(DEPCO).

ACTION 03:

ACTION 04: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT

Cette action consiste à suivre la mise en œuvre du budget; contrôler son exécution physique et assurer la mise en application de la réforme de la gestion des finances publiques. Ces activités sont essentiellement pilotées par le Comité PPBS du MINMIDT et la Direction des Affaires Générales (Sous- direction du Budget du Matériel et de la Maintenance).

ACTION 05: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT

Cette action doit permettre de disposer des données statistiques fiables relatives aux activités minières, industrielles et de développement technologiques. Il est question de mettre en place des banques et bases de données statistiques qui permettront entre autre de renseigner la chaine derésultat du MINMIDT à travers le renseignement des indicateurs des programmes et des actions. Les données sont consolidées par la Cellule des Études et des Statistiques

ACTION 06: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT

Cette action consiste à l'amélioration du cadre et des conditions de travails à travers la construction, la réhabilitation des bâtiments, l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau, l'acquisition du matériel roulant.

ACTION 07: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT

Cette action consiste à assurer la gestion des ressources humaines de l'état conformément au décret N°079/2012 portant régime de la déconcentration. Ces activités sont assurées par la Sous-direction des Personnels de la Solde et des Pensions et Cellule de Gestion du Projet SIGIPES. Elle permet aussi d'améliorer le rendement du personnel par des formations de renforcement des capacités.

ACTION 08:

ACTION 09: CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT

Les activités à mener dans le cadre de cette action permettent d'évaluer la performance des services, contrôler son fonctionnement par rapport aux objectifs fixés. L'inspection Générale est la structure responsable de cette action. La mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption est également concernée.

ACTION 10: CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT

Cette action qui est menée par la Division des Affaires Juridiques en collaboration avec les structures techniques vise essentiellement à :

– assurer le respect de la légalité et de la régularité juridique des actes engageant le ministère;
– l'élaboration des textes normatifs en relation avec les directions techniques;
– la représentation et la défense des intérêts de l'état en justice.

ACTION 11: COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT

Cette action consiste à mettre en œuvre la stratégie de communication du gouvernement au

sein du MINMIDT, et à veiller à la célérité dans le traitement des dossiers, centraliser les archives et gérer la documentation. Ces activités sont menées par la Cellule de la Communication, la Cellule de la Traduction et la Sous-direction de l'Accueil, du Courrier et de la Liaison.

ACTION 12:

Cette action consiste à veiller à la célérité dans le traitement des dossiers, centraliser les archives et gérer la documentation du Ministère. Ses activités sont menées par la Sous - Direction de l'Accueil, du Courrier et de la Liaison.

TABLEAU.6: Cadre logique du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2022	2023	2024	2025	2026	
PROGRAMME 039 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT	%	DAG	94,07	100	100	100		
ACTION 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT	Mettre à disposition des moyens d'accompagnement favorables à la mise en œuvre et au suivi des activités des structures des organes centraux, déconcentrés et sous tutelle du MINIMIDT	Taux de réalisation des activités inscrites sur la feuille de route ministérielle	%	RAPPORT DEPCO	96	100	100	100		
ACTION 02 ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense et la coopération au MINMIDT	Nombres d'outils de la planification et de mise en œuvre de la stratégie disponible par an	nb	RAPPORT DEPCO	12	6	6	6		
ACTION 03	re									
ACTION 04 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	Promouvoir la planification et la culture de l'évaluation	Nombre d'outils de la performance et de l'évaluation disponibles	nb	RAPPORT	6	6	6			
ACTION 05 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT	Améliorer le dispositif informationnel au MINMIDT	Nombre d'annuaires statistiques produits par an	nb	rapport DEPCO	1	1	1	1		
ACTION 06 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	Doter les services des infrastructures et des équipements adéquats	Taux de personnel disposant d'un poste de travail complet	%		31	33	40	50		
ACTION 07 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT	Renforcer les capacités du personnel et gérer la carrière et la solde	Nombre de personnels ayant bénéficié d'une formation	nb	RAPPORT d'activité SDPSP	294	365	360	400		
ACTION 08	re									
ACTION 09 CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	Assurer une gestion efficiente des ressources	Nombre de missions d'audit effectuées	nb	Rapport annuel d'activité IG	68	74	74	74		
ACTION 10 CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	Optimiser la production / présentation des textes juridiques et la gestion du contentieux	Nombre de textes et de conclusions juridiques élaborés	nb	RAPPORT DAJ	38	60	65			

ACTION 11 COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	Promouvoir la politique du gouvernement dans les secteurs des mines, de l'industrie, du développement technologique et de la qualité et Améliorer la gestion documentaire au MINMIDT	-Nombres des supports issus de la réalisation des activités	nb	RAPPORT CELCOM	253	256	260			
ACTION 12	Améliorer la qualité de la gestion documentaire au MINMIDT									

1.2.3. Description de la prise en compte du genre par programme

2.

APERÇU DU BILAN FINANCIER

2.1. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

Le graphique ci-dessous montre l'évolution du budget du MINMIDT entre 2008 et 2020. Passant de FCFA **9 378 000 000 en 2014** à FCF à **11 805 000 000 en 2017 et 8 236 586 en 2020**.

Depuis 2013, le budget du MINMIDT intègre des financements extérieurs du PRECASEM qui sont en moyenne de deux milliards cinq cent millions.

Pour l'année 2017, 4 720 000 000 ont été alloués à ce projet dont 4 000 000 000 de Financements Extérieures et 120 000 000 de fonds de contrepartie.

L'analyse du budget selon la source de financement met en relief deux sources : les ressources intérieures ordinaires (RI/O) et les financements extérieures qui viennent de la Banque Mondiale pour le projet PRECASEM.

Année	BIP	BF	total
2008	1 100 000	2 986 000	4 086 000
2009	2 500 000	2 299 000	4 799 000
2010	4 200 000	2 601 000	6 801 000
2011	2 000 000	2 441 000	4 441 000
2012	3 800 000	2 639 000	6 439 000
2013	3 000 000	4 878 000	7 878 000
2014	5 500 000	3 878 000	9 378 000
2015	4 211 000	5 600 000	9 811 000
2016	4 650 000	5 369 000	10 019 000
2017	6 720 000	5 085 000	11 805 000
2018	3 585 133	4 970 392	8 555 525
2019	4 062 078	4 748 067	8 810 145
2020	3 626 745	4 609 841	8 236 586
2021	3 973 000	5 523 000	9 496 000

2.1.1. Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales, par action

TABLEAU 6:
Exécution financière des dépenses du programme 376 en 2020

Intitulé	*AE INITIAL 2020*	*CP INITIAL 2020*	*AE REVISEE 2020*	*CP REVISEE 2020*	*CP consommé 2020*	*Taux d'exécution*
Appui au développement des activités d'exploitation des ressources minérales	*172 874*	*172 874*	*164 477*	*164 477*	*159 272*	*96.84*
Appui à la mise en œuvre des grands projets miniers	*23 166*	*23 166*	*16 220*	*16 220*	*16 174*	*99.72*
Amélioration de la gouvernance du secteur minier	*80 833*	*80 833*	*72 311*	*72 311*	*71 928*	*99.47*
Intensification de la recherche géologique et minière	*2 616 249*	*2 616 249*	*2 437 805*	*2 437 805*	*2 300 600*	*94.37*

Sécurisation des sites géologiques et miniers mines et de la géologie	*48 551*	*48 551*	*42 298*	*42 298*	*36 297*	*85.81*
Contrôle des activités minières et géologiques	*423 281*	*423 281*	*270 170*	*270 170*	*223 787*	*82.59*
Mise à disposition et diffusion des textes encadrant le secteur ainsi que l'information géologique et minière nationale	*30 949*	*30 949*	*55 302*	*55 302*	*54 546*	*98.51*
Total	**3 395 908**	**3 395 908**	**3 058 583**	**3 058 583**	**2 862 604**	**93.28**

Exécution financière des dépenses du programme 376 en 2021 à mi parcours :

Intitulé	***AE INITIAL 2021***	***CP INITIAL 2021***	***AE REVISEE 2021***	***CP REVISEE 2021***	***CP consommé 2021***	***Taux d'exécution***
Appui au développement des activités d'exploitation des ressources minérales	*321 000*	*321 000*	*321 000*	*321 000*	*307 999*	*95.95*
Amélioration de la gouvernance du secteur minier	*64 000*	*64 000*	*64 000*	*64 000*	*35 000*	*54.69*

Intensification de la recherche géologique et minière	*2 897 000*	*2 897 000*	*2 897 000*	*2 897 000*	*79 045*	*2.73*
Sécurisation des sites géologiques et miniers mines et de la géologie	*50 000*	*50 000*	*50 000*	*50 000*	*11 355*	*22.71*
Contrôle des activités minières et géologiques	*642 000*	*642 000*	*642 000*	*642 000*	*349 765*	*54.44*
Mise à disposition et diffusion des textes encadrant le secteur ainsi que l'information géologique et minière nationale	*28 000*	*28 000*	*28 000*	*28 000*	*4 000*	*14.29*
Total	**4 002 500**	**4 002 500**	**4 002 500**	**4 002 500**	**787 000**	**19.67**

TABLEAU.7: Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	996 375	47 680	4,79 %	101 500	0	0,00 %
03 - RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER	45 050	44 780	99,40 %	239 000	0	0,00 %
05 - PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL	33 900	26 714	78,80 %	17 000	2 550	15,00 %
06 - GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES	1 197 151	117 943	9,85 %	844 000	8 500	1,01 %
TOTAL PROGRAMME 035	**2 272 476**	**237 117**	**10,43 %**	**1 201 500**	**11 050**	**0,92 %**

2.1.2. Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par action

TABLEAU.7:
Exécution financière des dépenses du programme 377 en 2020

Intitulé	AE INITIALE 2020	CP INITIALE 2020	AE RÉVISÉE 2020	CP RÉVISÉE 2020	CP consommé 2020	Taux d'exécution
Promotion d'un cadre incitatif a la diversification industrielle	*402 197*	*402 197*	*411 445*	*441 445*	*410 745*	*99.83*
Appui aux initiatives de transformation des matières premières agricoles, minières et forestières	*22 874*	*22 874*	*46 956*	*46 956*	*44 300*	*95.65*
Renforcement et développement des infrastructures de soutien aux activités de transformation	*90 166*	*90 166*	*81 242*	*81 242*	*81 210*	*99.96*
Protection et sécurisation du tissu industriel	*61 208*	*61 208*	*52 276*	*52 276*	*50 935*	*97.44*
Appui a la compétitivité des filières industrielles	*22 874*	*22 874*	*19 743*	*19 743*	*19 596*	*99.25*

Développement des normes alimentaires et de la sécurité sanitaires des aliments	*37 745*	*37 745*	*27 563*	*27 563*	*27 501*	*99.77*
Suivi et contrôle des activités du secteur industriel, des normes et de qualité	*894 626*	*894 626*	*892 202*	*892 202*	*743 177*	*83.30*
Total	***1 531 695***	***1 531 695***	***1 531 430***	***1 531 430***	***1 345 175***	***87.84***

Exécution financière des dépenses du programme 377 en 2021 à mi-parcours

Intitulé	*AE INITIALE 2021*	*CP INITIALE 2021*	*AE RÉVISÉE 2021*	*CP RÉVISÉE 2021*	*CP consommé 2021*	*Taux d'exécution*
Promotion d'un cadre incitatif à la diversification industrielle	*570 000*	*570 000*	*483 600*	*483 600*	*0*	*0*
Appui aux initiatives de transformation des matières premières agricoles, minières et forestières	*9 000*	*9 000*	*9 000*	*9 000*	*4 000*	*44.44*

Renforcement et développement des infrastructures de soutien aux activités de transformation	*93 000*	*93 000*	*93 000*	*93 000*	*60 980*	*65.57*
Protection et sécurisation du tissu industriel	*56 000*	*56 000*	*144 000*	*144 000*	*15 900*	*10.254*
Appui a la compétitivité des filières industrielles	*655 000*	*655 000*	*655 000*	*655 000*	*6 755*	*0.253*
Développement des normes alimentaires et de la sécurité sanitaires des aliments	*36 000*	*36 000*	*34 400*	*34 400*	*16 200*	*47.09*

Suivi et contrôle des activités du secteur industriel, des normes et de qualité	*637 00*	*637 000*	*637 000*	*637 000*	*6 393*	*0.250*
Total	***2 056 000***	***2 056 000***	***2 056 000***	***2 056 000***	***110 228***	***5.36***

TABLEAU.8: Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)	29 750	21 240	71,39 %	21 000	0	0,00 %
02 - RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)	25 850	24 635	95,30 %	15 000	0	0,00 %
03 - DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE EN VUE DE LA FABRICATION DES MEDICAMENTS GENERIQUES,REACTIFS ET CONSOMMABLES MEDICAUX AINSI QUE LES PRODUITS COSMETIQUES	40 500	28 215	69,67 %	17 000	0	0,00 %
04 - RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE	17 850	12 740	71,37 %	8 000	0	0,00 %
05 - FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES	29 750	32 740	110,05 %	109 900	0	0,00 %
06 - PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES	594 575	70 505	11,86 %	720 000	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 036	**738 275**	**190 075**	**25,75 %**	**890 900**	**0**	**0,00 %**

2.1.3. Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par action

TABLEAU.8:
Exécution financière des dépenses du programme 378 en 2020

Intitulé	*AE INITIALE 2020*	*CP INITIALE 2020*	*AE RÉVISÉE 2020*	*CP RÉVISÉE 2020*	*CP consommé en 2020*	*Taux d'exécution*

Elaboration et mise en œuvre d'un cadre stratégique et juridique	*23 143*	*23 143*	*17 188*	*17 188*	*16 951*	*98.62*
Promotion des technologies et appui au prototypage	*36 708*	*36 708*	*36 708*	*36 708*	*36 700*	*99.98*
Protection et promotion des actifs de la propriété industrielle	*31 124*	*31 124*	*27 333*	*27 333*	*27 076*	*99.06*
Appui a la mise en place des parcs technologiques de référence (technopoles)	*6 499*	*6 499*	*6 499*	*6 499*	*6 360*	*97.85*
Mise en œuvre des activités de développement technologique et de la PI	*483 595*	*483 595*	*320 526*	*320 526*	*320 526*	*100*
Total	***581 074***	***581 074***	***408 257***	***408 257***	***407 614***	***99.84***

Exécution financière des dépenses du programme 378 en 2021 à mi parcours

Intitulé	*AE INITIALE 2021*	*CP INITIALE 2021*	*AE RÉVISÉE 2021*	*CP RÉVISÉE 2021*	*CP consommé en 2021*	*Taux d'exécution*
Elaboration et mise en œuvre d'un cadre stratégique et juridique	*16 000*	*16 000*	*16 000*	*16 000*	*2 399*	*15*
Promotion des technologies et appui au prototypage	*47 000*	*47 000*	*50 200*	*50 200*	*39 918*	*79.52*
Protection et promotion des actifs de la propriété industrielle	*14 000*	*14 000*	*14 000*	*14 000*	*0*	*0*

Appui a la mise en place des parcs technologiques de référence (technopoles)	*23 000*	*23 000*	*23 000*	*23 000*	*5 953*	*25.88*
Mise en œuvre des activités de développement technologique et de la PI	*924 000*	*924 000*	*920 800*	*920 800*	*5 399*	*0.59*
Total	***1 024 000***	***1 024 000***	***1 024 000***	***1 024 000***	***53 670***	***5.24***

TABLEAU.9: Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION	13 350	20 660	154,76 %	5 000	0	0,00 %
02 - AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	14 750	11 894	80,64 %	17 000	3 400	20,00 %
03 - AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	630 350	613 379	97,31 %	208 000	0	0,00 %
04 - PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES	9 775	9 775	100,00 %	19 000	0	0,00 %
05 - PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	20 275	18 565	91,57 %	27 000	0	0,00 %
06 - AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES	431 390	30 565	7,09 %	747 000	19 550	2,62 %
TOTAL PROGRAMME 037	**1 119 890**	**704 838**	**62,94 %**	**1 023 000**	**22 950**	**2,24 %**

2.1.4. Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par action

TABLEAU.9:
Exécution financière des dépenses du programme 379 en 2020

Intitulé	*AE INITIALE 2020*	*CP INITIALE 2020*	*AE RÉVISÉE 2020*	*CP RÉVISÉE 2020*	*CP consommé en 2020*	*Taux d'exécution*
Études stratégiques et planification au MINMIDT	*194 674*	*194 674*	*96 600*	*96 600*	*90 778*	*93.97*

Coordination et suivi des activités des services du MINMIDT	*1 006 165*	*1 006 165*	*950 891*	*950 891*	*775 312*	*81.54*
Gestion financière et budgétaire au MINMIDT	*65 379*	*65 379*	*81 753*	*81 753*	*81 745*	*99.99*
Développement du système d'information statistique au MINMIDT	*25 291*	*25 291*	*15 417*	*15 417*	*15 270*	*99.04*
Amélioration du cadre de travail au MINMIDT	*280 144*	*280 144*	*343 964*	*343 964*	*278 872*	*80.254*
Développement des ressources humaines	*769 583*	*769 583*	*1 072 485*	*1 072 485*	*940 285*	*87.63*
Développement des TIC au MINMIDT	*175 233*	*175 233*	*234 721*	*234 721*	*204 339*	*87.08*
Contrôle et audit interne au MINMIDT	*63 899*	*63 899*	*63 726*	*63 726*	*63 684*	*99.93*
Conseil juridique AU MINMIDT	*31 616*	*31 616*	*30 458*	*30 458*	*28 641*	*94.03*
Communication et relation publique AU MINMIDT	*70 650*	*70 650*	*70 480*	*70 480*	*70 073*	*99.42*
Gestion des ressources documentaires au MINMIDT	*45 270*	*45 270*	*37 763*	*37 763*	*37 761*	*99.99*
Total	***2 727 910***	***2 727 910***	***2998 254***	***2 998 254***	***2 774 747***	***92.54***

Exécution financière des dépenses du programme 379 en 2021 à mi parcours

Intitulé	*AE INITIALE 2021*	*CP INITIALE 2021*	*AE RÉVISÉE 2021*	*CP RÉVISÉE 2021*	*CP consommé en 2021*	*Taux d'exécution*

Études stratégiques et planification au MINMIDT	*107 000*	*107 000*	*95 000*	*95 000*	*23 620*	*24.86*
Coordination et suivi des activités des services du MINMIDT	*1 289 500*	*1 289 500*	*1 332 700*	*1 332 700*	*429 341*	*32.22*
Gestion financière et budgétaire au MINMIDT	*82 000*	*82 000*	*82 000*	*82 000*	*18 797*	*22.92*
Développement du système d'information statistique au MINMIDT	*19 000*	*19 000*	*19 000*	*19 000*	*0*	*0.00*
Amélioration du cadre de travail au MINMIDT	*178 000*	*178 000*	*178 000*	*178 000*	*14 400*	*8.09*
Développement des ressources humaines	*375 500*	*375 500*	*372 300*	*372 300*	*181 313*	*48.70*
Développement des TIC au MINMIDT	*158 000*	*158 000*	*130 000*	*130 000*	*87 651*	*67.42*
Contrôle et audit interne au MINMIDT	*67 000*	*67 000*	*67 000*	*67 000*	*31 579*	*47.13*
Conseil juridique AU MINMIDT	*44 000*	*44 000*	*44 000*	*44 000*	*10 399*	*23.64*
Communication et relation publique AU MINMIDT	*48 500*	*48 500*	*48 500*	*48 500*	*7 600*	*15.67*
Gestion des ressources documentaires au MINMIDT	*45 000*	*45 000*	*45 000*	*45 000*	*11 000*	*24.44*
Total	***2 413 500***	***2 413 500***	***2 413 500***	***2 413 500***	***815 703***	***33.80***

TABLEAU.10: Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE	19 550	3 390	17,34 %	13 000	0	0,00 %
02 - APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES	14 350	14 335	99,90 %	8 000	0	0,00 %
03 - PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	0	0	0,00 %	8 000		
04 - VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE	104 100	78 525	75,43 %	10 000	0	0,00 %
05 - DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	606 800	210 440	34,68 %	844 000	8 465	1,00 %
TOTAL PROGRAMME 038	**744 800**	**306 690**	**41,18 %**	**883 000**	**8 465**	**0,96 %**

2.1.5. Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par action

TABLEAU.11: Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT	1 145 200	824 855	72,03 %	1 656 500	149 383	9,02 %
02 - ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	173 450	146 661	84,56 %	125 750	16 050	12,76 %
04 - GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	66 050	60 279	91,26 %	81 750	12 750	15,60 %
05 - DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT	117 510	81 100	69,02 %	132 000	13 430	10,17 %
06 - AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	189 950	137 922	72,61 %	472 100	8 490	1,80 %
07 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT	652 649	2 666 722	408,60 %	365 500	23 040	6,30 %
09 - CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	95 000	92 019	96,86 %	108 000	19 470	18,03 %
10 - CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	46 250	41 498	89,73 %	45 000	7 550	16,78 %
11 - COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	110 750	93 029	84,00 %	85 000	4 900	5,76 %
TOTAL PROGRAMME 039	**2 596 809**	**4 144 085**	**159,58 %**	**3 071 600**	**255 063**	**8,30 %**

2.2. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SUIVANT LES NATURES DE DEPENSE

2.2.1. Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales, par nature de dépenses

TABLEAU.12: Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**1 322 476**	**237 117**	**17,93 %**	**1 051 500**	**11 050**	**1,05 %**
SALAIRES	723 151	0	0,00 %	600 000	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	26 000	22 077	84,91 %	28 000	0	0,00 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	573 325	215 040	37,51 %	423 500	11 050	2,61 %
INVESTISSEMENT	**950 000**	**0**	**0,00 %**	**150 000**	**0**	**0,00 %**
BIP RIO	50 000	0	0,00 %	150 000	0	0,00 %
FINEX	900 000			0	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 035	**2 272 476**	**237 117**	**10,43 %**	**1 201 500**	**11 050**	**0,92 %**

2.2.2. Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par nature de dépenses

TABLEAU.13: Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**738 275**	**190 075**	**25,75 %**	**849 000**	**0**	**0,00 %**
SALAIRES	500 000	0	0,00 %	639 000	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	26 200	22 270	85,00 %	12 000	0	0,00 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	212 075	167 805	79,13 %	198 000	0	0,00 %
INVESTISSEMENT	**0**	**0**	**0,00 %**	**41 900**		
BIP RIO	0	0	0,00 %	41 900		
TOTAL PROGRAMME 036	**738 275**	**190 075**	**25,75 %**	**890 900**	**0**	**0,00 %**

2.2.3. Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par nature de dépenses

TABLEAU.14: Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**519 890**	**109 074**	**20,98 %**	**823 000**	**22 950**	**2,79 %**
SALAIRES	400 000	0	0,00 %	700 000	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	15 000	12 750	85,00 %	14 000	0	0,00 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	104 890	96 324	91,83 %	109 000	22 950	21,06 %
INVESTISSEMENT	**600 000**	**595 764**	**99,29 %**	**200 000**	**0**	**0,00 %**
BIP RIO	600 000	595 764	99,29 %	200 000	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 037	**1 119 890**	**704 838**	**62,94 %**	**1 023 000**	**22 950**	**2,24 %**

2.2.4. Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par nature de dépenses

TABLEAU.15: Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**544 800**	**107 296**	**19,69 %**	**728 000**	**8 465**	**1,16 %**
SALAIRES	400 000	0	0,00 %	600 000	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	19 000	11 900	62,63 %	24 000	0	0,00 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	125 800	95 396	75,83 %	104 000	8 465	8,14 %
INVESTISSEMENT	**200 000**	**199 394**	**99,70 %**	**155 000**	**0**	**0,00 %**
BIP RIO	200 000	199 394	99,70 %	155 000	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 038	**744 800**	**306 690**	**41,18 %**	**883 000**	**8 465**	**0,96 %**

2.2.5. Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par nature de dépenses

TABLEAU.16: Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**2 446 809**	**3 959 085**	**161,81 %**	**2 618 500**	**255 063**	**9,74 %**
SALAIRES	518 849	2 542 000	489,93 %	200 000	0	0,00 %
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	330 800	201 202	60,82 %	340 000	19 640	5,78 %
BOURSES ET STAGES	99 450	99 307	99,86 %	0	0	0,00 %
AUTRES BIENS ET SERVICES	1 497 710	1 116 576	74,55 %	2 078 500	235 423	11,33 %
INVESTISSEMENT	**150 000**	**185 000**	**123,33 %**	**453 100**	**0**	**0,00 %**
	0	85 000	0,00 %	0	0	0,00 %
BIP RIO	150 000	100 000	66,67 %	453 100	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 039	**2 596 809**	**4 144 085**	**159,58 %**	**3 071 600**	**255 063**	**8,30 %**

2.3. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

DIFFICULTES

Les difficultés auxquelles fait face le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique pour une mise en œuvre efficace des activités dans son sous-secteur sont nombreuses. Elles sont d'ordre normatif, domanial, logistique, infrastructurel, budgétaires, etc. Sur le plan normatif, dans le secteur minier, l'absence des textes d'application de la loi portant code minier qui a été promulgué par le Chef de l'Etat en décembre 2016 constitue un véritable handicap pour l'application dudit code dans la mesure où plusieurs dispositions de cette loi renvoient aux textes d'application notamment à un décret et des arrêtés. Ainsi, la pleine mise en œuvre de ce texte qui vient résoudre les problèmes de gouvernance que connait ce secteur d'activités et qui est très incitatifs à l'égard des investisseurs est indispensable. Sur le plan domanial, la superposition des titres miniers et d'autres zones d'intérêt synergétique ne facilite pas la délivrance des permis d'exploitation minière. Ce qui cause un sérieux frein au développement des activités minières. Sur le plan logistique, l'insuffisance voir l'inexistence

dans certaines zones d'infrastructures de transport adéquates retarde le démarrage de l'exploitation minière à cause du coût élevé de construction desdites voies. En outre, les problèmes sécuritaires dans le nord du pays, au Nord-ouest et au Sud-ouest ont porté un coup sérieux aux travaux de recherche minière et pétrolière dans ces zones.

Dans le même registre, le secteur du Développement Technologique fait face à une absence d'un cadre légal qui encadre tous le secteur, qui devrait règlementer les aspects de transfert de technologie, de veille et de financement du développement technologie qui est aspect très important qui peut booster l'industrie locale. D'autre le propriété intellectuelle est un aspect encore très peu connu de notre tissu industriel donc très peu exploité cependant Il ressort que ce secteur fait face à l'insuffisance des ressources financières à lui allouer. Le potentiel est pourtant important, si on mettait d'avantage de ressource à travers l'exploitation des produits de terroirs donc la qualité liée à l'origine confère des propriétés extraordinaires.
Sur un tout autre plan l'absence d'un cadre législatif qui organise l'infrastructure qualité est une difficulté sérieuse pour le processus d'industrialisation de notre pays. Cette loi est capitale et viendra organiser le secteur de la norme et de la qualité au Cameroun.

Pour finir sur ce plan, l'absence de la loi d'orientation et de programmation des industries structurantes du PDI hypothèque la mise en œuvre du PDI. Pour l'année 2020, l'exécution des activités concernant la mise en œuvre du PDI n'a pas été possible. En effet, l'instruction de la haute hiérarchie de reformuler le PDI a conduit à la mise en veuille des activités prévues notamment la réalisation de certaines activités stratégiques de base permettant de rendre effectif ce document (PDI). De plus, au cours de cette année, plusieurs facteurs exogènes ont rendu difficile l'exécution de certaines activités à l'instar du collectif budgétaire qui, a réduit l'enveloppe globale du Ministère pour faire face aux effets du Covid 19.D'ailleurs, cette pandémie a plombée la campagne nationale d'inspection, handicapant de ce fait le travail des services déconcentrés.

S'agissant des questions domaniales, elles sont liées à la nécessité de disposer de réserves foncièrespour l'implantation des industries. En effet, l'industrie a besoin d'espace pour la production de la matière première agricole et la construction des unités de transformation. Plusieurs sollicitations d'industriels sont ainsi restées sans réponses à ce jour du fait l'indisponibilité des terres. Par ailleurs, les quelques espaces rendus disponibles notamment à la MAGZI ne sont pas normalement aménagés du en raison de l'insuffisance des ressources budgétaires.

S'agissant justement des ressources budgétaires, l'enveloppe budgétaire du MINMIDT n'a pas connu depuis plusieurs années, l'évolution souhaitée en dépit du fait que des efforts ont été fait pour la maturation des projets et des enjeux de plus en plus importants à l'instar de la mise en œuvre du PDI. Plusieurs projets capitaux ne peuvent ainsi être budgétisés du fait à cause de la taille très réduite de l'enveloppe budgétaire alors que le sous-secteur est placé au centre des préoccupations liées à l'atteinte des objectifs intermédiaires de la Vision 2035, notamment

l’atteinte du stade de NPI et de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
Le manque de ressources financières ou budgétaires ne permet pas de mettre convenablement en œuvre la politique de développement technologique sans laquelle notre processus d’industrialisation ne peut être viable et efficace. Ainsi l’activité de soutien au prototypage et ou d’accompagnement des inventeurs camerounais souffre de ce manque de ressources.

D’un point de vue logistique, le ministère ne dispose quasiment pas de matériel roulant pour réaliser la mission qui lui est confiée. Que ce soit au niveau central ou déconcentré, qu’il s’agisse des structures opérationnelles ou stratégiques, le manque de matériel roulant handicape le MINMIDT. Cette situation est préoccupante dans la mesure où elle constitue un frein pour les performances de ce Département ministériel qui est producteur de recettes. Il convient de relever que les productions des opérateurs du secteur relèvent du régime des déclarations. Ainsi une absence ou un suivi lâche entraine un manque à gagner important en termes de taxes ou de quotte part ou d’impôt synthétique. Sur un tout autre plan, les activités menées par les opérateurs du secteur minier nécessitent l’emploi de substances explosives. Ainsi les activités d’importations, de conservation et d’utilisation de ces substances méritent un suivi tout particulier. Une absence de matériel roulant pour ce suivi laisse la porte ouverte à des risques importants.

Sur le plan infrastructurel, autant les services centraux que déconcentrés sont très mal lotis en matière de bâtiments pour abriter leurs personnels. Les quelques-uns qui existent sont vétustes, inadaptés pour usage administratif, très insuffisant, exigus et donc peu propice à un rendement efficace du personnel.

Sur un tout autre plan, l'on observe la mise en place progressive d’un système d’information statistiqueavec la production de l'annuaire statistique 2019 qui permet à nos jpurs d'avoir une vue peut-etre exacte des données statististiques car beaucoup d'efforts reste à faire dans l'assimilation du processus de collectes des données. ce qui rend l'évaluation de la chaine des résultats particulièrement difficile.

2.3.2. Propositions de solutions

PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Les propositions de solutions qui découlent.

Si des efforts sont à faire pour permettre à toutes les parties prenates de s'approprier les méthodes et techniques de collectes de données et de calcules des indicateurs malgrés la modicité du budget y relatif.

Après la refondation des programmes du MINMIDT, il est envisagé une mise en oeuvre plus réaliste, et adaptés aux nouveaux objectifs tout en experent que les indicateurs y afférents

seront plus SMART et en mesure de rendre compte de l'impact de la mise en œuvre des activités du MINMIDT sur l'économie camerounaise.

Pour ce qui est du programme 376, il est nécessaire de :

-faire une refonte du système domanial ;

- construire des infrastructures de transport adéquates ;

- sécuriser les régions de l'Extrême-nord, de l'Est, du Nord-ouest et du Sud-ouest ;

- élaborer et faire signer des textes d'application du Code Minier ;

- opérationnaliser la SONAMINES.

Pour ce qui est du programme 377, il conviendrait pour 2022, d'octroyer un peu plus de ressources pour la campagne nationale d'inspection en vue de permettre aux inspecteurs assermentés de couvrir le maximum d'entreprises. Cette activité permet d'améliorer la sécurité des installations industrielles et de procurer des recettes importantes à l'Etat. Dans la même veine, il est nécessaire pour cette année de mettre plus de ressources pour l'opérationnalisation du PDI vu que la SND30 a repris la quasi-totalité des piliers de cette boussole industrielle. :

Pour ce qui est du programme 379, il est nécessaire de :

- finaliser et l'adopter la loi cadre du Développement Technologique permettrait de comblé le vide qui existe dans ce domaine et énoncerait les stratégies à mettre en œuvre pour le rattrapage, le transfert et le financement des activités de développement technologique ;

- créer un projet de mise en place des technopôles de références au Cameroun permettrait à coup sûr d'apporter une réelle accélération à la mise en place dudit projet ;

- créer un programme permettant la valorisation des produits agricoles du terroir et leur érection en Indications Géographiques protégés et Marque collective.

Sur le plan logistique et infrastructurel des débuts de solutions ont été inscrit dans le budget 2019 avec une étude architecturale et l'acquisition de matériel roulant. Ces projets doivent être absolument poursuivis dans leur mise en œuvre. S'agissant du volet domanial des actions de mise à disposition d'espaces doivent être sérieusement envisagées avec le MINDCAF.

Le budget du MINMIDT devrait être à l'image des attentes légitimes placées en ce Département ministériel pour donner toutes les chance d'une bonne mise en œuvre au PDI et amorcer enfin résolument le processus d'industrialisation, et le financement des projets importants qui sont

restés jusque-là en veilleuse en raison du manque de financement.

Les textes d'application du code minier et la loi sur l'infrastructure qualité, la loi d'orientation et de programmation du PDI sont une impérieuse nécessité.

JUSTIFICATION DES DEMANDES SPECIALES
DOMAINE MINIER

DOMAINE INDUSTRIEL

Au cours de la décennie 2010-2020, les activés du secteur industriel étaient porté par le 377 intitulé : **DIVERSIFICATION ET AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES.**

Ce secteur a connu une véritable mutation dans tous les sous-secteurs. Cette embellie est en partie due aux efforts réalisés par le Gouvernement pour l'amélioration du climat des affaires, notamment la loi du 18 avril 2013 relative à l'investissement privé en République qui a permis à beaucoup d'investisseur de concrétiser leur projet.

Ainsi, le secteur des cimenteries a connu au cours de cette période une évolution spectaculaire. Initialement dominé par un seul acteur historique, les Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM) ce secteur a vu l'arrivée de quatre nouveaux acteurs, notamment DANGOTE CIMENT, CIMAF, MEDCEM et MIRA Co.

La même tendance haussière a été observée dans le secteur agro-alimentaire et particulièrement les entreprises de raffinage des huiles végétales qui a vu la capacité de production des entreprises doublée grâce aux extensions réalisées dans le cadre des avantages de la loi du 18 avril 2013. Des efforts se poursuivent d'ailleurs encore dans ce secteur pour inverser la situation actuelle caractérisée par un déficit structurel de plus de 100 000 T/an.

Les structures et installations d'accueils des entreprises ont également vu leur capacité s'étendre. Ainsi la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielle capacités a aménagé deux nouvelles Zones Industrielles à Bertoua.

Comme perspective dans le cadre du triennal 2022-2024, l'intitulé du programme a été réajusté avec de s'adapter avec les nouvelles orientations Gouvernementales, notamment la stratégie de Developpement SND 30. Ainsi **le Programme 377 Intitulera " Développement et densification du tissu industriel".**
L'objectif affiché dans ce programme est en phase avec les orientations stratégiques de la SND30 qui visent l'industrialisation et la diversification de l'économie à travers une

transformation structurelle de l'économie et un accroissement significatif de la ***contribution du secteur manufacturier à l'économie locale.*** Cette transformation structurelle qui passe par la densification de l'industrie manufacturière, une hausse de la productivité dans l'agriculture ainsi qu'un rattrapage technologique sera mise en œuvre conformément aux orientations de certains piliers stratégiques structurants de la SND 30 à savoir :

Agro-industrie ;

forêt-bois ;

Textile-Confection-Cuir ;

Mines-Métallurgie-Sidérurgie ;

Hydrocarbure-Raffinage-pétrochimie ;

Chimie-pharmacie ;

Concrètement, les activités inscrites dans le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du programme 377 permettront une véritable transformation des matières premières locales afin de soutenir efficacement la politique d'import substitution des produits de grande consommation promue dans la SND 30 comme principal levier de renforcement de la souveraineté économique pour une croissance plus endogène.

A ce titre, les principales activités prévues consisteront entre autres à:

renforcer les capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires. Celle-ci permettra d'intégrer globalement les principales filières agro-industrielles prioritaire à savoir coton, café-cacao, huile de palme, sucre, riz etc qui plombent notre balance commerciale. Elle permettra spécifiquement de rendre disponible les produits de grande consommation et aura comme effet induit, le rééquilibrage progressif de la balance commerciale et la promotion de l'industrie locale. Elle permettra donc d'accroitre en quantité et en qualité la production des produits agricoles afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire, d'approvisionner la demande croissante des agro-industries nationales en matières premières agricoles et de conquérir les marchés internationaux plus particulièrement ceux de la sous régions CEEAC et CEDEAO. A travers cette activité des espaces seront rendus disponibles au profit des projets agro industrielle de façon à permettre à ces derniers d'une part, de produire plus de matières premières et d'autre part, d'accroitre leurs capacités de production. Toute chose qui rendra opérationnel le pilier agro-industrie qui vise à faire du Cameroun le nourricier et l'équipementier de la CEEAC ;

développer la filière Mine-Métallurgie Sidérurgie. Celle-ci va s'adosser sur la valorisation du potentiel bauxitique local. Elle permettra par d'ailleurs de poursuivre la mise en œuvre du plan de restructuration de la Compagnie Camerounaise d'Aluminium

élaboré et validé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2019 et dont les objectifs sont l'accroissement de la capacité de production de l'unité existante, l'augmentation de la valeur ajoutée locale et la consolidation de la filière Aluminium. De façon spécifique ledit plan ambitionne à **court termes**, de recapitaliser ALUCAM puis de porter les capacités de production de l'unité existante de 100 000 T/ an à 120 000T/an à travers la saturation et l'optimisation du contrat d'énergie par la modification de la taille de l'anode et de la cathode. Ces actions à cout termes permettront de remettre à niveau l'outil de production, de redémarrer les cuves à l'arrêt et d'assurer l'approvisionnement en matière première. A **moyen et long termes** il s'agira de diversifier sa production à travers la production des fils haute tension et l'accroissement des capacités de production de l'unité de 120 000 T/ an à 360 000 T/an. Elle devrait donc participer à transformer localement la quasi-totalité de la production de ALUCAM à travers la fourniture en quantité suffisante de la matière première des entreprises en aval de la chaîne telle que Phallucam (production des châssis en aluminium pour bâtiments), Everwell (production des fils basse et moyenne tension) et Sunday (panneaux pour habillage mural.

mettre en place des Zones Economiques Spéciales (ZES) pour la transformation du bois L'objectif Général de cette activité à termes est de mettre en place quatre zones économiques spéciales, précisément à Edéa, Bertoua, Kribi et Douala afin d'anticiper sur la mesure d'interdiction de l'importation des grumes décidée par tous les Etats de la CEMAC le 18 septembre 2020 dont l'entrée en vigueur effective est prevue pour le 1er janvier de l'année 2022. Elle permettra également au Cameroun de bâtir à moyen terme, une véritable industrie de transformation bois (1ere, 2e, 3e et 4e) capable non seulement de satisfaire le marché intérieur, mais également de conquérir des part de marché à l'international en capitalisation sur l'entrée en vigueur de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF). A travers cette activité, les importations des produits issus de la 1ere à la 4 e transformation du bois qui déséquilibre grandement notre balance commerciale seront produit localement au vu de la richesse et de la diversité des essences des forêts camerounaise. Des espaces et terres nécessaires pour la mise en places de ses zones seront sécurisés, les infrastructures de bases, telle que les routes, l'énergie et l'eau seront rendu disponibles sur lesdits espaces ainsi que les aménagements de base afin d'inciter et faciliter l'implantation des entreprises.

mettre en œuvre les actions de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique. Cette activité s'inscrit dans la perspective de permettre au Cameroun de bâtir une industrie pharmaceutique solide. Dans cette veine, le Cameroun a élaboré pour le compte de l'exercice 2021, une stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique visant à créer une véritable industrie pharmaceutique capable de permettre au Cameroun de de constituer une première barrière protectrice contre la survenue d'une pandémie ou d'une épidémie. La mise en œuvre des actions de ladite stratégie figure donc comme priorité pour le compte des CDMT 2022-2024. Ces actions qui permettront au Cameroun de se doter d'une véritable base industrielle concernant la pharmacie de façon à produire localement certains intrants et médicaments génériques de base se déclinent sous forme d'appuis à accorder aux industriels du domaine pour l'acquisition des équipements afin de doper et densifier la base de données de la production locale. Elle permettra également au Cameroun d'élaborer et d'adopter des normes rigoureuses sur ces produits afin de les crédibiliser hors des frontières nationales et de conquérir des parts de marchés.

Confectionner les tenues des grands corps techniques de l'Etat (FMO, corps médical écoliers.). Cette activité s'inscrit dans la vision globale du Plan Directeur

d'Industrialisation et de la SND 30 d'accroître significativement le taux de transformation locale du coton Cameroun. A titre de rappel le Cameroun transforme actuellement moins de 2 % de son coton et la SND 30 ambitionne de porter ce taux à plus de 50% d'ici 2030. Ce sous-entend multiplier le taux actuel par un facteur de 25 en 9 ans. Pour ce faire, la stratégie adoptée consistera à faire de la commande publique un puissant levier pour le développement de cette filière. A ce titre les premières actions consisteront dans un à renouveler l'outil de production des unités cotonnières existantes afin de les rendre aux normes. Ensuite il s'agira de créer de nouvelles unités, notamment une filature de 300 000T/an de la région de l'Adamaoua. Elle sera ensuite complétée par la mise en place des ateliers spécialisés dans la confection des tenues des grands corps techniques de l'Etat à l'instars des Forces de Maintien de l'Ordre (FMO), des écoliers, lycéens et du personnel de santé pour absorber directement le besoin de ces corps spécialisés. Cette orientation permettra de parer dans une certaine mesure au déséquilibre de notre balance commerciale concernant les produits textile en reduisant drastiquement les importations;

Sécuriser les activités industrielles et constituer les statistiques relatives aux établissements classés. Celle-ci se fera à travers la réalisation des inspections, le recensement des appareils à pression et de levage, des pipelines afin de renforcer la sécurité desdits établissements ;

Les activités liées à l'aménagement et la gestion des zones industrielles (MAGZI)

La Mission d'Aménagement et de gestion des Zones Industrielles poursuivra ses activités à travers, notamment l'Elaboration et mise en œuvre du programme national de développement des zones industrielles qui consistera en :

la création de nouvelles zones industrielle de façon à faciliter l'installation des investisseurs sur l'étendue du territoire nationale ;

la modernisation et la remise en état des zones industrielle existante ;

la poursuivre des opérations de déguerpissements

Activité de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA)

Pour le triennal 2022-2024, la CCIMA poursuivra sa modernisation à travers les activités de :

dématérialisation des procédures du commerce extérieur ;

la construction des entrepôts de 20 ha au PAK ;

la construction d'un centre d'exposition à NSIMALEN ;

la construction de la délégation régionale de l'Adamaoua.

DOMAINE DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Le contexte actuel étant marqué par une mondialisation galopante, une libération des échanges et une réduction des barrières tarifaires à travers différents accords, notamment la loi sur les échanges commerciaux en Afrique (AGOA), les accords de partenariat économique(APE), les accords de libre-échange continental(CFTA) et plus récemment la zone de libre-échange continental africaine(ZELCAF). Cette situation induit au Cameroun, si rien n'est fait, les risques énormes pouvant aller à l'atrophie de notre tissu économique à savoir :

- le déferlement de produit douteux que nous ne pouvons pas contrôler à cause de notre faible niveau de développement de l'infrastructure qualité,
- la perte des parts de marché au niveau régional et international,
- la baisse de compétitivité de l'économie nationale par la présence des produits venant d'autres pays dont le niveau de l'infrastructure qualité est avéré.

Face à ce large éventail d'opportunités qui se présentent pour nous comme des menaces, il est nécessaire voire impératif que le Gouvernement, dans son rôle régalien, prenne des mesures qui visent à protéger le droit à la santé et à la sécurité des consommateurs ainsi que la protection des intérêts et des droits des producteurs locaux.

Le tableau des efforts gouvernementaux n'est pas idyllique à nos jours. En effet, après la création de l'Agence des Normes et de la Qualité(ANOR) par décret organique N°2009/296 du 17 septembre 2009 et du Programme d'Evaluation de la Conformité des marchandises avant embarquement(PECAE), beaucoup reste à faire s'il faut que l'infrastructure qualité accompagne l'industrie à porter la part de la production manufacturière dans le Produit Intérieur Brut (PIB), à 23 - 24 % requis pour atteindre le stade de NPI.

En conséquence, pour inverser la tendance actuelle, l'industrie camerounaise doit se greffer au tour d'une infrastructure qualité performante, compétitive, efficace et intégrée qui prend en compte les piliers suivants:

(i) la normalisation ;
(ii) l'évaluation de la conformité;
(iii) la métrologie ;
(iv) l'accréditation

Sur le moyen terme, le MINMIDT entend, à travers le « Programme de l'infrastructure qualité», mettre l'accent sur :

(i) l'accroissement du portefeuille des normes camerounaises;
(ii) la réorganisation du système d'évaluation de la conformité par la construction des laboratoires d'analyses et d'essais;
(iii) l'amélioration des prestations en métrologie industrielle par l'achèvement du laboratoire de référence de métrologie et la réorganisation du CAEMI ;

(iv) l'amélioration des activités du Codex Alimentarius;
(v) la création de l'organisme national d'accréditation pour crédibiliser les prestations des organismes d'évaluation de la conformité et de certification ;
(vi) la mise à niveau des entreprises agroalimentaires ;

C'est dans ce sens que certaines tâches, préalables à l'amorce des activités d'édification de l'Infrastructure Qualité, méritent une attention particulière pour leur budgétisation dès l'exercice 2022. Il s'agit principalement de :
- Actualisation de la Stratégie nationale de l'Infrastructure Qualité(analyse situationnelle de l'IQ et élaboration de la stratégie 20000000f
- Actualisation de la Stratégie nationale de la SSA et du cadre réglementaire (analyse situationnelle de la SSA et élaboration de la stratégie et de textes d'application de la loi 30000000f
- Elaboration des normes régionales de la SSA en relation avec le CCAFRICA –PhaseI(Réalisation d'une étude sur Irvignia sp(noyau de mango) en vue d'élaborer la norme y relative 20000000f
- Mise en place d'un dispositif d'accréditation 20000000f
- Achèvement et Equipement du labo de métrologie de l'ANOR(2 000 000 000)

COUT TOTAL DU PLAIDOYER : 2 070 000 000F(deux milliards soixante-dix millions francs)CFA

DOMAINE DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

2.3.1. Difficultés rencontrées

DIFFICULTES

Les difficultés auxquelles fait face le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique pour une mise en œuvre efficace des activités dans son sous-secteur sont nombreuses. Elles sont d'ordre normatif, domanial, logistique, infrastructurel, budgétaires, etc. Sur le plan normatif, dans le secteur minier, l'absence des textes d'application de la loi portant code minier qui a été promulgué par le Chef de l'Etat en décembre 2016 constitue un véritable handicap pour l'application dudit code dans la mesure où plusieurs dispositions de cette loi renvoient aux textes d'application notamment à un décret et des arrêtés. Ainsi, la pleine mise en œuvre de ce texte qui vient résoudre les problèmes de gouvernance que connait ce secteur d'activités et qui est très incitatifs à l'égard des investisseurs est indispensable. Sur le plan domanial, la superposition des titres miniers et d'autres zones d'intérêt synergétique ne facilite pas la délivrance des permis d'exploitation minière. Ce qui cause un sérieux frein au développement des activités minières. Sur le plan logistique, l'insuffisance voir l'inexistence dans certaines zones d'infrastructures de transport adéquates retarde le démarrage de l'exploitation minière à cause du coût élevé de construction desdites voies. En outre, les problèmes sécuritaires dans le nord du pays, au Nord-ouest et au Sud-ouest ont porté un coup sérieux aux travaux de recherche minière et pétrolière dans ces zones.

Dans le même registre, le secteur du Développement Technologique fait face à une absence d'un cadre légale qui encadre tous le secteur, qui devrait règlementer les aspects de transfert de technologie, de veille et de financement du développement technologie qui est aspect très important qui peut booster l'industrie locale. D'autre le propriété intellectuelle est un aspect encore très peu connue de notre tissu industriel donc très peu exploité cependant Il ressort que ce secteur fait face à l'insuffisance des ressources financières à lui allouer. Le potentiel est pourtant important, si on mettait d'avantage de ressource à travers l'exploitation des produits de terroirs donc la qualité liée à l'origine confère des propriétés extraordinaires.

Sur un tout autre plan l'absence d'un cadre législatif qui organise l'infrastructure qualité est une difficulté sérieuse pour le processus d'industrialisation de notre pays. Cette loi est capitale et viendra organiser le secteur de la norme et de la qualité au Cameroun.

Pour finir sur ce plan, l'absence de la loi d'orientation et de programmation des industries structurantes du PDI hypothèque la mise en œuvre du PDI. Pour l'année 2020, l'exécution des activités concernant la mise en œuvre du PDI n'a pas été possible. En effet, l'instruction de la haute hiérarchie de reformuler le PDI a conduit à la mise en veuille des activités prévues notamment la réalisation de certaines activités stratégiques de base permettant de rendre effectif ce document (PDI). De plus, au cours de cette année, plusieurs facteurs exogènes ont rendu difficile l'exécution de certaines activités à l'instar du collectif budgétaire qui, a réduit l'enveloppe globale du Ministère pour faire face aux effets du Covid 19.D'ailleurs, cette pandémie a plombée la campagne nationale d'inspection, handicapant de ce fait le travail des services déconcentrés.

S'agissant des questions domaniales, elles sont liées à la nécessité de disposer de réserves foncières pour l'implantation des industries. En effet, l'industrie a besoin d'espace pour la production de la matière première agricole et la construction des unités de transformation. Plusieurs sollicitations d'industriels sont ainsi restées sans réponses à ce jour du fait l'indisponibilité des terres. Par ailleurs, les quelques espaces rendus disponibles notamment à la MAGZI ne sont pas normalement aménagés du en raison de l'insuffisance des ressources budgétaires.

S'agissant justement des ressources budgétaires, l'enveloppe budgétaire du MINMIDT n'a pas connu depuis plusieurs années, l'évolution souhaitée en dépit du fait que des efforts ont été fait pour la maturation des projets et des enjeux de plus en plus importants à l'instar de la mise en œuvre du PDI. Plusieurs projets capitaux ne peuvent ainsi être budgétisés du fait à cause de la taille très réduite de l'enveloppe budgétaire alors que le sous-secteur est placé au centre des préoccupations liées à l'atteinte des objectifs intermédiaires de la Vision 2035, notamment l'atteinte du stade de NPI et de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Le manque de ressources financières ou budgétaires ne permet pas de mettre convenablement

en œuvre la politique de développement technologique sans laquelle notre processus d'industrialisation ne peut être viable et efficace. Ainsi l'activité de soutien au prototypage et ou d'accompagnement des inventeurs camerounais souffre de ce manque de ressources.

D'un point de vue logistique, le ministère ne dispose quasiment pas de matériel roulant pour réaliser la mission qui lui est confiée. Que ce soit au niveau central ou déconcentré, qu'il s'agisse des structures opérationnelles ou stratégiques, le manque de matériel roulant handicape le MINMIDT. Cette situation est préoccupante dans la mesure où elle constitue un frein pour les performances de ce Département ministériel qui est producteur de recettes. Il convient de relever que les productions des opérateurs du secteur relèvent du régime des déclarations. Ainsi une absence ou un suivi lâche entraine un manque à gagner important en termes de taxes ou de quotte part ou d'impôt synthétique. Sur un tout autre plan, les activités menées par les opérateurs du secteur minier nécessitent l'emploi de substances explosives. Ainsi les activités d'importations, de conservation et d'utilisation de ces substances méritent un suivi tout particulier. Une absence de matériel roulant pour ce suivi laisse la porte ouverte à des risques importants.

Sur le plan infrastructurel, autant les services centraux que déconcentrés sont très mal lotis en matière de bâtiments pour abriter leurs personnels. Les quelques-uns qui existent sont vétustes, inadaptés pour usage administratif, très insuffisant, exigus et donc peu propice à un rendement efficace du personnel.

Sur un tout autre plan, l'absence d'un système d'information statistique est une préoccupation importante qui affecte négativement la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation des politiques publiques mise en œuvre au MINMIDT. En effet les indicateurs de performance des programmes ne sont pas à même de rendre compte de l'impact de la mise en œuvre de ces programmes, de l'atteinte des résultats et des objectifs définis.

L'évaluation de la chaine des résultats devient donc particulièrement difficile

2.3.2. Propositions de solutions

Les propositions de solutions qui découlent.

Des efforts sont en cours pour la mise en place d'un système d'information statistique sur le budget 2019.

Une refondation des programmes du MINMIDT est à envisager afin qu'ils soient réalistes, adaptés aux objectifs et que les indicateurs y afférents soient SMART et en mesure de rendre compte de l'impact de la mise en œuvre des activités du MINMIDT sur l'économie camerounaise.

Pour ce qui est du programme 376, il est nécessaire de :
-faire une refonte du système domanial ;
- construire des infrastructures de transport adéquates ;
- sécuriser les régions de l'Extrême-nord, de l'Est, du Nord-ouest et du Sud-ouest ;
- élaborer et faire signer des textes d'application du Code Minier ;
- opérationnaliser la SONAMINES.

Pour ce qui est du programme 377, il conviendrait pour 2022, d'octroyer un peu plus de ressources pour la campagne nationale d'inspection en vue de permettre aux inspecteurs assermentés de couvrir le maximum d'entreprises. Cette activité permet d'améliorer la sécurité des installations industrielles et de procurer des recettes importantes à l'Etat. Dans la même veine, il est nécessaire pour cette année de mettre plus de ressources pour l'opérationnalisation du PDI vu que la SND30 a repris la quasi-totalité des piliers de cette boussole industrielle. :

Pour ce qui est du programme 378, il est nécessaire de :

Pour ce qui est du programme 379, il est nécessaire de :

- finaliser et l'adopter la loi cadre du Développement Technologique permettrait de comblé le vide qui existe dans ce domaine et énoncerait les stratégies à mettre en œuvre pour le rattrapage, le transfert et le financement des activités de développement technologique ;
- créer un projet de mise en place des technopôles de références au Cameroun permettrait à coup sûr d'apporter une réelle accélération à la mise en place dudit projet ;
- créer un programme permettant la valorisation des produits agricoles du terroir et leur érection en Indications Géographiques protégés et Marque collective.

Sur le plan logistique et infrastructurel des débuts de solutions ont été inscrit dans le budget 2019 avec une étude architecturale et l'acquisition de matériel roulant. Ces projets doivent être absolument poursuivis dans leur mise en œuvre. S'agissant du volet domanial des actions de mise à disposition d'espaces doivent être sérieusement envisagées avec le MINDCAF.

Le budget du MINMIDT devrait être à l'image des attentes légitimes placées en ce Département ministériel pour donner toutes les chance d'une bonne mise en œuvre au PDI et amorcer enfin résolument le processus d'industrialisation, et le financement des projets importants qui sont restés jusque-là en veilleuse en raison du manque de financement.

Les textes d'application du code minier et la loi sur l'infrastructure qualité, la loi d'orientation et de programmation du PDI sont une impérieuse nécessité.

JUSTIFICATION DES DEMANDES SPECIALES

Aménagement de la zone industrielle à l'Est.

L'absence de zones industrielles suffisantes et harmonieusement repartie sur toute l'étendue du territoire national camerounais fait que le tissu industriel n'est pas suffisant et que tout le potentiel industriel du pays n'est pas capitalisé. D'où la répartition déséquilibré du tissu et le niveau de développement déséquilibré de nos régions.

Une zone industrielle est par nature un espace aménagé et répondant aux normes en la matière avec entre autres les approvisionnements nécessaires en service d'énergie, d'eau, de facilité de télécommunication de voirie… leur absence en nombre suffisant en superficie escompté est un sérieux handicap pour l'attractivité de notre pays vis-à-vis des investisseurs. L'on a ainsi vécu des situations où les requêtes des investisseurs à la quête de ce type d'espace ne sont pas satisfaites. Ce qui décourage ceux-ci et les oblige à aller vers d'autres horizons. Ceci crée un manque à gagner important en matière d'implantation industrielle.

Ainsi il est important que le projet d'aménagement d'une zone industrielle à l'Est soit financé.

DEPOLLUTION ET DECONTAMINATION ET DEMANTELEMENT DU SITE D'EDEATECH
Le site jadis abritant l'Ex-Cellucam qui a fait la fierté de notre pays et qui est particulièrement prisé par les industriels pour l'implantation d'un parc industriel, de technôpole bois, TIC…souffre d'un problème de pollution, de contamination et d'occupation par de la ferraille.

Le financement du projet de décontamination, de dépollution, et de démantèlement offrirait un espace important pour la réalisation de certains projets importants du PDI.

LA LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION DES INDUSTRIES

Le PDI au stade actuel connait des difficultés de mise en œuvre du fait de l'absence de la loi d'orientation et de programmation des investissements industriels. La budgétisation du projet d'élaboration de cette loi est indispensable, car cet instrument qui sera contraignante garantira le respect scrupuleux du processus d'industrialisation du Cameroun dans ses aspects spatio-temporels.

- 2.4. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES GENRE SENSIBLES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS
- 2.4.1. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres

TABLEAU.17: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
TOTAL PROGRAMME 035						

2.4.2. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

TABLEAU.18: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
TOTAL PROGRAMME 036						

2.4.3. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

TABLEAU.19: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
TOTAL PROGRAMME 037						

2.4.4. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

TABLEAU.20: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
TOTAL PROGRAMME 038						

2.4.5. Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

TABLEAU.21: Exécution financière des dépenses genre sensible du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	2022			2023		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
TOTAL PROGRAMME 039						

3.

PROGRAMMATION TRIENNALE (2024-2026) DES DÉPENSES

3.1. SYNTHESE DE LA PROGRAMMATION (2024-2026) POUR L'ENSEMBLE DU CHAPITRE

3.1.1. Programmation et contraintes budgétaires du CBMT (2024-2026)

TABLEAU.22: Vérification des contraintes budgétaires du chapitre

EN MILLIERS FCFA

	2023	Ecart entre CBMT et CDMT 2024-2026								
		2024			2025			2026		
		CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*
DEPENSES COURANTES										
SALAIRES	2 739 000	2 932 000	2 932 000	*0*	3 130 000	3 130 000	*0*	3 130 000	3 130 000	*0*
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	418 000	404 000	577 310	*173 310*	404 000	525 800	*121 800*	404 000	512 900	*108 900*
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 913 000	2 410 000	2 406 800	*-3 200*	2 410 000	1 941 120	*-468 880*	2 410 000	1 889 450	*-520 550*
C2D COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
FINEX COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
TOTAL DEPENSES COURANTES	**6 070 000**	**5 746 000**	**5 916 110**	***170 110***	**5 944 000**	**5 596 920**	***-347 080***	**5 944 000**	**5 532 350**	***-411 650***
DEPENSES EN CAPITAL										
RIO INVESTISSEMENT	1 000 000	11 119 000	10 239 000	*-880 000*	23 240 000	11 679 000	*-11 561 000*	23 240 000	16 464 500	*-6 775 500*
FINEX	0	0	0	*0*	3 000 000	3 000 000	*0*	3 000 000	3 000 000	*0*
PLAN D'URGENCE	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
C2D INVESTISSEMENT	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**1 000 000**	**11 119 000**	**10 239 000**	***-880 000***	**26 240 000**	**14 679 000**	***-11 561 000***	**26 240 000**	**19 464 500**	***-6 775 500***
TOTAL	**7 070 000**	**16 865 000**	**16 155 110**	***-709 890***	**32 184 000**	**20 275 920**	***-11 908 080***	**32 184 000**	**24 996 850**	***-7 187 150***

**(Ecart = CDMT - CBMT)*

TABLEAU.23: Contraintes budgétaires du chapitre

EN MILLIERS FCFA

	2023	Ecart entre CBMT et CDMT 2024-2026								
		2024			2025			2026		
		CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**3 157 000**	**3 336 000**	**3 509 310**	***173 310***	**3 534 000**	**3 655 800**	***121 800***	**3 534 000**	**3 642 900**	***108 900***
SALAIRES	2 739 000	2 932 000	2 932 000	*0*	3 130 000	3 130 000	*0*	3 130 000	3 130 000	*0*
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	418 000	404 000	577 310	*173 310*	404 000	525 800	*121 800*	404 000	512 900	*108 900*
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**2 913 000**	**2 410 000**	**2 406 800**	***-3 200***	**2 410 000**	**1 941 120**	***-468 880***	**2 410 000**	**1 889 450**	***-520 550***

AUTRES BIENS ET SERVICES	2 913 000	2 410 000	2 406 800	*-3 200*	2 410 000	1 941 120	*-468 880*	2 410 000	1 889 450	*-520 550*
C2D COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
FINEX COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT	**0**	**0**	**0**	***0***	**0**	**0**	***0***	**0**	**0**	***0***
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 000 000**	**11 119 000**	**9 239 000**	***-1 880 000***	**26 240 000**	**13 679 000**	***-12 561 000***	**26 240 000**	**19 214 500**	***-7 025 500***
RIO INVESTISSEMENT	1 000 000	11 119 000	9 239 000	*-1 880 000*	23 240 000	10 679 000	*-12 561 000*	23 240 000	16 214 500	*-7 025 500*
FINEX	0	0	0	*0*	3 000 000	3 000 000	*0*	3 000 000	3 000 000	*0*
PLAN D'URGENCE	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
C2D INVESTISSEMENT	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
TOTAL	**7 070 000**	**16 865 000**	**15 155 110**	***-1 709 890***	**32 184 000**	**19 275 920**	***-12 908 080***	**32 184 000**	**24 746 850**	***-7 437 150***

**(Ecart = CDMT - CBMT)*

TABLEAU.24: Contraintes budgétaires du chapitre

EN MILLIERS FCFA

	2023	Ecart entre CBMT et CDMT 2024-2026								
		2024			2025			2026		
		CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*
DEPENSES COURANTES										
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**3 157 000**	**3 336 000**	**3 509 310**	***173 310***	**3 534 000**	**3 655 800**	***121 800***	**3 534 000**	**3 642 900**	***108 900***
SALAIRES	2 739 000	2 932 000	2 932 000	*0*	3 130 000	3 130 000	*0*	3 130 000	3 130 000	*0*
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	418 000	404 000	577 310	*173 310*	404 000	525 800	*121 800*	404 000	512 900	*108 900*
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**2 913 000**	**2 410 000**	**2 406 800**	***-3 200***	**2 410 000**	**1 941 120**	***-468 880***	**2 410 000**	**1 889 450**	***-520 550***
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 913 000	2 410 000	2 406 800	*-3 200*	2 410 000	1 941 120	*-468 880*	2 410 000	1 889 450	*-520 550*
C2D COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
FINEX COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT	**0**	**0**	**0**	***0***	**0**	**0**	***0***	**0**	**0**	***0***
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
TOTAL DEPENSES COURANTES	**6 070 000**	**5 746 000**	**5 916 110**	***170 110***	**5 944 000**	**5 596 920**	***-347 080***	**5 944 000**	**5 532 350**	***-411 650***
DEPENSES EN CAPITAL										
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 000 000**	**11 119 000**	**9 239 000**	***-1 880 000***	**26 240 000**	**13 679 000**	***-12 561 000***	**26 240 000**	**19 214 500**	***-7 025 500***
RIO INVESTISSEMENT	1 000 000	11 119 000	9 239 000	*-1 880 000*	23 240 000	10 679 000	*-12 561 000*	23 240 000	16 214 500	*-7 025 500*
FINEX	0	0	0	*0*	3 000 000	3 000 000	*0*	3 000 000	3 000 000	*0*
PLAN D'URGENCE	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
C2D INVESTISSEMENT	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**1 000 000**	**11 119 000**	**9 239 000**	***-1 880 000***	**26 240 000**	**13 679 000**	***-12 561 000***	**26 240 000**	**19 214 500**	***-7 025 500***

TOTAL	**7 070 000**	**16 865 000**	**15 155 110**	*-1 709 890*	**32 184 000**	**19 275 920**	*-12 908 080*	**32 184 000**	**24 746 850**	*-7 437 150*

**(Ecart = CDMT - CBMT)*

3.1.2. Synthèse de programmation triennale (2024-2026) du chapitre par programme (AE,CP)

TABLEAU.25: Synthèse de la programmation des dépenses par programme

EN MILLIERS FCFA

Programme	MONTANT CP 2023		MONTANT CP 2024		MONTANT CP 2025		MONTANT CP 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
035 - AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES	1 201 500	1 201 500	3 730 600	3 730 600	3 691 120	3 691 120	2 366 780	2 366 780
036 - DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	890 900	890 900	2 449 000	4 449 000	4 003 000	4 003 000	7 343 000	7 343 000
037 - MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	1 023 000	1 023 000	2 511 000	2 511 000	2 822 000	2 822 000	2 520 000	2 520 000
038 - DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	883 000	883 000	1 062 510	1 062 510	955 000	955 000	837 070	837 070
039 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	3 071 600	3 071 600	4 402 000	4 402 000	8 939 800	8 804 800	11 795 000	11 930 000
Total	**7 070 000**	**7 070 000**	**14 155 110**	**16 155 110**	**20 410 920**	**20 275 920**	**24 861 850**	**24 996 850**

3.1.3. Synthese de programmation triennale (2024-2026) du chapitre en ligne de reference et mesures nouvelles

TABLEAU.26: Synthèse de la programmation des dépenses par programme en ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**3 157 000**	**3 279 410**	**229 900**	**3 509 310**	**3 481 500**	**174 300**	**3 655 800**	**3 468 500**	**174 400**	**3 642 900**
SALAIRES	2 739 000	2 932 000	0	2 932 000	3 130 000	0	3 130 000	3 130 000	0	3 130 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	418 000	347 410	229 900	577 310	351 500	174 300	525 800	338 500	174 400	512 900
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**2 913 000**	**1 859 600**	**1 547 200**	**3 406 800**	**1 780 220**	**1 160 900**	**2 941 120**	**1 743 050**	**396 400**	**2 139 450**
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 913 000	1 859 600	547 200	2 406 800	1 780 220	160 900	1 941 120	1 743 050	146 400	1 889 450
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE			1 000 000	1 000 000		1 000 000	1 000 000		250 000	250 000
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0

TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 000 000**	**3 820 000**	**5 419 000**	**9 239 000**	**3 415 000**	**10 264 000**	**13 679 000**	**2 812 500**	**16 402 000**	**19 214 500**
BIP RIO	1 000 000	3 820 000	5 419 000	9 239 000	3 415 000	7 264 000	10 679 000	2 812 500	13 402 000	16 214 500
FINEX			0	0		3 000 000	3 000 000		3 000 000	3 000 000
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**7 070 000**	**8 959 010**	**7 196 100**	**16 155 110**	**8 676 720**	**11 599 200**	**20 275 920**	**8 024 050**	**16 972 800**	**24 996 850**

TABLEAU.27: Synthèse de la programmation des dépenses par programme en ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**6 070 000**	**5 139 010**	**777 100**	**5 916 110**	**5 261 720**	**335 200**	**5 596 920**	**5 211 550**	**320 800**	**5 532 350**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**3 157 000**	**3 279 410**	**229 900**	**3 509 310**	**3 481 500**	**174 300**	**3 655 800**	**3 468 500**	**174 400**	**3 642 900**
SALAIRES	2 739 000	2 932 000	0	2 932 000	3 130 000	0	3 130 000	3 130 000	0	3 130 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	418 000	347 410	229 900	577 310	351 500	174 300	525 800	338 500	174 400	512 900
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**2 913 000**	**1 859 600**	**547 200**	**2 406 800**	**1 780 220**	**160 900**	**1 941 120**	**1 743 050**	**146 400**	**1 889 450**
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 913 000	1 859 600	547 200	2 406 800	1 780 220	160 900	1 941 120	1 743 050	146 400	1 889 450
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**1 000 000**	**3 820 000**	**6 419 000**	**10 239 000**	**3 415 000**	**11 264 000**	**14 679 000**	**2 812 500**	**16 652 000**	**19 464 500**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES			**1 000 000**	**1 000 000**		**1 000 000**	**1 000 000**		**250 000**	**250 000**
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE			1 000 000	1 000 000		1 000 000	1 000 000		250 000	250 000
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 000 000**	**3 820 000**	**5 419 000**	**9 239 000**	**3 415 000**	**10 264 000**	**13 679 000**	**2 812 500**	**16 402 000**	**19 214 500**
BIP RIO	1 000 000	3 820 000	5 419 000	9 239 000	3 415 000	7 264 000	10 679 000	2 812 500	13 402 000	16 214 500
FINEX			0	0		3 000 000	3 000 000		3 000 000	3 000 000
PLAN D'URGENCE				0			0			0

C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**7 070 000**	**8 959 010**	**7 196 100**	**16 155 110**	**8 676 720**	**11 599 200**	**20 275 920**	**8 024 050**	**16 972 800**	**24 996 850**

3.2. DETAILS DE LA PROGRAMMATION (2024-2026) PAR PROGRAMME

3.2.1. Detail de la programmation pour le programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres

3.2.1.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.28: Programmation des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**628 000**	**727 500**	**58 300**	**785 800**	**808 500**	**54 700**	**863 200**	**808 500**	**54 800**	**863 300**
SALAIRES	600 000	600 000	0	600 000	700 000	0	700 000	700 000	0	700 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	28 000	127 500	58 300	185 800	108 500	54 700	163 200	108 500	54 800	163 300
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**423 500**	**148 500**	**1 032 300**	**1 180 800**	**163 520**	**1 025 400**	**1 188 920**	**138 580**	**275 400**	**413 980**
AUTRES BIENS ET SERVICES	423 500	148 500	32 300	180 800	163 520	25 400	188 920	138 580	25 400	163 980
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE			1 000 000	1 000 000		1 000 000	1 000 000		250 000	250 000
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**150 000**	**115 000**	**1 649 000**	**1 764 000**	**110 000**	**1 529 000**	**1 639 000**	**107 500**	**982 000**	**1 089 500**
BIP RIO	150 000	115 000	1 649 000	1 764 000	110 000	1 529 000	1 639 000	107 500	982 000	1 089 500
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**1 201 500**	**991 000**	**2 739 600**	**3 730 600**	**1 082 020**	**2 609 100**	**3 691 120**	**1 054 580**	**1 312 200**	**2 366 780**

TABLEAU.29: Programmation des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**1 051 500**	**876 000**	**90 600**	**966 600**	**972 020**	**80 100**	**1 052 120**	**947 080**	**80 200**	**1 027 280**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**628 000**	**727 500**	**58 300**	**785 800**	**808 500**	**54 700**	**863 200**	**808 500**	**54 800**	**863 300**
SALAIRES	600 000	600 000	0	600 000	700 000	0	700 000	700 000	0	700 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	28 000	127 500	58 300	185 800	108 500	54 700	163 200	108 500	54 800	163 300
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**423 500**	**148 500**	**32 300**	**180 800**	**163 520**	**25 400**	**188 920**	**138 580**	**25 400**	**163 980**
AUTRES BIENS ET SERVICES	423 500	148 500	32 300	180 800	163 520	25 400	188 920	138 580	25 400	163 980
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**150 000**	**115 000**	**2 649 000**	**2 764 000**	**110 000**	**2 529 000**	**2 639 000**	**107 500**	**1 232 000**	**1 339 500**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES			**1 000 000**	**1 000 000**		**1 000 000**	**1 000 000**		**250 000**	**250 000**
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE			1 000 000	1 000 000		1 000 000	1 000 000		250 000	250 000
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**150 000**	**115 000**	**1 649 000**	**1 764 000**	**110 000**	**1 529 000**	**1 639 000**	**107 500**	**982 000**	**1 089 500**
BIP RIO	150 000	115 000	1 649 000	1 764 000	110 000	1 529 000	1 639 000	107 500	982 000	1 089 500
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**1 201 500**	**991 000**	**2 739 600**	**3 730 600**	**1 082 020**	**2 609 100**	**3 691 120**	**1 054 580**	**1 312 200**	**2 366 780**

3.2.1.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.30: Programmation des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	**101 500**	**94 000**	**1 538 800**	**1 632 800**	**94 000**	**1 420 200**	**1 514 200**	**97 000**	**670 300**	**767 300**
2903501C001 - Organisation du secteur minier artisanal au sens strict		55 000	25 300	80 300	55 000	6 700	61 700	64 000	6 800	70 800
2903501C002 - suivi de l'exploitation des substances minérales et des carrières hors pétrole	70 000	2 000	1 000	3 000	2 000	1 000	3 000	2 000	1 000	3 000
2903501C003 - Contrôle de l'exécution des obligations légales, réglementaires et contractuelles des titulaires des autorisations et permis du secteur minier	23 000	22 000	44 000	66 000	22 000	44 000	66 000	22 000	44 000	66 000
2903501C004 - Appui à la mise en œuvre des projets miniers et renforcement du tissu industriel	8 500	7 000	1 468 500	1 475 500	7 000	1 368 500	1 375 500	7 000	618 500	625 500
2937604A002 - Renforcement des capacités dans le secteur minieral		8 000		8 000	8 000		8 000	2 000		2 000
ACTION 02 -				**0**			**0**			**0**
2903502C001 - RENFORCEMENT DES RÉSERVES D'OR DU CAMEROUN				0			0			0
2903502C002 - RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE COLLECTE DES DROITS ET TAXES DU SECTEUR MINIER				0			0			0
ACTION 03 - RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER	**239 000**	**257 400**	**325 000**	**582 400**	**67 500**	**209 000**	**276 500**	**46 000**	**132 000**	**178 000**
2903503C001 - Suivi de la production et de la certification des diamants bruts	60 000	60 000	185 000	245 000	55 000	179 000	234 000	43 500	132 000	175 500
2903503C002 - Contrôles internes et lutte contre les trafics et la contrebande des substances minières		190 000	20 000	210 000	10 000	30 000	40 000	0	0	0
2903503C003 - PÉRENNISATION DU SYSTÈME INFORMATISÉ DU CADASTRE MINIER			120 000	120 000		0	0		0	0
2903503D004 - Contrôle du respect de la législation et de la règlementation du secteur minier	14 000	1 400		1 400	1 500		1 500	1 500		1 500
2903503D005 - contrôle de l'exécution des obligations légales, règlementaires et contractuelle des titulaires des titres miniers et contrats pétroliers	15 000	6 000		6 000	1 000		1 000	1 000		1 000
2903503D006 - Mise en œuvre des principes et exigences du système de certification du processus de Kimberley (certification des diamants bruts)	77 000			0			0			0
2903503D007 - Acquisition des équipements de terrain et logistique	73 000			0			0			0
ACTION 04 -				**0**			**0**			**0**
2903504C001 - POURSUITE DE L'INVENTAIRE DU POTENTIEL MINIER NATIONAL ET MISE À JOUR DES CARTES À GRANDE ÉCHELLE				0			0			0
2903504C002 - ORGANISATION DES CAMPAGNES DE LEVÉES GÉOLOGIQUES, PROSPECTION AU MARTEAU ET ALLUVIONNAIRE				0			0			0
ACTION 05 - PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL	**17 000**	**10 610**		**10 610**	**10 570**		**10 570**	**8 970**		**8 970**
2903505C001 - VALORISATION DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ISSUS DU SECTEUR MINIER	6 000	4 400		4 400	6 000		6 000	4 400		4 400
2903505C002 - VALORISATION DE L'INFORMATION GÉOLOGIQUE ET MINIERE	11 000	6 210		6 210	4 570		4 570	4 570		4 570
ACTION 06 - GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES	**844 000**	**818 990**	**1 015 800**	**1 834 790**	**919 950**	**1 009 900**	**1 929 850**	**902 610**	**509 900**	**1 412 510**
2903506C001 - SENSIBILISATION ET ACCOMPAGNEMENT DES SOCIÉTÉS DES MINES ET DES CARRIÈRES À LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)		4 800	9 500	14 300	4 800	9 500	14 300	4 800	9 500	14 300
2903506C002 - SUIVI ET CONTRÔLES DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET GÉOLOGIQUE	15 000	90 290		90 290	97 850		97 850	90 310		90 310
2903506C003 - LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION MINIÈRE ILLÉGALE DANS LES 10 REGIONS (BRCAM)	40 000	50 000		50 000	60 000		60 000	50 000		50 000
2903506C004 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIERES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 10 REGIONS	50 000	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000		50 000
2903506C005 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES	55 000			0			0			0

2903506C006 - Accompagnement à la mise en ooeuvre des activités dans le secteur minier	670 000	621 400	6 300	627 700	705 000	400	705 400	705 000	400	705 400
2937601A003 - IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DES SITES GÉOLOGIQUES ET MINIERS À RISQUES	14 000	2 500	1 000 000	1 002 500	2 300	1 000 000	1 002 300	2 500	500 000	502 500
Total	**1 201 500**	**1 181 000**	**2 879 600**	**4 060 600**	**1 092 020**	**2 639 100**	**3 731 120**	**1 054 580**	**1 312 200**	**2 366 780**

3.2.2. Detail de la programmation pour le programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

3.2.2.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.31: Programmation des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**651 000**	**639 000**	**12 000**	**651 000**	**652 000**	**0**	**652 000**	**652 000**	**0**	**652 000**
SALAIRES	639 000	639 000	0	639 000	650 000	0	650 000	650 000	0	650 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	12 000	0	12 000	12 000	2 000	0	2 000	2 000	0	2 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**198 000**	**264 000**	**89 000**	**353 000**	**244 000**	**62 000**	**306 000**	**244 000**	**52 000**	**296 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	198 000	264 000	89 000	353 000	244 000	62 000	306 000	244 000	52 000	296 000
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**41 900**	**425 000**	**3 020 000**	**3 445 000**	**25 000**	**3 020 000**	**3 045 000**	**25 000**	**6 370 000**	**6 395 000**
BIP RIO	41 900	425 000	3 020 000	3 445 000	25 000	3 020 000	3 045 000	25 000	6 370 000	6 395 000
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**890 900**	**1 328 000**	**3 121 000**	**4 449 000**	**921 000**	**3 082 000**	**4 003 000**	**921 000**	**6 422 000**	**7 343 000**

TABLEAU.32: Programmation des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**849 000**	**903 000**	**101 000**	**1 004 000**	**896 000**	**62 000**	**958 000**	**896 000**	**52 000**	**948 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**651 000**	**639 000**	**12 000**	**651 000**	**652 000**	**0**	**652 000**	**652 000**	**0**	**652 000**
SALAIRES	639 000	639 000	0	639 000	650 000	0	650 000	650 000	0	650 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	12 000	0	12 000	12 000	2 000	0	2 000	2 000	0	2 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**198 000**	**264 000**	**89 000**	**353 000**	**244 000**	**62 000**	**306 000**	**244 000**	**52 000**	**296 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	198 000	264 000	89 000	353 000	244 000	62 000	306 000	244 000	52 000	296 000
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**41 900**	**425 000**	**3 020 000**	**3 445 000**	**25 000**	**3 020 000**	**3 045 000**	**25 000**	**6 370 000**	**6 395 000**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				**0**			**0**			**0**
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**41 900**	**425 000**	**3 020 000**	**3 445 000**	**25 000**	**3 020 000**	**3 045 000**	**25 000**	**6 370 000**	**6 395 000**
BIP RIO	41 900	425 000	3 020 000	3 445 000	25 000	3 020 000	3 045 000	25 000	6 370 000	6 395 000
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**890 900**	**1 328 000**	**3 121 000**	**4 449 000**	**921 000**	**3 082 000**	**4 003 000**	**921 000**	**6 422 000**	**7 343 000**

3.2.2.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.33: Programmation des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)	**21 000**	**54 000**	**20 000**	**74 000**	**54 000**	**20 000**	**74 000**	**54 000**	**20 000**	**74 000**
2903601C001 - Renforcement des capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires	21 000	54 000	20 000	74 000	54 000	20 000	74 000	54 000	20 000	74 000
2903601D002 - Développement et opérationnalisation des technopoles agroindustriels structurants sur tout le territoire				0			0			0
ACTION 02 - RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)	**15 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**		**40 000**
2903602C001 - Développement de la filière mine-Metalurgie siderurgie	15 000	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000		25 000
2903602C002 - Développement des Industries de transformation du bois		15 000		15 000	15 000		15 000	15 000		15 000
ACTION 03 - DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE EN VUE DE LA FABRICATION DES MEDICAMENTS GENERIQUES,REACTIFS ET CONSOMMABLES MEDICAUX AINSI QUE LES PRODUITS COSMETIQUES	**17 000**	**30 000**		**30 000**	**32 000**		**32 000**	**32 000**		**32 000**
2903603C001 - Mise en œuvre du plan d'actions à court terme et de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique	11 000	20 000		20 000	22 000		22 000	22 000		22 000
2903603C002 - Mise en place d'une industrie pharmaceutique et chimique pour la fabrication consommables médicaux, des médicaments génériques, réactifs et consommables médicaux	6 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000
2903603D003 - Mise en place d'un parc industriel réservé aux biotechnologies, industries pharmaceutiques et autres industries non polluantes				0			0			0
ACTION 04 - RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE	**8 000**	**25 000**	**10 000**	**35 000**	**25 000**	**5 000**	**30 000**	**25 000**	**5 000**	**30 000**
2903604C001 - : Développement d'une industrie de fabrication d'ouvrages en cuir et de confection des tenues		10 000	10 000	20 000	10 000	5 000	15 000	10 000	5 000	15 000
2903604C002 - confection des tenues et équipements vestimentaire incorporant le coton Camerounais	8 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000		15 000
ACTION 05 - FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES	**109 900**	**435 000**	**3 020 000**	**3 455 000**	**22 000**	**3 020 000**	**3 042 000**	**22 000**	**6 370 000**	**6 392 000**
2903605C001 - Développement d'un système de Suivi de l'activité industrielle	10 000	25 000	20 000	45 000	20 000	20 000	40 000	20 000	20 000	40 000
2903605D002 - Opérationnalisation du Plan Directeur d'Industrialisation (PDI)	91 900	2 000		2 000	0		0	0		0
2937701A002 - Renforcement des capacités de la CCIMA	8 000	8 000		8 000	2 000		2 000	2 000		2 000
2937703A003 - Développement des zones économiques spécialisées au Cameroun		400 000	3 000 000	3 400 000	0	3 000 000	3 000 000	0	6 350 000	6 350 000
2937703A005 - Mutation institutionnelle de l'ONZFI				0			0			0
ACTION 06 - PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES	**720 000**	**744 000**	**71 000**	**815 000**	**748 000**	**37 000**	**785 000**	**748 000**	**27 000**	**775 000**
2903606C001 - DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME DE SUIVI DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE			30 000	30 000		25 000	25 000		15 000	15 000
2903606C002 - CONSTITUTION DES STATISTIQUES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS ET AUX APPAREILS À RISQUES (APPAREILS À PRESSION, APPAREIL DE LEVAGE, PIPELINES)		10 000	5 000	15 000	10 000	5 000	15 000	10 000	5 000	15 000
2903606C003 - Sécurisation des activités industrielles	15 000	35 000	5 000	40 000	28 000	0	28 000	28 000	0	28 000
2903606C004 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉSDES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES DU MINMIDT				0			0			0
2903606C005 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DANS LES 10 RÉGIONS	40 000	45 000	5 000	50 000	45 000	5 000	50 000	45 000	5 000	50 000
2903606C006 - ACTUALISATION DU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE RELATIF AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS, AUX APPAREILS À PRESSION, DE LEVAGE ET AUX PIPELINES.		15 000		15 000	15 000		15 000	15 000		15 000

2903606C007 - Coordination de l'opérationnalisation du PDI	665 000	639 000	26 000	665 000	650 000	2 000	652 000	650 000	2 000	652 000
Total	**890 900**	**1 328 000**	**3 121 000**	**4 449 000**	**921 000**	**3 082 000**	**4 003 000**	**921 000**	**6 422 000**	**7 343 000**

3.2.3. Detail de la programmation pour le programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

3.2.3.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.34: Programmation des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**714 000**	**700 000**	**5 000**	**705 000**	**902 000**	**1 500**	**903 500**	**902 000**	**1 500**	**903 500**
SALAIRES	700 000	700 000	0	700 000	900 000	0	900 000	900 000	0	900 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	14 000	0	5 000	5 000	2 000	1 500	3 500	2 000	1 500	3 500
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**109 000**	**60 000**	**46 000**	**106 000**	**64 000**	**54 500**	**118 500**	**62 000**	**54 500**	**116 500**
AUTRES BIENS ET SERVICES	109 000	60 000	46 000	106 000	64 000	54 500	118 500	62 000	54 500	116 500
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**200 000**	**1 500 000**	**200 000**	**1 700 000**	**1 500 000**	**300 000**	**1 800 000**	**1 000 000**	**500 000**	**1 500 000**
BIP RIO	200 000	1 500 000	200 000	1 700 000	1 500 000	300 000	1 800 000	1 000 000	500 000	1 500 000
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**1 023 000**	**2 260 000**	**251 000**	**2 511 000**	**2 466 000**	**356 000**	**2 822 000**	**1 964 000**	**556 000**	**2 520 000**

TABLEAU.35: Programmation des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**823 000**	**760 000**	**51 000**	**811 000**	**966 000**	**56 000**	**1 022 000**	**964 000**	**56 000**	**1 020 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**714 000**	**700 000**	**5 000**	**705 000**	**902 000**	**1 500**	**903 500**	**902 000**	**1 500**	**903 500**
SALAIRES	700 000	700 000	0	700 000	900 000	0	900 000	900 000	0	900 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	14 000	0	5 000	5 000	2 000	1 500	3 500	2 000	1 500	3 500
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**109 000**	**60 000**	**46 000**	**106 000**	**64 000**	**54 500**	**118 500**	**62 000**	**54 500**	**116 500**
AUTRES BIENS ET SERVICES	109 000	60 000	46 000	106 000	64 000	54 500	118 500	62 000	54 500	116 500
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**200 000**	**1 500 000**	**200 000**	**1 700 000**	**1 500 000**	**300 000**	**1 800 000**	**1 000 000**	**500 000**	**1 500 000**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				**0**			**0**			**0**
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**200 000**	**1 500 000**	**200 000**	**1 700 000**	**1 500 000**	**300 000**	**1 800 000**	**1 000 000**	**500 000**	**1 500 000**
BIP RIO	200 000	1 500 000	200 000	1 700 000	1 500 000	300 000	1 800 000	1 000 000	500 000	1 500 000
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**1 023 000**	**2 260 000**	**251 000**	**2 511 000**	**2 466 000**	**356 000**	**2 822 000**	**1 964 000**	**556 000**	**2 520 000**

3.2.3.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.36: Programmation des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION	**5 000**	**8 000**	**20 000**	**28 000**	**8 000**	**21 000**	**29 000**	**8 000**	**21 000**	**29 000**
2903701C001 - Veille normative et réglementaire			12 000	12 000		12 000	12 000		12 000	12 000
2903701C002 - Actualisation du cadre légal et règlementaire de la normalisation	5 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000		8 000
2903701C003 - Accélération de la normalisation et vulgarisation de bonnes pratiques			8 000	8 000		9 000	9 000		9 000	9 000
ACTION 02 - AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	**17 000**	**6 000**	**221 000**	**227 000**	**8 000**	**322 000**	**330 000**	**6 000**	**522 000**	**528 000**
2903702C001 - AGREMENT DES ORGANISMES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	5 000		4 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000
2903702C002 - Conservation des étalons de référence et leur raccordement au système international				0			0			0
2903702C003 - CERTIFICATION DES SYSTEMES, DES PRODUITS ET PERSONNES	8 000		11 000	11 000		11 000	11 000		11 000	11 000
2903702C004 - Mise en place d'un dispositif d'accréditation	4 000	4 000	6 000	10 000	4 000	7 000	11 000	4 000	7 000	11 000
2903702C006 - Construction des laboratoires d'analyse et d'essais		2 000	200 000	202 000	4 000	300 000	304 000	2 000	500 000	502 000
ACTION 03 - AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	**8 000**	**1 510 000**	**2 000**	**1 512 000**	**1 510 000**	**2 000**	**1 512 000**	**1 010 000**	**2 000**	**1 012 000**
2903703C001 - ORGANISATION ET ENTRETIEN DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	8 000	4 000	2 000	6 000	4 000	2 000	6 000	4 000	2 000	6 000
2903703C002 - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN METROLOGIE		4 000		4 000	4 000		4 000	4 000		4 000
2903703C004 - CONSTRUCTION DES LABORATOIRES DE MÉTROLOGIE		1 502 000		1 502 000	1 502 000		1 502 000	1 002 000		1 002 000
ACTION 04 - PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES	**19 000**	**25 000**	**2 000**	**27 000**	**28 000**	**2 000**	**30 000**	**28 000**	**2 000**	**30 000**
2903704C001 - Mise à niveau des systèmes de management de la qualité dans les industries locales	1 000	1 000		1 000	2 000		2 000	2 000		2 000
2903704C002 - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE LABELISATION	3 000	8 000		8 000	10 000		10 000	10 000		10 000
2903704C003 - Intensification de la communication sur la qualité	12 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000		4 000
2903704C004 - MISE À NIVEAU DES INDUSTRIES LOCALES		4 000		4 000	4 000		4 000	4 000		4 000
2903704C005 - MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE PROMOTION DE LA QUALITÉ	3 000	4 000	2 000	6 000	4 000	2 000	6 000	4 000	2 000	6 000
2903704E006 - Mise en place d'un dispositif de certification des compétences dans les filières prioritaires		4 000		4 000	4 000		4 000	4 000		4 000
ACTION 05 - PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	**27 000**	**4 000**	**6 000**	**10 000**	**4 000**	**9 000**	**13 000**	**4 000**	**9 000**	**13 000**
2903705C001 - COORDINATION DES ACTIVITES DU CODEX ALIMENTARIUS				0			0			0
2903705C002 - Renforcement de la Coopération dans le Domaine de la Qualité	6 000		6 000	6 000		9 000	9 000		9 000	9 000
2903705C003 - Mise en œuvre du CODEX ALIMENTARIUS et la SSA	21 000	4 000		4 000	4 000		4 000	4 000		4 000
ACTION 06 - AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES	**747 000**	**707 000**		**707 000**	**908 000**		**908 000**	**908 000**		**908 000**
2903706C001 - Renforcement et extension du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement des produits importes (PECAE)	1 000	1 000		1 000	2 000		2 000	2 000		2 000
2903706C003 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE NORMALISATION ET DE LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL	17 000	2 000		2 000	2 000		2 000	2 000		2 000
2903706C004 - Accompagnement à la mise en oeuvre des activités dans le secteur infrastructure qualité	729 000	704 000		704 000	904 000		904 000	904 000		904 000
Total	**823 000**	**2 260 000**	**251 000**	**2 511 000**	**2 466 000**	**356 000**	**2 822 000**	**1 964 000**	**556 000**	**2 520 000**

3.2.4. Detail de la programmation pour le programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

3.2.4.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.37: Programmation des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**624 000**	**614 910**	**4 100**	**619 010**	**777 300**	**2 100**	**779 400**	**765 100**	**2 100**	**767 200**
SALAIRES	600 000	600 000	0	600 000	750 000	0	750 000	750 000	0	750 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	24 000	14 910	4 100	19 010	27 300	2 100	29 400	15 100	2 100	17 200
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**104 000**	**136 600**	**6 900**	**143 500**	**63 600**	**12 000**	**75 600**	**62 370**	**7 500**	**69 870**
AUTRES BIENS ET SERVICES	104 000	136 600	6 900	143 500	63 600	12 000	75 600	62 370	7 500	69 870
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**155 000**	**300 000**		**300 000**	**100 000**		**100 000**	**0**		**0**
BIP RIO	155 000	300 000		300 000	100 000		100 000	0		0
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**883 000**	**1 051 510**	**11 000**	**1 062 510**	**940 900**	**14 100**	**955 000**	**827 470**	**9 600**	**837 070**

TABLEAU.38: Programmation des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**728 000**	**751 510**	**11 000**	**762 510**	**840 900**	**14 100**	**855 000**	**827 470**	**9 600**	**837 070**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**624 000**	**614 910**	**4 100**	**619 010**	**777 300**	**2 100**	**779 400**	**765 100**	**2 100**	**767 200**
SALAIRES	600 000	600 000	0	600 000	750 000	0	750 000	750 000	0	750 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	24 000	14 910	4 100	19 010	27 300	2 100	29 400	15 100	2 100	17 200
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**104 000**	**136 600**	**6 900**	**143 500**	**63 600**	**12 000**	**75 600**	**62 370**	**7 500**	**69 870**
AUTRES BIENS ET SERVICES	104 000	136 600	6 900	143 500	63 600	12 000	75 600	62 370	7 500	69 870
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**155 000**	**300 000**		**300 000**	**100 000**		**100 000**	**0**		**0**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				**0**			**0**			**0**
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**155 000**	**300 000**		**300 000**	**100 000**		**100 000**	**0**		**0**
BIP RIO	155 000	300 000		300 000	100 000		100 000	0		0
FINEX				0			0			0
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**883 000**	**1 051 510**	**11 000**	**1 062 510**	**940 900**	**14 100**	**955 000**	**827 470**	**9 600**	**837 070**

3.2.4.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.39: Programmation des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE	**13 000**	**4 100**	**8 000**	**12 100**	**5 200**	**14 100**	**19 300**	**5 200**	**9 600**	**14 800**
2903801C001 - Élaboration et suivi de la mise en œuvre du cadre stratégique et juridique du développement technologique et de la propriété industrielle			5 200	5 200		8 000	8 000		4 000	4 000
2903801C002 - Mise en place d'un système de collecte, de diffusion et de conservation des informations et de documents du DT et de la PI		600	0	600	1 300	2 300	3 600	700	2 300	3 000
2903801C003 - DÉVELOPPMENT DU PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE ET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	4 000	2 000	500	2 500	2 400	1 500	3 900	3 000	1 000	4 000
2903801D004 - Appui à la valorisation des ressources Génétique et des connaissances traditionnelles associées au moyen de la propriété intellectuelle	9 000	1 500	2 300	3 800	1 500	2 300	3 800	1 500	2 300	3 800
ACTION 02 - APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES	**8 000**	**18 900**		**18 900**	**18 300**		**18 300**	**11 200**		**11 200**
2903802C001 - MISE EN PLACE ET SUIVI DES STRUCTURES D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE		4 500		4 500	10 100		10 100	3 800		3 800
2903802C002 - DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE				0			0			0
2903802C003 - VEILLE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES		10 200		10 200	4 200		4 200	4 200		4 200
2903802C004 - REPRODUCTION, ADAPTATION ET DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES	8 000	4 200		4 200	4 000		4 000	3 200		3 200
2937802A001 - PILOTAGE ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE				0			0			0
ACTION 03 - PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	**8 000**	**25 700**	**3 000**	**28 700**	**11 800**	**0**	**11 800**	**15 400**	**0**	**15 400**
2903803C001 - PROMOTION DES ACTIFS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	8 000	12 400	3 000	15 400	8 100	0	8 100	11 800	0	11 800
2903803C002 - APPUI À LA PROTECTION DES ACTIFS DE PI		13 300		13 300	3 700		3 700	3 600		3 600
ACTION 04 - VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE	**10 000**	**30 400**		**30 400**	**30 400**		**30 400**	**27 970**		**27 970**
2903804C001 - PROMOTION, SUIVI ET ÉVALUATION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES ET MARQUES COLLECTIVES PROTÉGÉES	3 000	7 000		7 000	7 000		7 000	4 570		4 570
2903804C002 - PROTECTION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE EN INDICATION GÉOGRAPHIQUE ET MARQUES COLLECTIVES	7 000	9 800		9 800	9 800		9 800	9 800		9 800
2903804C003 - IDENTIFICATION, QUALIFICATION ET ÉLABORATION DES CAHIERS DE CHARGE DES NOUVEAUX PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE		4 200		4 200	4 200		4 200	4 200		4 200
2903804C004 - Appui a l'entrepreneuriat et a l'innovation dans la valorisation des produits de terroir de qualité liée à l'origine		5 500		5 500	5 500		5 500	5 500		5 500
2903804C005 - APPUI AU COMITÉ NATIONAL DE PROMOTION ET DE COORDINATION DES IG (CONAPIG)		3 900		3 900	3 900		3 900	3 900		3 900
ACTION 05 - DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	**844 000**	**972 410**		**972 410**	**875 200**		**875 200**	**767 700**		**767 700**
2903805C001 - DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE	34 000	306 910		306 910	110 700		110 700	3 200		3 200
2903805C002 - DÉVELOPPEMENT DES CENTRES TECHNIQUES NATIONAUX (CTN)		1 500		1 500	1 500		1 500	1 500		1 500
2903805C003 - COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA DDTPI		9 000		9 000	9 000		9 000	9 000		9 000
2903805C004 - Accaompagnement des activités dans le secteur du développement des technologies	655 000	655 000		655 000	754 000		754 000	754 000		754 000
2903805D005 - Mise en oeuvre du technopole Agro-industriel (TAI) de Ouassa-Babouté	155 000			0			0			0
Total	**883 000**	**1 051 510**	**11 000**	**1 062 510**	**940 900**	**14 100**	**955 000**	**827 470**	**9 600**	**837 070**

3.2.5. Detail de la programmation pour le programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

3.2.5.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.40: Programmation des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**540 000**	**598 000**	**150 500**	**748 500**	**341 700**	**116 000**	**457 700**	**340 900**	**116 000**	**456 900**
SALAIRES	200 000	393 000	0	393 000	130 000	0	130 000	130 000	0	130 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	340 000	205 000	150 500	355 500	211 700	116 000	327 700	210 900	116 000	326 900
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**2 078 500**	**1 250 500**	**373 000**	**1 623 500**	**1 245 100**	**7 000**	**1 252 100**	**1 236 100**	**7 000**	**1 243 100**
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 078 500	1 250 500	373 000	1 623 500	1 245 100	7 000	1 252 100	1 236 100	7 000	1 243 100
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**453 100**	**1 480 000**	**550 000**	**2 030 000**	**1 680 000**	**5 415 000**	**7 095 000**	**1 680 000**	**8 550 000**	**10 230 000**
BIP RIO	453 100	1 480 000	550 000	2 030 000	1 680 000	2 415 000	4 095 000	1 680 000	5 550 000	7 230 000
FINEX			0	0		3 000 000	3 000 000		3 000 000	3 000 000
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**3 071 600**	**3 328 500**	**1 073 500**	**4 402 000**	**3 266 800**	**5 538 000**	**8 804 800**	**3 257 000**	**8 673 000**	**11 930 000**

TABLEAU.41: Programmation des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**2 618 500**	**1 848 500**	**523 500**	**2 372 000**	**1 586 800**	**123 000**	**1 709 800**	**1 577 000**	**123 000**	**1 700 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**540 000**	**598 000**	**150 500**	**748 500**	**341 700**	**116 000**	**457 700**	**340 900**	**116 000**	**456 900**
SALAIRES	200 000	393 000	0	393 000	130 000	0	130 000	130 000	0	130 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	340 000	205 000	150 500	355 500	211 700	116 000	327 700	210 900	116 000	326 900
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**2 078 500**	**1 250 500**	**373 000**	**1 623 500**	**1 245 100**	**7 000**	**1 252 100**	**1 236 100**	**7 000**	**1 243 100**
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 078 500	1 250 500	373 000	1 623 500	1 245 100	7 000	1 252 100	1 236 100	7 000	1 243 100
C2D COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS COURANTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANFERTS ET SUBVENTIONS COURANTS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOURSE D'ÉTUDE		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS COURANTS AUX E.P.		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**453 100**	**1 480 000**	**550 000**	**2 030 000**	**1 680 000**	**5 415 000**	**7 095 000**	**1 680 000**	**8 550 000**	**10 230 000**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				**0**			**0**			**0**
ETUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT/ MAÎTRISE D'OEUVRE				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS EN CAPITAL				0			0			0
TRANSFERTS EN CAPITAL AUX E.P.				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**453 100**	**1 480 000**	**550 000**	**2 030 000**	**1 680 000**	**5 415 000**	**7 095 000**	**1 680 000**	**8 550 000**	**10 230 000**
BIP RIO	453 100	1 480 000	550 000	2 030 000	1 680 000	2 415 000	4 095 000	1 680 000	5 550 000	7 230 000
FINEX			0	0		3 000 000	3 000 000		3 000 000	3 000 000
PLAN D'URGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**3 071 600**	**3 328 500**	**1 073 500**	**4 402 000**	**3 266 800**	**5 538 000**	**8 804 800**	**3 257 000**	**8 673 000**	**11 930 000**

3.2.5.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.42: Programmation des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	LF 2023	2024			2025			2026		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT	**1 656 500**	**953 000**	**446 500**	**1 399 500**	**957 800**	**69 000**	**1 026 800**	**956 000**	**69 000**	**1 025 000**
2937902A001 - Supervision stratégique de la mise en œuvre des programmes du MINMIDT	1 014 500	773 000		773 000	777 800		777 800	776 000		776 000
2937902A004 - Coordination des activités du MINMIDT dans les 10 Régions	190 000	180 000		180 000	180 000		180 000	180 000		180 000
2937902B007 - Coordination des activités du MINMIDT dans les 58 Délégations Départementales	452 000		446 500	446 500		69 000	69 000		69 000	69 000
ACTION 02 - ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	**125 750**	**149 000**	**50 000**	**199 000**	**151 000**	**3 050 000**	**3 201 000**	**151 000**	**3 050 000**	**3 201 000**
2903902C001 - Amelioration de la strategie du sous secteur Mines, Industrie et Devellopment Technologique				0			0			0
2937901A006 - Suivi et évaluation de la mise en œuvre des politiques du sous-secteur	31 500	50 000		50 000	50 000		50 000	50 000		50 000
2937901A007 - Planification, Programmation et Budgétisation des politiques publiques du Sous-Secteur	27 250	35 000		35 000	35 000		35 000	35 000		35 000
2937901A008 - Maturation des projets miniers, industriels et technologiques	19 000	24 000		24 000	26 000		26 000	26 000		26 000
2937901A009 - Développement les projets miniers, industriels et technologiques	10 000	15 000	50 000	65 000	15 000	3 050 000	3 065 000	15 000	3 050 000	3 065 000
2937901A010 - Structuration, négociation et suivi de la coopération au sein du MINMIDT	10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000
2937901A011 - Promotion du sous-secteur	28 000	15 000		15 000	15 000		15 000	15 000		15 000
2937901B012 - Réalisation des activités de cadrage macro-économique du sous-secteur				0			0			0
ACTION 03 -				**0**			**0**			**0**
2903903C001 - STRUCTURATION DE LA COOPÉRATION AU SEIN DU MINMIDT				0			0			0
2903903C002 - PARTICIPATION DU MINMIDT AUX FOIRES ET FORAS				0			0			0
ACTION 04 - GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	**81 750**	**68 000**		**68 000**	**57 000**		**57 000**	**58 000**		**58 000**
2937903A001 - Exécution du budget du Ministère	67 750	54 000		54 000	37 000		37 000	38 000		38 000
2937903B004 - Preparation du Budget (COMITE INTERNE DE GESTION DE LA CHAINE PLANIFICATION-PROGRAMMATION-BUDGETISATION) PPBS	14 000	14 000		14 000	20 000		20 000	20 000		20 000
ACTION 05 - DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT	**132 000**	**568 000**	**15 000**	**583 000**	**577 500**	**4 000**	**581 500**	**1 066 500**	**4 000**	**1 070 500**
2903905C001 - Gestion du parc et du réseau informatique	42 500	16 000		16 000	16 000		16 000	16 000		16 000
2903905C002 - Conception, élaboration et mise à jour des applications	11 500	9 000		9 000	7 000		7 000	7 000		7 000
2903905C003 - Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel	28 000	13 000	15 000	28 000	14 000	4 000	18 000	14 000	4 000	18 000
2903905D004 - Maintenance et misez à jour du parc et du réseau informatique	20 000	500 000		500 000	500 000		500 000	1 000 000		1 000 000
2937904B004 - Opérationnalisation du système d'information statistique	28 000	28 000		28 000	31 600		31 600	20 600		20 600
2937904B005 - Suivi de la mise en œuvre des stratégies du sous-secteur	2 000	2 000		2 000	8 900		8 900	8 900		8 900
ACTION 06 - AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	**472 100**	**1 006 000**	**555 000**	**1 561 000**	**1 208 000**	**2 415 000**	**3 623 000**	**708 000**	**5 550 000**	**6 258 000**
2937905A001 - Mise en œuvre d'un plan de construction et de réhabilitation des services du MINMIDT	77 800	900 000	0	900 000	1 100 000	2 000 000	3 100 000	600 000	5 000 000	5 600 000
2937905A002 - Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT	355 300	80 000	555 000	635 000	80 000	415 000	495 000	80 000	550 000	630 000
2937905A003 - Maintenance, entretien et sécurisation des installations, matériels et équipement du MINMIDT	39 000	26 000		26 000	28 000		28 000	28 000		28 000
ACTION 07 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT	**365 500**	**470 000**	**12 000**	**482 000**	**207 000**	**0**	**207 000**	**206 000**	**0**	**206 000**
2937906A003 - Amélioration de la gestion du personnel	140 500	65 000	12 000	77 000	70 000	0	70 000	69 000	0	69 000
2937906A004 - Assainissement du fichier des personnels de la solde et des pensions	225 000	405 000		405 000	137 000		137 000	137 000		137 000

ACTION 08 -				**0**			**0**			**0**
2937907A001 - Gestion du parc et du réseau informatique				0			0			0
2937907A002 - Conception, élaboration et mise à jour des applications				0			0			0
2937907A003 - Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel				0			0			0
ACTION 09 - CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	**108 000**	**60 500**		**60 500**	**60 500**		**60 500**	**63 500**		**63 500**
2937908A001 - Suivi des performances des services et Contrôle interne et évaluation du fonctionnement des structures du MINMIDT	108 000	60 500		60 500	60 500		60 500	63 500		63 500
2937908A002 - Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption				0			0			0
ACTION 10 - CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	**45 000**	**30 000**		**30 000**	**24 000**		**24 000**	**24 000**		**24 000**
2937909A002 - Consolidation de la fonction contentieuse	35 000	20 000		20 000	19 000		19 000	19 000		19 000
2937909B003 - Conception et élaboration du dispositif législatif et règlementaire du MINMIDT				0			0			0
2937909B004 - Mise en conformité avec la nouvelle législation des entreprises sous tutelle et certaines entreprises de notre secteur d'activités	5 000	5 000		5 000	0		0	0		0
2937909B005 - Promotion de la culture juridique	5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000		5 000
ACTION 11 - COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	**85 000**	**24 000**		**24 000**	**24 000**		**24 000**	**24 000**		**24 000**
2903911C002 - Gestion des ressources documentaires au MINMIDT	35 000	9 000		9 000	9 000		9 000	9 000		9 000
2937910A001 - Mise en œuvre du Bilinguisme et Traduction des donnés	23 000	7 000		7 000	7 000		7 000	7 000		7 000
2937910A002 - Amélioration des relations publiques et autres services de communication	27 000	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000		8 000
ACTION 12 -				**0**			**0**			**0**
2937911A001 - Gestion des archives et de la documentation				0			0			0
Total	**3 071 600**	**3 328 500**	**1 078 500**	**4 407 000**	**3 266 800**	**5 538 000**	**8 804 800**	**3 257 000**	**8 673 000**	**11 930 000**

4.

ASPECTS SPECIFIQUES DE LA PROGRAMMATION TRIENNALE (2024-2026) DES DÉPENSES

4.1. PROJETS BENEFICIANT D'AE PLURIANNUELLES (AEP)

TABLEAU.43: Programmation des dépenses des projets bénéficiant des AEP

EN MILLIERS FCFA

Intitulé du projet	Coût total	Historique				Programmation				Montant CP restant à couvrir (a+d)-(b+c+e+f+g)
		Montant du marché (a)	Année de démarrage	Montant CP couvert avant 2023(b)	Montant CP 2023 (c)	Montant AE 2024 (d)	CP 2024 (e)	CP 2025 (f)	CP 2026 (g)	
TOTAL										

4.2. PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX)

TABLEAU.44: Programmation des dépenses des projets bénéficiant des FINEX

EN MILLIERS FCFA

Intitulé du projet		Convention de financement				Décaissements				
		Bailleur	Nature du financement	Date de signature	Montant (a)	Décaissé à n = 2023 (b)	2024 (c)	2025 (d)	2026 (e)	Reste (a)-(b)-(c)-(d)-(e)
58A029P0002	**PROJETS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES**									
5829I14209	Maturation des projets						0	1 000 000	1 000 000	-2 000 000
5829I14210	Equipement des unités industrielles						0	1 500 000	1 500 000	-3 000 000
5829I14211	Fonctionnements de l'unité de gestion du projet						0	500 000	500 000	-1 000 000
TOTAL PROJET 58A029P0002							**0**	**3 000 000**	**3 000 000**	**-6 000 000**
TOTAL							**0**	**3 000 000**	**3 000 000**	**-6 000 000**

4.3. GRANDS PROJETS

TABLEAU.45: Programmation des dépenses des grands projets

EN MILLIERS FCFA

Intitulé des projets	Coût total	Montant executé en 2023	2022			2023			2024		2025		2026		Reste à financer	
			Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
5529I13482 - CONSTRUCTION DE LA VOIRIE DE KOUME -BONIS	9 000 000									2 000 000	2 000 000	2 000 000	5 000 000	5 000 000		0
5729I00003 - Acquisition des équipements du laboratoire national de métrologie	4 200 000					200 000			1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 000 000	1 000 000	200 000	200 000
5529I00207 - Réhabilitation des sites	2 500 000								1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	500 000	500 000	0	0
5529I13483 - INSTALLATION DE CHANTIER ET PLAN DE RECOLLEMENT KOUME-BONIS	1 850 067								500 000	500 000	500 000	500 000	850 000	850 000	67	67
5529I13490 - Construction de l'immeuble du centre de l'information géologique	2 000 000								500 000	500 000	1 000 000	1 000 000	500 000	500 000	0	0
5529I13489 - acquisition des ordinateurs complets	3 000 000								500 000	500 000	500 000	500 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
5529I13484 - TRAVAUX PRÉLIMINAIRES - DÉGAGEMENT DES EMPRISES KOUME-BONIS	1 524 197								500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	24 197	24 197

5529I13485 - TRAVAUX DE TERRASSEMENTS KOUME-BONIS	418 105								400 000	400 000	0	0	0	0	18 105	18 105
5829I14204 - Acquisition des véhicules pour le suivi des projets	1 000 000								400 000	400 000	300 000	300 000	300 000	300 000	0	0
5529I00209 - realisation des etudes d'execution du technopole agro-industriel de OUASSA-BABOUTE	400 000								300 000	300 000	100 000	100 000	0	0	0	0
Total	25 892 369					**200 000**			5 600 000	7 600 000	7 400 000	7 400 000	9 650 000	9 650 000	1 242 369	1 242 369

4.4. SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

Structures	Historique (en milliers de F CFA)				Programmation (en milliers de F CFA)		
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ANOR	BIP : 75 000	-	-	BIP : 600 000			
MAGZI	-	-	-	-			
ONZFI	BIP : 50 000	-	-	-			
APROCOM-PH	BIP : 40 000	-	-	-			
SNPPK	BF : 75 000	BF : 60 000	BIP : 35 000 BF : 35 000	BF : 35 000			
CAPAM	BF : 400 000	BF : 260 000	BF : 100 000	BF : 300 000			
CCIMA	-	BF : 20 000	BF : 72 000	BF : 500 000			
PRECASEM (FCP +FINEX)	FCP : 76 000 FINEX : 2 360 000	FCP : 40 200 FINEX : 4 719 150	FCP : 100 000 FINEX : 8 121 658	FCP : 73 000 FINEX : 2 800 000			
A C P - U E (FCP +FINEX)	FCP : 50 000 FINEX : 500 000	-	-	-			

TABLEAU.46: Programmation des subventions destinées aux établissements publics

EN MILLIERS FCFA

Etablissement Public	LF 2023	2024			2025			2026			TOTAL		
		F	I	T	F	I	T	F	I	T	F	I	T
ANOR - AGENCE DE NORMES ET QUALITE	200 000		1 500 000	1 500 000		1 500 000	1 500 000		1 000 000	1 000 000		4 000 000	4 000 000
CHAMBRE DE COMMERCE - CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ARTISANAT	10 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	15 000		15 000
MAGZI - MISSION D'AMENAGEMENT ET GESTION DES ZONES FRANCHES INDUSTRIELLES			3 400 000	3 400 000		3 000 000	3 000 000		6 350 000	6 350 000		12 750 000	12 750 000
SNPPK - Secrétariat National Permanent au Processus de Kimberley	137 000		231 000	231 000		226 000	226 000		168 500	168 500		625 500	625 500
TOTAL	**347 000**	**5 000**	**5 131 000**	**5 136 000**	**5 000**	**4 726 000**	**4 731 000**	**5 000**	**7 518 500**	**7 523 500**	**15 000**	**17 375 500**	**17 390 500**

4.5. RESSOURCES PROGRAMMEES AU PROFIT DES CTD

TABLEAU.47: Programmation des ressources tranférées aux CTD

EN MILLIERS FCFA

Compétences transférées	2024			2025			2026			TOTAL		
	F	I	T	F	I	T	F	I	T	F	I	T
TOTAL null												
TOTAL												

4.6. POINT SUR LES PROJETS EN COURS D'EXECUTION

N°	INTITULE DU PROJET	COUT DU MARCHE (en milliers de F CFA)	TAUX DE REALISATION PHYSIQUE(en%)	SITUATION ACTUELLE
1	Acquisition de 25 ordinateurs complets	24 800	100	Réceptionné
2	Acquisition des équipements (ordinateurs, onduleurs, imprimantes, points d'accès haut débit, rallonges et formation) pour le CATI	19 920	100	Réceptionné
3	Acquisition des équipements (imprimante 3D, découpe vinyle, fraiseuse CNC, kit Arduino complet, kit raspberry PI4 complet, kit de capteur complet, kit robotique arduino, outillage complet, mise à niveau de la salle CATI/DDTPI et formation) de prototypage	19 998	100	En cours de réception
4	Extension et Interconnexion des réseaux informatiques	25 000	0	En cours d'exécution
5	Acquisition d'un véhicule de fonction du SETAT	60 000	0	Marché attribué et en cours de signature
6	Acquisition d'un véhicule de fonction du Secrétaire General	49 750	0	Marché attribué et en cours de signature
7	Elaboration du plan de rattrapage technologique	49 000	0	Marché attribué et en cours de signature
8	Elaboration du plan de relance de la SCAN (Société des Conserveries Alimentaires du Noun)	29 000	0	Marché attribué et en cours de signature

9	Organisation des bassins de production à Ouassa Babouté	96 000	0	Marché attribué et en cours d'attribution
10	Etudes stratégiques pour le reformatage du PDI	70 000	0	Marché en cours de demande de modification au MINEPAT
11	Finalisation du laboratoire national de métrologie (installation des lots technologiques)	650 000 000	20%	Travaux du d'installation de lots technologiques

4.7. INTERVENTIONS PRIORITAIRES

mise en place du Technopôle agro industriel d'Ouassa Babouté ;
mise en place du Technopôle des TIC ;
mise en place des zones economiques specilisees pour l'industrie pharmaceutique et chimique ;
mise en place des zones economiques specilisees pour l'industrie de transformation du bois ;
Finalisation des équipements du laboratoire de métrologie de l'ANOR ;
Accompagnement des promoteurs dans le sous-secteur Mine, Industrie et développement Technologique ;
Renforcement des capacités dans le secteur Minier.

4.8. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES GENRE SENSIBLES

4.8.1. Programmation des dépenses genre sensible du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres par action et activités

TABLEAU.48: Programmation des dépenses genre sensible du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minieres par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	2022			2023			2024		2025		2026	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
null - null												
Total												

4.8.2. Programmation des dépenses genre sensible du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel par action et activités

TABLEAU.49: Programmation des dépenses genre sensible du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	2022			2023			2024		2025		2026	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
null - null												
Total												

4.8.3. Programmation des dépenses genre sensible du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite par action et activités

TABLEAU.50: Programmation des dépenses genre sensible du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	2022			2023			2024		2025		2026	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
null - null												
Total												

4.8.4. Programmation des dépenses genre sensible du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle par action et activités

TABLEAU.51: Programmation des dépenses genre sensible du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	2022			2023			2024		2025		2026	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
null - null												
Total												

4.8.5. Programmation des dépenses genre sensible du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique par action et activités

TABLEAU.52: Programmation des dépenses genre sensible du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	2022			2023			2024		2025		2026	
	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP
-												
null - null												
Total												

ANNEXE 1

MATRICE DU CADRE LOGIQUE

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2022	Estimation 2023	Valeur cible			Risque
						2024	2025	2026	
PROGRAMME 035 AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES	Développer le secteur des mines et carrières	Taux de connaissance du potentiel géologique	DM	7,08	7,92	2,00	5,00		
		Proportion des réserves minérales exploitées	DM	27,52	33,48				
ACTION 01 OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	Accroître la production des substances minérales	Volume/Quantité des substances minérales produites (trimestriel, semestriel et annuel)	Sources de données : DM Sources de vérification : Rapports des surveillances administratives DM	724 086,88	850 000,00	900 000,00	950 000,00		
2903501C001 Organisation du secteur minier artisanal au sens strict									
2903501C002 suivi de l'exploitation des substances minérales et des carrières hors pétrole	Améliorer les statistiques de production des substances minérales	Fichier actualisé des statistiques de production	DM		1,00	1,00	1,00		
2903501C003 Contrôle de l'exécution des obligations légales, réglementaires et contractuelles des titulaires des autorisations et permis du secteur minier	Evaluer le respect des cahiers de charges	Nombre de campagnes de suivi des projets de recherche minière	DG		2,00	2,00	2,00		
2903501C004 Appui à la mise en œuvre des projets miniers et renforcement du tissu industriel									
2937604A002 Renforcement des capacités dans le secteur minieral	Améliorer l'information géologique et minière du Cameroun								
ACTION 02	Améliorer la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier								
2903502C001 RENFORCEMENT DES RÉSERVES D'OR DU CAMEROUN									
2903502C002 RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE COLLECTE DES DROITS ET TAXES DU SECTEUR MINIER									
ACTION 03 RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER	Améliorer la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier	Durée moyenne d'attribution des permis et autorisations miniers	RAPPORT SDACL/MINMIDT	45,00	25,00	20,00	45,00		
2903503C001 Suivi de la production et de la certification des diamants bruts	Optimiser les volumes des diamants bruts certifiés conformément aux Principes et exigences du SCPK	Volume de diamants bruts tracés dans les circuits formels	SNPPK		2 500,00	2 500,00	3 000,00		
2903503C002 Contrôles internes et lutte contre les trafics et la contrebande des substances minières	Améliorer les volumes d'exportation légale des substances minérales	Volumes des substances minières exportées légalement	SNPPK		2 000,00	2 500,00	3 000,00		
2903503C003 PÉRENNISATION DU SYSTÈME INFORMATISÉ DU CADASTRE MINIER									
2903503D004 Contrôle du respect de la législation et de la règlementation du secteur minier									
2903503D005 contrôle de l'exécution des obligations légales, règlementaires et contractuelle des titulaires des titres miniers et contrats pétroliers									
2903503D006 Mise en œuvre des principes et exigences du système de certification du processus de Kimberley (certification des diamants bruts)									
2903503D007 Acquisition des équipements de terrain et logistique									
ACTION 04									
2903504C001 POURSUITE DE L'INVENTAIRE DU POTENTIEL MINIER NATIONAL ET MISE À JOUR DES CARTES À GRANDE ÉCHELLE									
2903504C002 ORGANISATION DES CAMPAGNES DE LEVÉES GÉOLOGIQUES, PROSPECTION AU MARTEAU ET ALLUVIONNAIRE									
ACTION 05 PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL	Améliorer l'attractivité du secteur minier camerounais dans toutes ses composantes	Nombre de documents d'informations géologiques et minières mis à la disposition du public	RAPPORT CIGM, DM	200,00	350,00	400,00	450,00		
2903505C001 VALORISATION DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ISSUS DU SECTEUR MINIER	Promouvoir les matériaux de construction issue du secteur local	Nombre d'affleurement rocheux	CIGM		5,00	5,00	5,00		
2903505C002 VALORISATION DE L'INFORMATION GÉOLOGIQUE ET									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2022	Estimation 2023	Valeur cible			Risque
						2024	2025	2026	
MINIERE									
ACTION 06 GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES	Promouvoir les exploitations minières économiquement rentable, socialement équitable et écologiquement acceptable pour un développement durable	Proportion de sites miniers et de carrières exploités selon les règles de l'art	Rapports de la DM/DG et de la BNCAM	40,00	75,00	80,00	85,00		
2903506C001 SENSIBILISATION ET ACCOMPAGNEMENT DES SOCIÉTÉS DES MINES ET DES CARRIÈRES À LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)									
2903506C002 SUIVI ET CONTRÔLES DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET GÉOLOGIQUE									
2903506C003 LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION MINIÈRE ILLÉGALE DANS LES 10 REGIONS (BRCAM)									
2903506C004 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIERES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 10 REGIONS									
2903506C005 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES									
2903506C006 Accompagnement à la mise en ooeuvre des activités dans le secteur minier									
2937601A003 IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DES SITES GÉOLOGIQUES ET MINIERS À RISQUES	Promouvoir une exploitation minière économiquement rentable, socialement équitable et écologiquement acceptable	nombre de sites miniers rehabilité	DM						
		Proportion de sites miniers et de carrières exploités selon les règles de l'art	la DM et de la BNCAM						
		Nombre de carte de géo risques	DG						
PROGRAMME 036 DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale	Taux de transformation locale des matières premières	INS/DI	34,00	36,00	15,00	20,00		
ACTION 01 DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)	Valoriser les filières prioritaires telles que le coton, le cacao-café, l'huile de palme, le sucre, le caoutchouc, le riz, la banane plantain dans le but d'approvisionner les marchés de l'intérieur, de la CEEAC, du Nigéria en produits alimentaires de 2ème et 3ème transformation	Ratio valeur ajoutée des filières prioritaires de l'agro-industrie	RAPPORT INS	17,50	18,50	19,00	19,50		
2903601C001 Renforcement des capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires	Augmenter des capacités de production des Agro-industries	POURCENTAGE DE TRANSFORMATION DES MATIERES PREMIERES	DI		10,00	25,00	75,00		
2903601D002 Développement et opérationnalisation des technopoles agroindustriels structurants sur tout le territoire									
ACTION 02 RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)	Accroître la contribution des secteurs cibles dans le PIB	Part des exportations des produits manufacturés dans les exportations totales	RAPPORT	30,00	40,00	44,00	48,00		
2903602C001 Développement de la filière mine-Metalurgie siderurgie	Augmenter et diversifier la transformation locale des produits la filière Mine-Métallurgie et Sidérurgie	étude stratégique de redéploiement de la filière bauxite-alumine-aluminium	DI		1,00	1,00	1,00		
2903602C002 Développement des Industries de transformation du bois	Mettre en place les ZES afin de doter le Cameroun d'industries de transformation de bois performantes	création de 4 ZES de Bertoua, Edéa, Kribi et Douala	DI		1,00	2,00	3,00		
ACTION 03 DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE EN VUE DE LA FABRICATION DES MEDICAMENTS GENERIQUES,REACTIFS ET CONSOMMABLES MEDICAUX AINSI QUE LES PRODUITS COSMETIQUES	Accroitre les performances de l'industrie pharmaceutique locales	Nombre de nouveaux médicaments réactifs et consommables médicaux fabriqués localement	RAPPORT DI / ASSOCIATION INDUSTRIES DU MEDICAMENTS	79,00	99,00	109,00	119,00		
2903603C001 Mise en œuvre du plan d'actions à court terme et de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique	Créer les conditions favorables à la mise en place des nouvelles unités de production	politique nationale pharmaceutique élaborée	DI		1,00	2,00	3,00		
2903603C002 Mise en place d'une industrie pharmaceutique et chimique pour la fabrication consommables médicaux, des médicaments génériques, réactifs et consommables médicaux	Améliorer les capacités de production des industries pharmaceutiques locales, des industries chimiques et cosmétiques aux fins de réduire les importations	nombre d'appuis directs au entreprises locales pharmaceutiques	DI		5,00	10,00	15,00		
2903603D003 Mise en place d'un parc industriel réservé aux biotechnologies, industries pharmaceutiques et autres industries non polluantes									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2022	Estimation 2023	Valeur cible			Risque
						2024	2025	2026	
ACTION 04 RESTRUCTURATION REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE	Augmenter la transformation locale de coton	Taux de transformation industrielle de la fibre locale de coton	RAPPORT CICAM	1,00	5,00	8,00	9,00		
2903604C001 : Développement d'une industrie de fabrication d'ouvrages en cuir et de confection des tenues	Relancer l'industrie du cuir	Restructuration et relance de Nouvelle Tanneries Industrielles au Cameroun	DI		1,00	1,00	2,00		
2903604C002 confection des tenues et équipements vestimentaire incorporant le coton Camerounais	Augmenter le taux de transformation local du coton	Augmenter le taux de transformation local du coton	DI		5,00	10,00	30,00		
ACTION 05 FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES	Améliorer la qualité des infrastructures d'accueil et accroitre les parts de marché des industries camerounaises	Nombre de nouvelles zones économiques créées	RAPPORT DI / MAGZI	0,00	2,00	3,00	4,00		
2903605C001 Développement d'un système de Suivi de l'activité industrielle	Suivre l'évolution de la production industrielle	Production des notes de conjonctures	DI		1,00	1,00	1,00		
2903605D002 Opérationnalisation du Plan Directeur d'Industrialisation (PDI)									
2937701A002 Renforcement des capacités de la CCIMA	Mettre en place un cadre idoine, sans discontinuité pour la délivrance en ligne du certificat d'origine et de l'attestation d'inscription au fichier consulaire dans les dix délégations régionales de l'Institution consulaire.	Taux de mise en place un cadre idoine, sans discontinuité pour la délivrance en ligne du certificat d'origine et de l'attestation d'inscription au fichier consulaire	CCIMA		15,00	20,00	50,00		
2937703A003 Développement des zones économiques spécialisées au Cameroun	•Promouvoir les investissements étrangers, la création d'emplois et surtout l'amélioration de la technologie et de la gestion. Attirer les Investissements Directs Etrangers et nationaux ; • Promouvoir des exportations ; • Augmenter des recettes fiscales. ; • Mettre en place des pôles de compétitivité et de croissance économique								
2937703A005 Mutation institutionnelle de l'ONZFI	Assurer une migration harmonieuse de l'actuel Régime de la Zone Franche Industrielle au Régime des Zones Economiques régies par les dispositions de la Loi N°2013-011 du 16/12/2013	Mutation Institutionnelle	CCIMA		1,00	1,00	1,00		
ACTION 06 PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES	Réduire les risques et prévenir les accidents et catastrophes liées aux activités industrielles et aux installations classées	Taux d'établissements classés conformes sur le nombre global des établissements classés existants	RAPPORT SDRI/DI	40,00	60,00	70,00	75,00		
2903606C001 DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME DE SUIVI DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE	O1 : Accroître l'effectif des établissements classés sur le territoire national ; O2 : Accroître l'effectif des appareils à pression et de levage sur le territoire national ; O3 : Améliorer l'information statistique issu des pipelines au niveau national ;	Répertoire exhaustif des établissements classés	DI		3,00	3,00	3,00		
2903606C002 CONSTITUTION DES STATISTIQUES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS ET AUX APPAREILS À RISQUES (APPAREILS À PRESSION, APPAREIL DE LEVAGE, PIPELINES)									
2903606C003 Sécurisation des activités industrielles									
2903606C004 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉSDES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES DU MINMIDT									
2903606C005 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DANS LES 10 RÉGIONS									
2903606C006 ACTUALISATION DU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE RELATIF AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS, AUX APPAREILS À PRESSION, DE LEVAGE ET AUX PIPELINES.									
2903606C007 Coordination de l'opérationnalisation du PDI	Assurer la mise en œuvre efficace des projets prioritaires du PDI	Rapport de suivi des projets prioritaires	DI		1,00	1,00	1,00		
PROGRAMME 037 MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale	Indice de développement de l'infrastructure qualité	DDQ	1,40	1,60	23,00	25,00		
ACTION 01 DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION	Accroitre le portefeuille des normes camerounaises	Nombre de Normes Camerounaises homologuées et diffusées	rapport DDQ,ANOR, INS	3 000,00	3 400,00	10 200,00	12 200,00		
2903701C001 Veille normative et réglementaire	Développer les normes Camerounaises	plan nationale d'élaboration des normes			0,00	1,00			
2903701C002 Actualisation du cadre légal et règlementaire de la normalisation	Améliorer le cadre légal et réglementaire	Loi sur la normalisation et ses textes d'application à jour	DDQ		1,00	1,00	1,00		

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2022	Estimation 2023	Valeur cible			Risque
						2024	2025	2026	
2903701C003 Accélération de la normalisation et vulgarisation de bonnes pratiques									
ACTION 02 AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	Accroitre la crédibilité des activités d'évaluation de la conformité	Taux d'évolution des travaux dans la création d'une Agence Nationale d'Accréditation	RAPPORT	5,00	20,00	10,00	12,00		
2903702C001 AGREMENT DES ORGANISMES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE									
2903702C002 Conservation des étalons de référence et leur raccordement au système international	Amélioration du système d'évaluation de la conformité	Taux de mise en place du système d'évaluation de la conformité	DDQ		15,00	20,00	30,00		
2903702C003 CERTIFICATION DES SYSTEMES, DES PRODUITS ET PERSONNES									
2903702C004 Mise en place d'un dispositif d'accréditation	Augmenter la crédibilité des laboratoires d'analyses	Organisme d'Accréditation (OA) fonctionnel	DDQ		2,00	3,00	5,00		
2903702C006 Construction des laboratoires d'analyse et d'essais	Optimiser l'évaluation de la conformité des produits	Mise en place des 06 laboratoires d'analyse et d'essais	CAEMI		1,00	2,00	4,00		
ACTION 03 AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	Raccorder les étalons nationaux au SIM	Taux de raccordement des équipements;	RAPPORT	25,00	28,00	30,00	32,00		
2903703C001 ORGANISATION ET ENTRETIEN DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE									
2903703C002 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN METROLOGIE									
2903703C004 CONSTRUCTION DES LABORATOIRES DE MÉTROLOGIE									
ACTION 04 PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES	Améliorer la culture qualité des acteurs socio-économiques	Proportion d'entreprises engagées dans la démarche qualité	RAPPORT DDQ	20,00	50,00	30,00	32,00		
2903704C001 Mise à niveau des systèmes de management de la qualité dans les industries locales	Développement et Promotion des méthodes spécifiques d'Assurance Qualité (AQ) dans les industries agro-alimentaires	Taux développement et Promotion des méthodes spécifiques d'Assurance Qualité (AQ) dans les industries agro-alimentaires	DDQ		20,00	30,00	50,00		
2903704C002 MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE LABELISATION									
2903704C003 Intensification de la communication sur la qualité	contribution à l'organisation de la SENAQ	Centre de promotion de la qualité mis en place	DDQ		0,00	1,00	1,00		
2903704C004 MISE À NIVEAU DES INDUSTRIES LOCALES									
2903704C005 MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE PROMOTION DE LA QUALITÉ									
2903704E006 Mise en place d'un dispositif de certification des compétences dans les filières prioritaires									
ACTION 05 PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	Accentuer l'usage des normes et outils CODEX dans les agro-industries	Proportion d'agro industries utilisant des normes codex	RAPPORT	25,00	28,00	30,00	32,00		
2903705C001 COORDINATION DES ACTIVITES DU CODEX ALIMENTARIUS									
2903705C002 Renforcement de la Coopération dans le Domaine de la Qualité	faciliter le développement de l'infrastructure qualité	Renforcement de la coopération dans le cadre du codex et la SSA	DDQ		25,00	30,00	50,00		
2903705C003 Mise en œuvre du CODEX ALIMENTARIUS et la SSA	Mise en œuvre du CODEX ALIMENTARIUS et la Sécurité Sanitaire des Aliments(SSA)	assurer la protection sanitaire des consommateurs	DDQ		25,00	40,00	60,00		
ACTION 06 AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES	Protéger le consommateur et assainir le marché	Taux de produits contrôlés, saisis, recyclés, déclassés et détruits	RAPPORT DDQ	10,00	13,00	15,00	20,00		
2903706C001 Renforcement et extension du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement des produits importes (PECAE)	Protéger le consommateur local	Taux de certificats de conformité des produits	DDQ		20,00	30,00	50,00		
2903706C003 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE NORMALISATION ET DE LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL									
2903706C004 Accompagnement à la mise en oeuvre des activités dans le secteur infrastructure qualité									
PROGRAMME 038	Favoriser le développement des technologies et la valorisation des	Proportion des technologies produites en série au courant de l'année	DDTPI	4,66	5,66	18,00	20,00		

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2022	Estimation 2023	Valeur cible			Risque
						2024	2025	2026	
DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	actifs de propriété industrielle	Proportion des technologies produites en série au courant de l'année	DDTPI	4,66	5,66	18,00	20,00		
		Nombre d'actifs de la propriété industrielle valorisés	direction des mines	4 085,00	5 145,00				
ACTION 01 AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE	Renforcer le cadre juridique et stratégique développement technologique et de la Propriété Industrielle	Nombre de nouveaux projets de textes élaborés ;	RAPPORT	9,00	11,00	12,00	14,00		
2903801C001 Élaboration et suivi de la mise en œuvre du cadre stratégique et juridique du développement technologique et de la propriété industrielle	Améliorer le cadre stratégique et juridique du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle	documents stratégiques élaboré	DDPI		1,00	2,00	4,00		
2903801C002 Mise en place d'un système de collecte, de diffusion et de conservation des informations et de documents du DT et de la PI	Mettre en place une base de données fiable et accessible à tous en matière de DT et de PI	Documentation physique en matière de DT et de PI Base de données en matière de DT et de PI			1,00	1,00	2,00		
2903801C003 DÉVELOPPMENT DU PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE ET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE									
2903801D004 Appui à la valorisation des ressources Génétique et des connaissances traditionnelles associées au moyen de la propriété intellectuelle									
ACTION 02 APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES	Intensifier le développement et le transfert des technologies	Nombre de technologies valorisées	RAPPORT	12,00	16,00	18,00	20,00		
2903802C001 MISE EN PLACE ET SUIVI DES STRUCTURES D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE									
2903802C002 DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE									
2903802C003 VEILLE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES									
2903802C004 REPRODUCTION, ADAPTATION ET DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES									
2937802A001 PILOTAGE ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Constituer un vivier d'informations scientifiques et technologiques de qualité	Pourcentage	RAPPORT DDTPI						
ACTION 03 PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroître le nombre d'actifs de propriété industrielle protégés	Nombre d'actifs de propriété industrielle protégés	RAPPORT DDTPI	4 930,00	5 032,00	5 512,00	6 000,00		
2903803C001 PROMOTION DES ACTIFS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE									
2903803C002 APPUI À LA PROTECTION DES ACTIFS DE PI									
ACTION 04 VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE	Valoriser les produits de terroirs par les Indications Géographiques (IG) et marques collectives	Nombre d'Indications Géographiques ou marques collectives protégés	RAPPORT	2,00	2,00	3,00	3,00		
2903804C001 PROMOTION, SUIVI ET ÉVALUATION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES ET MARQUES COLLECTIVES PROTÉGÉES									
2903804C002 PROTECTION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE EN INDICATION GÉOGRAPHIQUE ET MARQUES COLLECTIVES									
2903804C003 IDENTIFICATION, QUALIFICATION ET ÉLABORATION DES CAHIERS DE CHARGE DES NOUVEAUX PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE									
2903804C004 Appui a l'entrepreneuriat et a l'innovation dans la valorisation des produits de terroir de qualité liée à l'origine	Accompagner les coopératives, groupements de producteurs, PME et star up à l'utilisation des outils PI en vue de les rendre compétitifs	Taux d'accompagner les coopératives, groupements de producteurs, PME et star up à l'utilisation des outils PI en vue de les rendre compétitifs	DDTPI		15,00	30,00	50,00		
2903804C005 APPUI AU COMITÉ NATIONAL DE PROMOTION ET DE COORDINATION DES IG (CONAPIG)									
ACTION 05 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	Améliorer la capacité d'absorption et d'accumulation des technologies	Taux de réalisation des infrastructures technologiques	rapport DDTPI	33,00	40,00	50,00	60,00		
2903805C001 DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2022	Estimation 2023	Valeur cible			Risque
						2024	2025	2026	
2903805C002 DÉVELOPPEMENT DES CENTRES TECHNIQUES NATIONAUX (CTN)									
2903805C003 COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA DDTPI									
2903805C004 Accaompagnement des activités dans le secteur du développement des technologies									
2903805D005 Mise en oeuvre du technopole Agro-industriel (TAI) de Ouassa-Babouté									
PROGRAMME 039 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT	DAG	94,07	100,00	100,00	100,00		
ACTION 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT	Mettre à disposition des moyens d'accompagnement favorables à la mise en œuvre et au suivi des activités des structures des organes centraux, déconcentrés et sous tutelle du MINIMIDT	Taux de réalisation des activités inscrites sur la feuille de route ministérielle	RAPPORT DEPCO	96,00	100,00	100,00	100,00		
2937902A001 Supervision stratégique de la mise en œuvre des programmes du MINMIDT	Améliorer la mise en œuvre des programmes ministériels fluidifier la communication entre les différents acteurs des différents programmes du MINMIDT Améliorer la coordination administrative de la mise en œuvre des programmes du MINMIDT								
2937902A004 Coordination des activités du MINMIDT dans les 10 Régions	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des activités du MINMID T dans les 10 Régions								
2937902B007 Coordination des activités du MINMIDT dans les 58 Délégations Départementales									
ACTION 02 ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense et la coopération au MINMIDT	Nombres d'outils de la planification et de mise en œuvre de la stratégie disponible par an	RAPPORT DEPCO	12,00	6,00	6,00	6,00		
2903902C001 Amelioration de la strategie du sous secteur Mines, Industrie et Devellopment Technologique									
2937901A006 Suivi et évaluation de la mise en œuvre des politiques du sous-secteur	Promouvoir une mise en œuvre efficace de la stratégie du sous-secteur mines, industrie et développement technologique								
2937901A007 Planification, Programmation et Budgétisation des politiques publiques du Sous-Secteur	Améliorer la planification, la programmation et la budgétisation efficace des projets du MINMIDT	Nombre de document de planification élabore	DEPCO		6,00	6,00	6,00		
2937901A008 Maturation des projets miniers, industriels et technologiques	Accroître l'efficacité de la dépense publique et 'améliorer les performances des administrations.								
2937901A009 Développement les projets miniers, industriels et technologiques	Favoriser la mise en place des projets du sous-secteur	Nombre de projets miniers, industriels mis en œuvre	DEPCO		2,00	3,00	2,00		
2937901A010 Structuration, négociation et suivi de la coopération au sein du MINMIDT	Optimiser la coopération en vue du développement du sous-secteur	document comportant la vision de la Coopération Elaborée	CCD		1,00	1,00			
		élaboration du plan de coopération	DEPCO		0,00	1,00			
2937901A011 Promotion du sous-secteur	assurer l'information de l'opinion nationale et internationale ainsi que les potentiels investisseurs et les partenaires sur la contribution du MINMIDT au développement de l'économie Camerounaise et d'attirer des nouveaux	Nombre de rapport de la participation du MINMIDT aux différentes foires	CCD		6,00	10,00			
2937901B012 Réalisation des activités de cadrage macro-économique du sous-secteur	Analyser les variations de l'activité économique à court terme								
ACTION 03	re								
2903903C001 STRUCTURATION DE LA COOPÉRATION AU SEIN DU MINMIDT									
2903903C002 PARTICIPATION DU MINMIDT AUX FOIRES ET FORAS									
ACTION 04 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	Promouvoir la planification et la culture de l'évaluation	Nombre d'outils de la performance et de l'évaluation disponibles	RAPPORT	6,00	6,00	6,00			
2937903A001 Exécution du budget du Ministère	Evaluer l'exécution physico-financière du budget alloué aux MINMIDT								
2937903B004 Preparation du Budget (COMITE INTERNE DE GESTION DE LA CHAINE PLANIFICATION-PROGRAMMATION-BUDGETISATION) PPBS	Préparer le Budget du MINMIDT								

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2022	Estimation 2023	Valeur cible			Risque
						2024	2025	2026	
ACTION 05 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT	Améliorer le dispositif informationnel au MINMIDT	Nombre d'annuaires statistiques produits par an	rapport DEPCO	1,00	1,00	1,00	1,00		
2903905C001 Gestion du parc et du réseau informatique									
2903905C002 Conception, élaboration et mise à jour des applications									
2903905C003 Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel									
2903905D004 Maintenance et misez à jour du parc et du réseau informatique									
2937904B004 Opérationnalisation du système d'information statistique	Améliorer le système d'information statistique du MINMIDT à travers la mise à disposition régulière et permanentes des données de qualité	Annuaire statistique mise a jours	DEPCO		1,00	1,00	1,00		
2937904B005 Suivi de la mise en œuvre des stratégies du sous-secteur	Améliorer le processus d'évaluation de la performance du sous-secteur mines, industries et développement technologique	Suivi des indicateurs du sous secteurs mines, industries et développement technologique	DEPCO		5,00	5,00	5,00		
ACTION 06 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	Doter les services des infrastructures et des équipements adéquats	Taux de personnel disposant d'un poste de travail complet		31,00	33,00	40,00	50,00		
2937905A001 Mise en œuvre d'un plan de construction et de réhabilitation des services du MINMIDT	Améliorer les bâtiments de travail des services du MINMIDT								
2937905A002 Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT	Améliorer les conditions de travail dans les services centraux								
2937905A003 Maintenance, entretien et sécurisation des installations, matériels et équipement du MINMIDT	Améliorer la Maintenance du matériel et des équipements du MINMIDT								
ACTION 07 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT	Renforcer les capacités du personnel et gérer la carrière et la solde	Nombre de personnels ayant bénéficié d'une formation	RAPPORT d'activité SDPSP	294,00	365,00	360,00	400,00		
2937906A003 Amélioration de la gestion du personnel	-Promouvoir la lutte contre le VIH/SIDA par l'ensemble du personnel -Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès aux ressources, aux processus de décision et aux responsabilités - Sensibiliser à l'élimination systématique des inégalités de genre dans tous les secteurs d'activités du MINMIDT								
2937906A004 Assainissement du fichier des personnels de la solde et des pensions	- Assainir le fichier du personnel et la masse salariale - Conduire tous les actes de carrières et les accessoires de solde								
ACTION 08	re								
2937907A001 Gestion du parc et du réseau informatique	Améliorer le fonctionnement des équipements informatiques Construire un réseau national interconnecté pour tous les services du MINMIDT								
2937907A002 Conception, élaboration et mise à jour des applications	Etendre la dématérialiser des procédures à travers des progiciels et bases de données Lancer le SIAT au MINMIDT								
2937907A003 Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel	Evaluer la mise à jour du fichier du personnel et le fonctionnement des applications de gestion de la carrière et de la solde du personnel Surveiller la ponctualité et l'assiduité du personnel du MINMIDT								
ACTION 09 CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	Assurer une gestion efficiente des ressources	Nombre de missions d'audit effectuées	Rapport annuel d'activité IG	68,00	74,00	74,00	74,00		
2937908A001 Suivi des performances des services et Contrôle interne et évaluation du fonctionnement des structures du MINMIDT	Améliorer la performance des services et évaluer les atteintes des objectifs assignés au MINMIDT								
2937908A002 Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption	Evaluer la corruption au sein du MINMIDT								
ACTION 10 CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	Optimiser la production / présentation des textes juridiques et la gestion du contentieux	Nombre de textes et de conclusions juridiques élaborés	RAPPORT DAJ	38,00	60,00	65,00			
2937909A002 Consolidation de la fonction contentieuse	Minimiser le risque juridique								
2937909B003 Conception et élaboration du dispositif législatif et règlementaire du MINMIDT									
2937909B004 Mise en conformité avec la nouvelle législation des entreprises sous tutelle et certaines entreprises de notre secteur d'activités									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2022	Estimation 2023	Valeur cible			Risque
						2024	2025	2026	
2937909B005 Promotion de la culture juridique									
ACTION 11 COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	Promouvoir la politique du gouvernement dans les secteurs des mines, de l'industrie, du développement technologique et de la qualité et Améliorer la gestion documentaire au MINMIDT	-Nombres des supports issus de la réalisation des activités	RAPPORT CELCOM	253,00	256,00	260,00			
2903911C002 Gestion des ressources documentaires au MINMIDT									
2937910A001 Mise en œuvre du Bilinguisme et Traduction des donnés	Assurer le suivi des actions du MINMIDT à travers des supports écrits et audio visuels améliorer l'image du MINMIDT sur la toile et en assurer la couverture en temps réel des événements								
2937910A002 Amélioration des relations publiques et autres services de communication	Améliorer les médias des actions du MINMIDT pour en assurer une communication de qualité								
ACTION 12	Améliorer la qualité de la gestion documentaire au MINMIDT								
2937911A001 Gestion des archives et de la documentation	Améliorer la fluidité du traitement des courriers en interne comme en externe								

ANNEXE 2

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2024-2026)

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2024-2026)

Période : 2024 - 2026

CHAPITRE 29 : 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES
Action 01 : OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903501C001 : Organisation du secteur minier artisanal au sens strict																	
5529I00024 - Acquisition des kits d'analyse des eaux minérales et kits de prélèvement et de conditionnement des eaux et des bandelettes pour déterminer la présence de mercure, ion fer et/ou cyanure dans l'eau	75 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*	
5529I00025 - Acquisition de 10 tablettes surface pro et des logiciels de cartographie : Arcgis (arc gis tools, arcgis extension et installation dans les ordinateurs)	99 950	I	VISA	SC	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR	39 000	39 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*39 000*	*39 000*	
5529I00254 - Acquisition des kits de prélèvement et de conditionnement des eaux	20 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14090 - Accompagnement des CTD à l'organisation et à la gestion du secteur minier artisanal au sens strict	10 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 600	2 600	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 600*	*2 600*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5829F14092 - Formalisation du secteur minier artisanal au sens strict	8 200	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 700	2 700	MN	2 700	2 700	MN	2 800	2 800	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 700*	*2 700*		*2 700*	*2 700*		*2 800*	*2 800*	
TOTAL Activité 2903501C001	**213 750**				**0**	**0**	**0**	**0**	**80 300**	**80 300**		**61 700**	**61 700**		**70 800**	**70 800**	
Activité 2903501C002 : suivi de l'exploitation des substances minérales et des carrières hors pétrole																	
5829F00018 - Suivi de la production artisanale des autres substances	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F00020 - Suivi de la production industrielle des autres ressources minérales	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F14109 - Suivi de la production semi mécanisée des substances minérales	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	MN	1 000	1 000	MN	1 000	1 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
TOTAL Activité 2903501C002	**9 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**3 000**	**3 000**		**3 000**	**3 000**		**3 000**	**3 000**	
Activité 2903501C003 : Contrôle de l'exécution des obligations légales, réglementaires et contractuelles des titulaires des autorisations et permis du secteur minier																	
5829F00021 - Suivi et contrôle technique des activités de prospection et de recherche minière	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F00024 - Suivi des activités d'exploitation minière	33 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	11 000	11 000	LR	11 000	11 000	LR	11 000	11 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F00028 - Suivi de l'exploration pétrolière	33 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	11 000	11 000	LR	11 000	11 000	LR	11 000	11 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F14111 - Lutte contre l'exploitation minière illégale	78 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	26 000	26 000	MN	26 000	26 000	MN	26 000	26 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F14113 - Suivi de la réhabilitation et restauration des sites miniers	48 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	16 000	16 000	MN	16 000	16 000	MN	16 000	16 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
TOTAL Activité 2903501C003	**198 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**66 000**	**66 000**		**66 000**	**66 000**		**66 000**	**66 000**	
Activité 2903501C004 : Appui à la mise en œuvre des projets miniers et renforcement du tissu industriel																	
5529I00216 - Acquisition des motos YAMAHA tout terrain 97 cc	151 500	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
5829F00026 - suivi de la mise en œuvre projet d'exploitation du fer de Mbalam	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*7 000*	*7 000*		*7 000*	*7 000*		*7 000*	*7 000*	
5829F00027 - Suivi de la mise en œuvre du projet d'exploitation du fer de Lobe-Kribi	19 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 500	6 500	MN	6 500	6 500	MN	6 500	6 500	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 500*	*6 500*		*6 500*	*6 500*		*6 500*	*6 500*	
5829F14115 - Suivi de la mise en œuvre du projet d'exploitation de l'Or de Colomine	16 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 500	5 500	MN	5 500	5 500	MN	5 500	5 500	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 500*	*5 500*		*5 500*	*5 500*		*5 500*	*5 500*	
5829F14116 - Suivi de la mise en œuvre du projet d'exploitation du fer de d'AKOM II	19 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 500	6 500	MN	6 500	6 500	MN	6 500	6 500	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 500*	*6 500*		*6 500*	*6 500*		*6 500*	*6 500*	
5829I14204 - Acquisition des véhicules pour le suivi des projets	1 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	400 000	400 000	MN	300 000	300 000	MN	300 000	300 000	MN

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES

Action 01 : OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*	*400 000*		*300 000*	*300 000*		*300 000*	*300 000*	
5829I14205 - Audit des coûts de recherche engendrés par la société CODIAS SA	250 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	250 000	250 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre					*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*	*250 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829I14206 - Audit des coûts de recherche engendrés par la société G-STONE Ressources	500 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	250 000	250 000	MN	250 000	250 000	MN	0	0	MN
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre					*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*	*250 000*		*250 000*	*250 000*		*0*	*0*	
5829I14207 - Audit des coûts de recherche engendrés par la société Sinosteel Cam SA	500 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	250 000	250 000	MN	250 000	250 000	MN	0	0	MN
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre					*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*	*250 000*		*250 000*	*250 000*		*0*	*0*	
5829I14208 - Audit des coûts de recherche engendrés par la société société Cam Iron	1 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	250 000	250 000	MN	500 000	500 000	MN	250 000	250 000	MN
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre					*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*	*250 000*		*500 000*	*500 000*		*250 000*	*250 000*	
TOTAL Activité 2903501C004	**3 478 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 475 500**	**1 475 500**		**1 375 500**	**1 375 500**		**625 500**	**625 500**	
Activité 2937604A002 : Renforcement des capacités dans le secteur minieral																	
5829F14106 - Renforcement des capacités des artisans miniers	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2937604A002	**18 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**		**2 000**	**2 000**	
TOTAL ACTION 01	**3 916 750**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 632 800**	**1 632 800**		**1 514 200**	**1 514 200**		**767 300**	**767 300**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES

Action 03 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903503C001 : Suivi de la production et de la certification des diamants bruts																	
5529I00143 - Acquisition des équipements de géolocalisation (GPS)	90 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*	
5529I00144 - Acquisition des tenue/uniformes de travail au des Points Focaux	25 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	10 000	10 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*10 000*	*10 000*		*0*	*0*	
5529I00145 - Acquisition des meubles et mobiliers de bureau	43 500	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	13 500	13 500	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*13 500*	*13 500*	
5529I00146 - Acquisition et mise en place d'un Data center	30 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5529I00147 - Acquisition du matériel de couchage des Points Focaux à l'exploitation	18 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
5529I00148 - Acquisition de (16) motos tout terrain	59 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	19 000	19 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*		*19 000*	*19 000*	
5529I00149 - Acquisition de six (06) véhicules tout terrain de type pick-up double cabine par année	159 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN	59 000	59 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*59 000*	*59 000*	
5529I00150 - Acquisition de 13 équipements de géolocalisation (GPS)	23 000	I	N/A		0	0	0	0	8 000	8 000	MN	8 000	8 000	MN	7 000	7 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*7 000*	*7 000*	
5529I00155 - Acquisition des kits pour les groupements d'artisans miniers en sociétés coopératives simplifiées	40 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*		*0*	*0*	
5529I00166 - Acquisition du matériel technique pour l'amélioration du plateau technique du laboratoire d'expertise et d'évaluation des diamants (kit complet du scanner SCANOX I500 ; microscope OLYPUS SZ 51equipee d'une porteuse de de diamant ; colorimètre de marque D	77 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	30 000	30 000	MN	17 000	17 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*17 000*	*17 000*	
5529I00172 - Acquisition du matériel de transport: 02 véhicules tout terrain de type pick up	84 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	35 000	35 000	MN	35 000	35 000	MN	14 000	14 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*35 000*	*35 000*		*35 000*	*35 000*		*14 000*	*14 000*	
5829F13611 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DU SNPPK	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 000	6 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903503C001	**654 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**245 000**	**245 000**		**234 000**	**234 000**		**175 500**	**175 500**	
Activité 2903503D004 : Contrôle du respect de la législation et de la règlementation du secteur minier																	
5829F13694 - Mise en conformité des activités du secteur minier	1 300	F	N/A	SC	0	0	0	0	300	300	LR	500	500	LR	500	500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*300*	*300*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F13695 - Campagne de répression des infractions minières	1 700	F	N/A	SC	0	0	0	0	700	700	LR	500	500	LR	500	500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F13696 - Coordination des activités de lutte contre les mauvaises pratiques dans le secteur minier BNCAM	1 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	400	400	LR	500	500	LR	500	500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*400*	*400*		*500*	*500*		*500*	*500*	
TOTAL Activité 2903503D004	**4 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 400**	**1 400**		**1 500**	**1 500**		**1 500**	**1 500**	
Activité 2903503D005 : contrôle de l'exécution des obligations légales, règlementaires et contractuelle des titulaires des titres miniers et contrats pétroliers																	
5829F13697 - Elaboration d'une stratégie nationale de contrôle dans le secteur minier	6 300	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 300	5 300	LR	500	500	LR	500	500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*300*	*300*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F13698 - Coordination des activités de lutte contre les mauvaises pratiques dans le secteur minier (BRCAM	1 700	F	N/A	SC	0	0	0	0	700	700	LR	500	500	LR	500	500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*500*	*500*		*500*	*500*	
TOTAL Activité 2903503D005	**8 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**6 000**	**6 000**		**1 000**	**1 000**		**1 000**	**1 000**	
TOTAL ACTION 03	**666 900**				**0**	**0**	**0**	**0**	**252 400**	**252 400**		**236 500**	**236 500**		**178 000**	**178 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES

Action 05 : PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903505C001 : VALORISATION DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ISSUS DU SECTEUR MINIER																	
5829F00040 - collecte des echantillons de roches et de minerais	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
5829F14172 - Identification des affleurements	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
5829F14173 - Mise en place d'un Système d'Information Géologique	2 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	600	600	LR	1 400	1 400	LR	600	600	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*600*	*600*		*1 400*	*1 400*		*600*	*600*	
5829F14174 - Mise en place d'une litothèque des produits finis servant de matériaux de construction	3 200	F	N/A	SC	0	0	0	0	800	800	LR	1 600	1 600	LR	800	800	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*800*	*800*		*1 600*	*1 600*		*800*	*800*	
TOTAL Activité 2903505C001	**14 800**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 400**	**4 400**		**6 000**	**6 000**		**4 400**	**4 400**	
Activité 2903505C002 : VALORISATION DE L'INFORMATION GÉOLOGIQUE ET MINIERE																	
5829F00038 - Collecte de l'information géologique et minière	3 900	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 300	1 300	LR	1 300	1 300	LR	1 300	1 300	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 300*	*1 300*		*1 300*	*1 300*		*1 300*	*1 300*	
5829F14175 - Production et diffusion des documents de promotion et Abonnements aux journaux et périodiques spécialisés	6 900	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 300	2 300	LR	2 300	2 300	LR	2 300	2 300	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 300*	*2 300*		*2 300*	*2 300*		*2 300*	*2 300*	
5829F14176 - Organisation des journées portes ouvertes sur la géologie et la mine	1 150	F	N/A	SC	0	0	0	0	810	810	LR	170	170	LR	170	170	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*810*	*810*		*170*	*170*		*170*	*170*	
5829F14177 - Inventaire, numérisation et traitement des données	3 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 800	1 800	LR	800	800	LR	800	800	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 800*	*1 800*		*800*	*800*		*800*	*800*	
TOTAL Activité 2903505C002	**15 350**				**0**	**0**	**0**	**0**	**6 210**	**6 210**		**4 570**	**4 570**		**4 570**	**4 570**	
TOTAL ACTION 05	**30 150**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 610**	**10 610**		**10 570**	**10 570**		**8 970**	**8 970**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES
Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903506C001 : SENSIBILISATION ET ACCOMPAGNEMENT DES SOCIÉTÉS DES MINES ET DES CARRIÈRES À LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)																	
5829F14123 - Suivi de l'exécution du contenu local	3 900	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 300	1 300	LR	1 300	1 300	LR	1 300	1 300	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 300*	*1 300*		*1 300*	*1 300*		*1 300*	*1 300*	
5829F14125 - Sensibilisation et accompagnement	28 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 500	9 500	MN	9 500	9 500	MN	9 500	9 500	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
5829F14127 - Suivi et cartographie de l'impact environnemental de l'exploitation minière et des carrière	10 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 500	3 500	LR	3 500	3 500	LR	3 500	3 500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 500*	*3 500*		*3 500*	*3 500*		*3 500*	*3 500*	
TOTAL Activité 2903506C001	**42 900**				**0**	**0**	**0**	**0**	**14 300**	**14 300**		**14 300**	**14 300**		**14 300**	**14 300**	
Activité 2903506C002 : SUIVI ET CONTRÔLES DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET GÉOLOGIQUE																	
5829F00273 - Lutte contre l'exploitation minière illégale	46 050	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 230	15 230	LR	15 590	15 590	LR	15 230	15 230	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*230*	*230*		*590*	*590*		*230*	*230*	
5829F13699 - Diffusion de l'information géologique et minière	42 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 800	12 800	LR	16 400	16 400	LR	12 800	12 800	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 800*	*2 800*		*6 400*	*6 400*		*2 800*	*2 800*	
5829F13701 - Suivi des activités minières	148 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	49 460	49 460	LR	49 460	49 460	LR	49 480	49 480	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*49 000*	*49 000*		*49 000*	*49 000*		*49 000*	*49 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*460*	*460*		*460*	*460*		*480*	*480*	
5829F14131 - Coordination de la prospection et de recherche géologique et minière	42 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 800	12 800	LR	16 400	16 400	LR	12 800	12 800	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 800*	*2 800*		*6 400*	*6 400*		*2 800*	*2 800*	
TOTAL Activité 2903506C002	**278 450**				**0**	**0**	**0**	**0**	**90 290**	**90 290**		**97 850**	**97 850**		**90 310**	**90 310**	
Activité 2903506C003 : LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION MINIÈRE ILLÉGALE DANS LES 10 REGIONS (BRCAM)																	
5829F00282 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région de l'ADAMOUA	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14077 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT DU NORD OUEST	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14078 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT DU NORD	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14079 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT DU LITTORAL	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14080 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT DE L'OUEST	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14081 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT DE L'EXTREME NORD	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14082 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT A L'EST	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14083 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT AU CENTRE	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14084 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT DU SUD	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14085 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la Région BRIGADE REGIONALE DU MINMIDT DU SUD OUEST	16 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903506C003	**160 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**		**60 000**	**60 000**		**50 000**	**50 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES
Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903506C004 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIERES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 10 REGIONS																	
5829F00401 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la region de l'Adamaoua	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14068 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE, EST	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14069 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE EN	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14070 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE, OUEST	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14071 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE, CENTRE	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14072 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE LITTORAL	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14073 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE NORD	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14074 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE NORD-OUEST	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14075 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE, SUD	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14076 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie SERVICES MINES & GEOLOGIE SW	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903506C004	**150 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**	
Activité 2903506C006 : Accompagnement à la mise en ooeuvre des activités dans le secteur minier																	
5829F13503 - Prise en charge des salaires des personnels	600 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	600 000	600 000	LR	700 000	700 000	LR	700 000	700 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*600 000*	*600 000*		*700 000*	*700 000*		*700 000*	*700 000*	
5829F13682 - Cordination DM	17 700	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 700	12 700	LR	2 500	2 500	LR	2 500	2 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*11 000*	*11 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 700*	*1 700*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F13683 - Cordination DG	13 700	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 700	8 700	LR	2 500	2 500	LR	2 500	2 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*7 000*	*7 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 700*	*1 700*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F13685 - Cordination CIGM	7 100	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 300	6 300	MN	400	400	MN	400	400	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 300*	*1 300*		*400*	*400*		*400*	*400*	
TOTAL Activité 2903506C006	**638 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**627 700**	**627 700**		**705 400**	**705 400**		**705 400**	**705 400**	
Activité 2937601A003 : IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DES SITES GÉOLOGIQUES ET MINIERS À RISQUES																	
5529I00207 - Réhabilitation des sites	2 500 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	1 000 000	1 000 000	MN	1 000 000	1 000 000	MN	500 000	500 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000 000*	*1 000 000*		*1 000 000*	*1 000 000*		*500 000*	*500 000*	
5829F00049 - Organisation et réalisation des campagnes de collecte de données des géorisques	4 300	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 300	1 300	LR	1 500	1 500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 300*	*1 300*		*1 500*	*1 500*	
5829F00050 - Elaboration de la carte nationale des géorisques	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
TOTAL Activité 2937601A003	**2 507 300**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 002 500**	**1 002 500**		**1 002 300**	**1 002 300**		**502 500**	**502 500**	
TOTAL ACTION 06	**3 777 150**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 834 790**	**1 834 790**		**1 929 850**	**1 929 850**		**1 412 510**	**1 412 510**	
TOTAL PROGRAMME 035	**8 390 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**3 730 600**	**3 730 600**		**3 691 120**	**3 691 120**		**2 366 780**	**2 366 780**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 01 : DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903601C001 : Renforcement des capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires																	
5829F00010 - Sécurisation des assiettes foncières au profit des projets industriels	90 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*	
5829F00012 - renforcement du cadre legal et réglementaire des activités agro-industrielle	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F00015 - Promotion du tissu industriel Camerounais	27 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*	
5829F14089 - Mise en place d'une unité de production de Maïs à Batouri	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5829F14091 - Acquisitions des machines et materiels au profit des initiatives de transformation local des matieres premieres	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2903601C001	**222 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**74 000**	**74 000**		**74 000**	**74 000**		**74 000**	**74 000**	
TOTAL ACTION 01	**222 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**74 000**	**74 000**		**74 000**	**74 000**		**74 000**	**74 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 02 : RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903602C001 : Développement de la filière mine-Metalurgie siderurgie																	
5529I00215 - Aquisition des équipements de transformation	45 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F00023 - redéploiement de la filière Bauxite-Alumine-Aluminium	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F13997 - redéploiement de la filière fer-siderurgie	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903602C001	**75 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**25 000**	**25 000**		**25 000**	**25 000**		**25 000**	**25 000**	
Activité 2903602C002 : Développement des Industries de transformation du bois																	
5829F14097 - Suivi et évaluation des mesures transitoires pour l'accompagnement de la filière en vue de l'interdiction de l'exportation du bois en grumes.	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14099 - Mise en place des Zones Economiques Spéciales (ZES) d'Edéa et de Bertoua.	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14100 - Renforcement du cadre législatif et réglementaire en matière de transformation locale, Fond d'Appui à la Transformation Locale (FATL).	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903602C002	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
TOTAL ACTION 02	**120 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**40 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 03 : DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE EN VUE DE LA FABRICATION DES MEDICAMENTS GENERIQUES,REACTIFS ET CONSOMMABLES MEDICAUX AINSI QUE LES PRODUITS COSMETIQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903603C001 : Mise en œuvre du plan d'actions à court terme et de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique																	
5829F00051 - Création de l'Ordre National des Médecins Traditionnels	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F00218 - Elaboration et adoption des normes appropriées à la pratique de la médecine traditionnelle	19 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14104 - Organisation d'un séminaire de renforcement des capacités techniques et managériales des médecins traditionnels	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14105 - Restructuration de la Politique Nationale Pharmaceutique	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903603C001	**64 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**20 000**		**22 000**	**22 000**		**22 000**	**22 000**	
Activité 2903603C002 : Mise en place d'une industrie pharmaceutique et chimique pour la fabrication consommables médicaux, des médicaments génériques, réactifs et consommables médicaux																	
5829F00272 - Appuis aux industriels pour la fabrication locale des médicaments génériques les plus consommés au plan national ainsi que les intrants pharmaceutiques, les substances actives et divers excipients	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14103 - Appuis aux industriels pour l'acquisition des équipements de production	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903603C002	**30 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
TOTAL ACTION 03	**94 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**30 000**	**30 000**		**32 000**	**32 000**		**32 000**	**32 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 04 : RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903604C001 : : Développement d'une industrie de fabrication d'ouvrages en cuir et de confection des tenues																	
5829F14117 - Etude de la demande en produits textile textiles et cuirs par les Corps d'Etats (Armées Police, Santé..) : Etudes	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14118 - Organisation/structuration des acteurs de la filière identifiés et chaines d'approvisionnement en matière première; (Prime pour travaux spéciaux et Indemnités de mission à l'interieur)	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14120 - Restructuration et relance de Nouvelle Tannerie du Cameroun (NOTACAM) et Tanneries Industrielles de Cameroun (TANICAM) ;	20 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903604C001	**50 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**20 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
Activité 2903604C002 : confection des tenues et équipements vestimentaire incorporant le coton Camerounais																	
5829F00323 - Mise en œuvre du plan de restructuration de la CICAM	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14126 - atelier de confection mis en place;	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14130 - filature installée	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903604C002	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
TOTAL ACTION 04	**95 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**35 000**	**35 000**		**30 000**	**30 000**		**30 000**	**30 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL
Action 05 : FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903605C001 : Développement d'un système de Suivi de l'activité industrielle																	
5529I00217 - Frais CARPA	100 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*	
5829F13612 - SUBVENTION DE FONCTIONEMMENT A LA CCIMA(CENTRE D'ARBRITRAGE)	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14137 - Projet de construction d'un centre d'exposition de référence à Nsimalen	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14138 - Projet de Construction des 10 Délégations Régionales de la CCIMA	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14140 - Construction de l'immeuble siège (tour CCIMA)	15 000	F	N/A	EPA	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903605C001	**155 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**45 000**	**45 000**		**40 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**	
Activité 2903605D002 : Opérationnalisation du Plan Directeur d'Industrialisation (PDI)																	
5829F14088 - Mise en place du Fonds de Développement Industriel	2 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903605D002	**2 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 000**	**2 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
Activité 2937701A002 : Renforcement des capacités de la CCIMA																	
5829F00470 - Création des zones économiques spéciales pour la transformation du bois	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2937701A002	**8 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**2 000**	**2 000**		**2 000**	**2 000**	
Activité 2937703A003 : Développement des zones économiques spécialisées au Cameroun																	
5529I13482 - CONSTRUCTION DE LA VOIRIE DE KOUME -BONIS	9 000 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0		2 000 000	MN	2 000 000	2 000 000	MN	5 000 000	5 000 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*		*2 000 000*		*2 000 000*	*2 000 000*		*5 000 000*	*5 000 000*	
5529I13483 - INSTALLATION DE CHANTIER ET PLAN DE RECOLLEMENT KOUME-BONIS	1 850 067	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	500 000	500 000	MN	500 000	500 000	MN	850 000	850 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*		*850 000*	*850 000*	
5529I13484 - TRAVAUX PRÉLIMINAIRES - DÉGAGEMENT DES EMPRISES KOUME-BONIS	1 524 197	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	500 000	500 000	MN	500 000	500 000	MN	500 000	500 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*	
5529I13485 - TRAVAUX DE TERRASSEMENTS KOUME-BONIS	418 105	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	400 000	400 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*	*400 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2937703A003	**12 792 369**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 400 000**	**3 400 000**		**3 000 000**	**3 000 000**		**6 350 000**	**6 350 000**	
TOTAL ACTION 05	**12 957 369**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 455 000**	**3 455 000**		**3 042 000**	**3 042 000**		**6 392 000**	**6 392 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 06 : PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903606C001 : DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME DE SUIVI DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE																	
5829F14144 - réalisation de la base de données	35 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	MN	15 000	15 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14146 - Réalisation de la cartographie industrielle par filières et des matières premières par secteur d'activité	20 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14147 - Suivi des entreprises industrielles	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903606C001	**70 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**30 000**	**30 000**		**25 000**	**25 000**		**15 000**	**15 000**	
Activité 2903606C002 : CONSTITUTION DES STATISTIQUES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS ET AUX APPAREILS À RISQUES (APPAREILS À PRESSION, APPAREIL DE LEVAGE, PIPELINES)																	
5829F14150 - collecte des données pour constitution des statistiques relatives aux établissements classés et aux appareils à risques (appareils à pression, appareil de levage, pipelines)	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14153 - Valorisation du retour d'expérience de l'accidentologie nationale	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14156 - traitement des données et actualisation de la basse de données	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903606C002	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
Activité 2903606C003 : Sécurisation des activités industrielles																	
5529I00053 - Acquisition des poinçons	40 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5829F00333 - coordination centrale des inspections	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5829F14056 - Constitution des statistiques relatives aux établissements classés et aux appareils à risques (appareils à pression, appareil de levage, pipelines)	5 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14161 - coordination centrale des inspections	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14163 - Surveillance administrative et contrôle technique établissements classés et aux appareils à risques	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14165 - Suivi des activités des pipelines.	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903606C003	**100 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**40 000**	**40 000**		**28 000**	**28 000**		**28 000**	**28 000**	
Activité 2903606C005 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DANS LES 10 RÉGIONS																	
5829F00429 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la region DU SUD-OUEST	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14059 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE DE L'INDUSTRIE, ADAMAOUA	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14060 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE DE L'INDUSTRIE, EST	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14061 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE DE L'INDUSTRIE EN	4 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14062 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE INDUSTRIE, OUEST	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14063 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE DE L'INDUSTRIE DU CENTRE	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14064 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE INDUSTRIE LT	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14065 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE INDUSTRIE, NORD	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 06 : PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14066 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE INDUSTRIE, NW	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14067 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle SERVICE INDUSTRIE, SUD	15 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903606C005	**139 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**	
Activité 2903606C006 : ACTUALISATION DU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE RELATIF AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS, AUX APPAREILS À PRESSION, DE LEVAGE ET AUX PIPELINES.																	
5829F14169 - Détermination des écart entre la reglementation nationale et le bonne pratique	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14170 - élaboration des textes	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14171 - vulgarisation	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903606C006	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
Activité 2903606C007 : Coordination de l'opérationnalisation du PDI																	
5829F13504 - Prise en charge des salaires des personnels du MINMIDT	639 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	639 000	639 000	LR	650 000	650 000	LR	650 000	650 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*639 000*	*639 000*		*650 000*	*650 000*		*650 000*	*650 000*	
5829F13686 - SUPPORT DI	26 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	26 000	26 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*	*12 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*14 000*	*14 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903606C007	**665 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**665 000**	**665 000**		**652 000**	**652 000**		**652 000**	**652 000**	
TOTAL ACTION 06	**1 064 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**815 000**	**815 000**		**785 000**	**785 000**		**775 000**	**775 000**	
TOTAL PROGRAMME 036	**14 552 369**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 449 000**	**4 449 000**		**4 003 000**	**4 003 000**		**7 343 000**	**7 343 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 01 : DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903701C001 : Veille normative et réglementaire																	
5829F14178 - Accompagnement à la mise à jour de la normalisation	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F14179 - Participation aux comités techniques et miroirs nationaux	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	MN	7 000	7 000	MN	7 000	7 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*7 000*	*7 000*		*7 000*	*7 000*		*7 000*	*7 000*	
TOTAL Activité 2903701C001	**36 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**12 000**	**12 000**		**12 000**	**12 000**		**12 000**	**12 000**	
Activité 2903701C002 : Actualisation du cadre légal et règlementaire de la normalisation																	
5829F00302 - Révision/amendement de la loi sur la normalisation et ses textes règlementaires	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F00303 - Erection des normes en règlements techniques	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
TOTAL Activité 2903701C002	**24 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**	
Activité 2903701C003 : Accélération de la normalisation et vulgarisation de bonnes pratiques																	
5829F14180 - Contribution à l'élaboration des normes camerounaise	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5829F14181 - Elaboration de la stratégie nationale de normalisation	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5829F14182 - Diffusion des normes camerounaise	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	3 000	3 000	MN	3 000	3 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
TOTAL Activité 2903701C003	**26 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**9 000**	**9 000**		**9 000**	**9 000**	
TOTAL ACTION 01	**86 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**28 000**	**28 000**		**29 000**	**29 000**		**29 000**	**29 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 02 : AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903702C001 : AGREMENT DES ORGANISMES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE																	
5829F00311 - Identification des organismes d'EC dans tous les régions	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F00312 - Mise à niveau des organismes non agréés par l'Etat	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903702C001	**12 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**	
Activité 2903702C003 : CERTIFICATION DES SYSTEMES, DES PRODUITS ET PERSONNES																	
5829F00319 - Promotion des entreprises hors mis l'agro-industrie à la mise en place des systèmes qualité	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
5829F00320 - Acquisition de petits matériels de certification des entreprises	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903702C003	**33 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**11 000**	**11 000**		**11 000**	**11 000**		**11 000**	**11 000**	
Activité 2903702C004 : Mise en place d'un dispositif d'accréditation																	
5829F00314 - Accréditation des organismes d'évaluation de la conformité	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*3 500*	*3 500*		*3 500*	*3 500*	
5829F14185 - Elaboration du texte organique de l'ANA	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14186 - Amorce du fonctionnement de l'ANA	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14187 - Adhésion aux organes régionaux et organes internationaux pour Les ARM	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903702C004	**61 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**11 000**	**11 000**		**11 000**	**11 000**	
Activité 2903702C006 : Construction des laboratoires d'analyse et d'essais																	
5529I00006 - Equipement du laboratoire de d'analyse et des essais	2 500 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	200 000	200 000	MN	300 000	300 000	MN	500 000	500 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*	*200 000*		*300 000*	*300 000*		*500 000*	*500 000*	
5829F14183 - Sécurisation du site du laboratoires d'analyse et d'essais	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*0*	*0*	
5829F14184 - Etudes géophysiques pour la construction de laboratoires d'analyse et d'essais	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903702C006	**2 508 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**202 000**	**202 000**		**304 000**	**304 000**		**502 000**	**502 000**	
TOTAL ACTION 02	**2 614 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**227 000**	**227 000**		**330 000**	**330 000**		**528 000**	**528 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 03 : AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903703C001 : ORGANISATION ET ENTRETIEN DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE																	
5829F00322 - Etalonnages dans les entreprises et laboratoires privés de métrologie	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14188 - Raccordement des étalons nationaux au SI	84 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14189 - Equipement du CAEMI actuel	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903703C001	**96 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**6 000**	**6 000**		**6 000**	**6 000**		**6 000**	**6 000**	
Activité 2903703C002 : RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN METROLOGIE																	
5829F14190 - Veille technologique et intelligence économique en métrologie	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14191 - Participation aux activités de Promotion de la métrologie	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903703C002	**12 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**	
Activité 2903703C004 : CONSTRUCTION DES LABORATOIRES DE MÉTROLOGIE																	
5729I00003 - Acquisition des équipements du laboratoire national de métrologie	4 200 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	1 500 000	1 500 000	LR	1 500 000	1 500 000	LR	1 000 000	1 000 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500 000*	*1 500 000*		*1 500 000*	*1 500 000*		*1 000 000*	*1 000 000*	
5829F14192 - Achèvement et Equipement du labo de métrologie de l'ANOR	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903703C004	**4 206 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 502 000**	**1 502 000**		**1 502 000**	**1 502 000**		**1 002 000**	**1 002 000**	
TOTAL ACTION 03	**4 314 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 512 000**	**1 512 000**		**1 512 000**	**1 512 000**		**1 012 000**	**1 012 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 04 : PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903704C001 : Mise à niveau des systèmes de management de la qualité dans les industries locales																	
5829F13883 - Développement et Promotion des méthodes spécifiques d'Assurance Qualité (AQ) dans les industries agro-alimentaires	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903704C001	**5 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 000**	**1 000**		**2 000**	**2 000**		**2 000**	**2 000**	
Activité 2903704C002 : MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE LABELISATION																	
5829F13888 - Elaboration d'une cartographie des produits à labéliser	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13890 - Elaboration d'une base des données des profils des experts évaluateurs	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13891 - homologation des Labels	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14195 - Définition du cadre réglementaire et des référentiels pour les labels	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14196 - Promotion et Vulgarisation des labels	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903704C002	**28 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
Activité 2903704C003 : Intensification de la communication sur la qualité																	
5829F00454 - Participation au FONIQ	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13893 - Organisation du Prix National de la Qualité	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903704C003	**12 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**	
Activité 2903704C004 : MISE À NIVEAU DES INDUSTRIES LOCALES																	
5829F14193 - Développement et Promotion des méthodes spécifiques d'Assurance Qualité(AQ) dans les industries agro-alimentaires	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14194 - Appui à la certification des systèmes/produits des PME/PMI	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903704C004	**12 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**	
Activité 2903704C005 : MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE PROMOTION DE LA QUALITÉ																	
5829F00458 - Accompagnement à l'élaboration de textes de création de l'Ordre national des qualiticiens	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14197 - Accompagnement à la mise en place de l'ordre	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14198 - Appui à la mise en place du centre de promotion	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903704C005	**15 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**6 000**	**6 000**		**6 000**	**6 000**		**6 000**	**6 000**	
Activité 2903704E006 : Mise en place d'un dispositif de certification des compétences dans les filières prioritaires																	
5829F14199 - Accompagnement au développement du dispositif de certification	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14200 - Suivi/évaluation des certifications de compétences	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903704E006	**12 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**	
TOTAL ACTION 04	**84 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**27 000**	**27 000**		**30 000**	**30 000**		**30 000**	**30 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 05 : PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903705C002 : Renforcement de la Coopération dans le Domaine de la Qualité																	
5829F00443 - Elaboration des normes régionales de la SSA en relation avec le CCAFRICA –Phasel	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5829F13895 - Structuration du réseau INFOSAN Cameroun	1 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903705C002	**6 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**6 000**	**6 000**		**9 000**	**9 000**		**9 000**	**9 000**	
Activité 2903705C003 : Mise en œuvre du CODEX ALIMENTARIUS et la SSA																	
5829F00461 - suivi de la mise en oeuvre de la commission nationale du codex alimentarius	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13894 - Réalisation des études sur les métaux lourds(cadium) du cacao/chocolat au Cameroun en vue de préparer la position du pays à l'élaboration de la norme internationale sur les contaminants alimentaires	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903705C003	**12 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**	
TOTAL ACTION 05	**18 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**13 000**	**13 000**		**13 000**	**13 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Action 06 : AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903706C001 : Renforcement et extension du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement des produits importes (PECAE)																	
5829F13898 - Contribution à la Révision du Décret d'extension du PECAE	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903706C001	**5 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 000**	**1 000**		**2 000**	**2 000**		**2 000**	**2 000**	
Activité 2903706C003 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE NORMALISATION ET DE LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL																	
5829F00464 - Contrôle de la mise en œuvre de la réglementation normative	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903706C003	**6 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 000**	**2 000**		**2 000**	**2 000**		**2 000**	**2 000**	
Activité 2903706C004 : Accompagnement à la mise en oeuvre des activités dans le secteur infrastructure qualité																	
5829F13505 - Prise en charge des salaires des personnels	700 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	700 000	700 000	LR	900 000	900 000	LR	900 000	900 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*700 000*	*700 000*		*900 000*	*900 000*		*900 000*	*900 000*	
5829F13687 - Coordination des activites a la DDQ	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13688 - SUPPORT CAEMI	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903706C004	**712 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**704 000**	**704 000**		**904 000**	**904 000**		**904 000**	**904 000**	
TOTAL ACTION 06	**723 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**707 000**	**707 000**		**908 000**	**908 000**		**908 000**	**908 000**	
TOTAL PROGRAMME 037	**7 839 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 511 000**	**2 511 000**		**2 822 000**	**2 822 000**		**2 520 000**	**2 520 000**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 01 : AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903801C001 : Élaboration et suivi de la mise en œuvre du cadre stratégique et juridique du développement technologique et de la propriété industrielle																	
5829F14093 - Consolidation de la Stratégie Nationale de Développement Technologique	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	MN	2 000	2 000	MN	500	500	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*2 000*	*2 000*		*500*	*500*	
5829F14094 - Consolidation du Plan National de Développement de la Propriété Intellectuelle (PNDPI)	3 900	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 400	1 400	MN	2 000	2 000	MN	500	500	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*400*	*400*		*2 000*	*2 000*		*500*	*500*	
5829F14095 - Mise en place du fonds de développement dedié au financement des entreprises innovantes	4 300	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 300	1 300	MN	2 000	2 000	MN	1 000	1 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*800*	*800*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*2 000*	*2 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F14096 - Consolidation de l'Avant-projet de Loi sur le Développement Technologique	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903801C001	**17 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 200**	**5 200**		**8 000**	**8 000**		**4 000**	**4 000**	
Activité 2903801C002 : Mise en place d'un système de collecte, de diffusion et de conservation des informations et de documents du DT et de la PI																	
5829F14098 - Collecte des besoins technologiques des PME-PMI	2 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	600	600	LR	1 300	1 300	LR	700	700	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*600*	*600*		*1 300*	*1 300*		*700*	*700*	
5829F14101 - Appui à la mise en place d'un système de collecte, de diffusion et de conservation des informations et de documentation du DT et de PI	4 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	MN	2 300	2 300	MN	2 300	2 300	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*800*	*800*		*800*	*800*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
TOTAL Activité 2903801C002	**7 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**600**	**600**		**3 600**	**3 600**		**3 000**	**3 000**	
Activité 2903801C003 : DÉVELOPPMENT DU PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE ET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE																	
5829F00315 - Mise en place des cadres de coopération dans le domaine de la PI et du DT (en liaison avec CCD)	7 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 400	2 400	LR	3 000	3 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 400*	*1 400*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F14102 - Identification des offres de coopération en matière de DT et de PI	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	500	500	MN	1 500	1 500	MN	1 000	1 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*500*	*500*		*500*	*500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*1 000*	*1 000*		*500*	*500*	
TOTAL Activité 2903801C003	**10 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 500**	**2 500**		**3 900**	**3 900**		**4 000**	**4 000**	
Activité 2903801D004 : Appui à la valorisation des ressources Génétique et des connaissances traditionnelles associées au moyen de la propriété intellectuelle																	
5829F13903 - Identification des Ressources Génétiques et des connaissances traditionnelles associées à la PI	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*800*	*800*		*800*	*800*		*800*	*800*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*700*	*700*		*700*	*700*	
5829F13994 - Suivi de la valorisation des Ressources Génétiques et connaissances traditionnelles associés par la PI	6 900	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 300	2 300	MN	2 300	2 300	MN	2 300	2 300	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*800*	*800*		*800*	*800*		*800*	*800*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
TOTAL Activité 2903801D004	**11 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**3 800**	**3 800**		**3 800**	**3 800**		**3 800**	**3 800**	
TOTAL ACTION 01	**46 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**12 100**	**12 100**		**19 300**	**19 300**		**14 800**	**14 800**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 02 : APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903802C001 : MISE EN PLACE ET SUIVI DES STRUCTURES D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE																	
5829F14107 - Extension et Suivi des Centres d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI)	5 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 300	2 300	LR	1 600	1 600	LR	1 600	1 600	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 300*	*2 300*		*1 600*	*1 600*		*1 600*	*1 600*	
5829F14108 - Animation du CATI de la DDTPI	10 800	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	7 800	7 800	LR	1 500	1 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*7 000*	*7 000*		*700*	*700*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*800*	*800*		*800*	*800*		*800*	*800*	
5829F14110 - Appui au fonctionnement des incubateurs technologiques, FabLab, Start-upet Equipementiers	2 100	F	N/A	SC	0	0	0	0	700	700	LR	700	700	LR	700	700	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*700*	*700*		*700*	*700*	
TOTAL Activité 2903802C001	**18 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 500**	**4 500**		**10 100**	**10 100**		**3 800**	**3 800**	
Activité 2903802C003 : VEILLE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES																	
5829F14112 - Mise en place et suivi des cadres de veille technologique	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*9 000*	*9 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5829F14114 - Appui à la mise à niveau des outils et équipements de production des entreprises	3 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*700*	*700*		*700*	*700*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
TOTAL Activité 2903802C003	**18 600**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 200**	**10 200**		**4 200**	**4 200**		**4 200**	**4 200**	
Activité 2903802C004 : REPRODUCTION, ADAPTATION ET DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES																	
5829F13916 - Appui au prototypage des inventions et innovations technologiques	5 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 200	2 200	LR	2 000	2 000	LR	1 200	1 200	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 200*	*2 200*		*2 000*	*2 000*		*1 200*	*1 200*	
5829F13917 - Appui au Développpement des projets technologiques	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903802C004	**11 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 200**	**4 200**		**4 000**	**4 000**		**3 200**	**3 200**	
TOTAL ACTION 02	**48 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**18 900**	**18 900**		**18 300**	**18 300**		**11 200**	**11 200**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 03 : PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903803C001 : PROMOTION DES ACTIFS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE																	
5829F13918 - Célébration des Journées Nationales et Internatinale de Propriété Intellectuelle et Développement Technologique	5 100	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 700	1 700	LR	1 700	1 700	LR	1 700	1 700	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 700*	*1 700*		*1 700*	*1 700*		*1 700*	*1 700*	
5829F13995 - Lutte contre la contrefaçon et autres atteintes de droits de la PI	3 000	F	N/A		0	0	0	0	3 000	3 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14119 - Célébration de la journée africaine de la technologie et de la propriété intellectuelle (JATPI)	5 100	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 700	1 700	LR	1 700	1 700	LR	1 700	1 700	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 700*	*1 700*		*1 700*	*1 700*		*1 700*	*1 700*	
5829F14121 - Participation de la DDTPI à 03 salons, foires et autres manifestations nationales en vue de promouvoir la PI	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5829F14122 - Semaine Nationale de la Propriété Intellectuelle (IP Week)	7 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 800	3 800	LR	0	0	LR	3 800	3 800	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 800*	*3 800*		*0*	*0*		*3 800*	*3 800*	
5829F14124 - Réalisation des actions de promotion et d'information sur la Propriété Intellectuelle et le Développement Technologique	5 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 200	2 200	LR	1 700	1 700	LR	1 600	1 600	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 200*	*2 200*		*1 700*	*1 700*		*1 600*	*1 600*	
TOTAL Activité 2903803C001	**35 300**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 400**	**15 400**		**8 100**	**8 100**		**11 800**	**11 800**	
Activité 2903803C002 : APPUI À LA PROTECTION DES ACTIFS DE PI																	
5829F14128 - Appui au Comité Technique de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan National de Développement de la Propriété Intellectuelle (PNDPI)	3 300	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 100	1 100	LR	1 100	1 100	LR	1 100	1 100	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*600*	*600*		*600*	*600*		*600*	*600*	
5829F14129 - Appui à la mise en place d'un système de collecte des demandes d'enregistrement des actifs de PI	5 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 700	2 700	LR	800	800	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 700*	*2 700*		*800*	*800*		*2 000*	*2 000*	
5829F14132 - Suivi de l'enregistrement des noms commerciaux	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14133 - suivi de l'enregistrement des dessins et modèles industriels	4 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 400	3 400	LR	1 000	1 000	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 400*	*3 400*		*1 000*	*1 000*		*0*	*0*	
5829F14134 - suivi de l'enregistrement des obtentions végétales	2 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 100	1 100	LR	800	800	LR	500	500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*600*	*600*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*800*	*800*		*500*	*500*	
TOTAL Activité 2903803C002	**20 600**				**0**	**0**	**0**	**0**	**13 300**	**13 300**		**3 700**	**3 700**		**3 600**	**3 600**	
TOTAL ACTION 03	**55 900**				**0**	**0**	**0**	**0**	**28 700**	**28 700**		**11 800**	**11 800**		**15 400**	**15 400**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE
Action 04 : VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903804C001 : PROMOTION, SUIVI ET ÉVALUATION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES ET MARQUES COLLECTIVES PROTÉGÉES																	
5829F13923 - Appui à la promotion du Poivre de Penja	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F14135 - Appui à la promotion du Miel Blanc d'Oku	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5829F14136 - Suivi-évaluation du marchandising des indications géographiques protégées : contrôle externe	6 570	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	570	570	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*570*	*570*	
TOTAL Activité 2903804C001	**18 570**				**0**	**0**	**0**	**0**	**7 000**	**7 000**		**7 000**	**7 000**		**4 570**	**4 570**	
Activité 2903804C002 : PROTECTION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE EN INDICATION GÉOGRAPHIQUE ET MARQUES COLLECTIVES																	
5829F13484 - Appui à la structuration des producteurs du Café Arabica de l'Ouest Cameroun (Camer West Coffee)	8 100	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 700	2 700	LR	2 700	2 700	LR	2 700	2 700	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*700*	*700*		*700*	*700*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14139 - Appui à la structuration des producteurs du Cacao Rouge du Cameroun	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F14141 - Appui à la consolidation du cahier des charges du Cacao Rouge du Cameroun	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F14142 - Lutte contre la contrefaçon des indications géographiques protégées	3 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 200*	*1 200*		*1 200*	*1 200*		*1 200*	*1 200*	
5829F14143 - Appui à la qualification du Café Arabica de l'Ouest Cameroun (CAMER WEST COFFEE)	3 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 200*	*1 200*		*1 200*	*1 200*		*1 200*	*1 200*	
5829F14145 - Appui à l'adhésion du Cameroun au système de Lisbonne et aux accords de partenariats concernant les produits de terroirs	3 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*700*	*700*		*700*	*700*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
TOTAL Activité 2903804C002	**29 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 800**	**9 800**		**9 800**	**9 800**		**9 800**	**9 800**	
Activité 2903804C003 : IDENTIFICATION, QUALIFICATION ET ÉLABORATION DES CAHIERS DE CHARGE DES NOUVEAUX PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE																	
5829F14148 - Identification et qualification de nouveaux produits de terroirs de qualité liée à l'origine	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F14149 - Implémentation de la notion des produits de terroirs dans les régions du Cameroun	3 600	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR	1 200	1 200	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 200*	*1 200*		*1 200*	*1 200*		*1 200*	*1 200*	
5829F14151 - élaboration des projets de cahiers de charge des nouveaux produits de terroirs sélectionnés	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
TOTAL Activité 2903804C003	**12 600**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 200**	**4 200**		**4 200**	**4 200**		**4 200**	**4 200**	
Activité 2903804C004 : Appui a l'entrepreneuriat et a l'innovation dans la valorisation des produits de terroir de qualité liée à l'origine																	
5829F14152 - Entrepreneuriat dans la Valorisation des Produits de Terroir de Qualité liée à l'Origine	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
5829F14154 - Innovation dans la Valorisation des Produits de Terroirs de Qualité liée à l'Origine	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F14155 - Appui à la mise en place des Clusters dans la Valorisation des Produits de Terroirs de Qualité liée à l'Origine	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F14157 - Appui au développement du Commerce équitable dans la Valorisation des Produits de terroir de Qualité liée à l'Origine	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
TOTAL Activité 2903804C004	**16 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 500**	**5 500**		**5 500**	**5 500**		**5 500**	**5 500**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 04 : VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903804C005 : APPUI AU COMITÉ NATIONAL DE PROMOTION ET DE COORDINATION DES IG (CONAPIG)																	
5829F14158 - Suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action du Comité National de Promotion et de Coordination des Indications Géographiques (CONAPIG)	2 700	F	N/A	SC	0	0	0	0	900	900	LR	900	900	LR	900	900	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*900*	*900*		*900*	*900*		*900*	*900*	
5829F14159 - Suivi-Evaluation de la coordination des Activités sectorielles en matière d'IG	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
5829F14160 - Suivi de la mise en œuvre des activités de coopération nationale et internationale en matière d'IG	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*500*	*500*		*500*	*500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
TOTAL Activité 2903804C005	**11 700**				**0**	**0**	**0**	**0**	**3 900**	**3 900**		**3 900**	**3 900**		**3 900**	**3 900**	
TOTAL ACTION 04	**88 770**				**0**	**0**	**0**	**0**	**30 400**	**30 400**		**30 400**	**30 400**		**27 970**	**27 970**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE
Action 05 : DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903805C001 : DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE																	
5529I00209 - realisation des etudes d'execution du technopole agro-industriel de OUASSA-BABOUTE	400 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	300 000	300 000	LR	100 000	100 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*300 000*		*100 000*	*100 000*		*0*	*0*	
5829F13900 - Coordination de la mise en œuvre des Technopôles de référence	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13901 - Opérationnalisation du Technopôle Agro-Industriel de Ouassa-Babouté	1 310	F	N/A	SC	0	0	0	0	910	910	LR	200	200	LR	200	200	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*210*	*210*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*700*	*700*		*200*	*200*		*200*	*200*	
5829F14162 - Opérationnalisation du Technopôle Digital	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	5 000	5 000	LR	0	0	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*5 000*	*5 000*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14164 - Opérationnalisation du Technopôle Biotechnologies et Industries pharmaceutiques	2 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	LR	2 500	2 500	LR	0	0	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 500*	*1 500*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 000*	*1 000*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903805C001	**420 810**				**0**	**0**	**0**	**0**	**306 910**	**306 910**		**110 700**	**110 700**		**3 200**	**3 200**	
Activité 2903805C002 : DÉVELOPPEMENT DES CENTRES TECHNIQUES NATIONAUX (CTN)																	
5829F14166 - Coordination de la mise en en œuvre des Centres Techniques Industriels	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR	1 500	1 500	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
TOTAL Activité 2903805C002	**4 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 500**	**1 500**		**1 500**	**1 500**		**1 500**	**1 500**	
Activité 2903805C003 : COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA DDTPI																	
5829F14167 - Coordination des activités de la DDTPI	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5829F14168 - Appui à la coordination des activités de la DDTPI	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
TOTAL Activité 2903805C003	**27 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**9 000**	**9 000**		**9 000**	**9 000**	
Activité 2903805C004 : Accaompagnement des activités dans le secteur du développement des technologies																	
5829F13506 - Prise en charge des salaires des personnels	2 100 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	600 000	600 000	LR	750 000	750 000	LR	750 000	750 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*600 000*	*600 000*		*750 000*	*750 000*		*750 000*	*750 000*	
5829F13689 - SUPPORT DDTPI	55 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	55 000	55 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*55 000*	*55 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903805C004	**2 155 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**655 000**	**655 000**		**754 000**	**754 000**		**754 000**	**754 000**	
TOTAL ACTION 05	**2 607 310**				**0**	**0**	**0**	**0**	**972 410**	**972 410**		**875 200**	**875 200**		**767 700**	**767 700**	
TOTAL PROGRAMME 038	**2 846 580**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 062 510**	**1 062 510**		**955 000**	**955 000**		**837 070**	**837 070**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937902A001 : Supervision stratégique de la mise en œuvre des programmes du MINMIDT																	
5829F13510 - Coordination Technique et supervision du Secteur Mine et Géologie (SETAT)	466 800	F	N/A	SC	0	0	0	0	155 000	155 000	LR	156 800	156 800	LR	155 000	155 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*6 800*	*6 800*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*150 000*		*150 000*	*150 000*		*150 000*	*150 000*	
5829F13511 - Conseil technique à la Supervision du secteur Minier (CT1)	42 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	14 000	14 000	LR	14 000	14 000	LR	14 000	14 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*	*12 000*		*12 000*	*12 000*		*12 000*	*12 000*	
5829F13513 - Dépenses communes cabinet MINMIDT	231 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	77 000	77 000	LR	77 000	77 000	LR	77 000	77 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*32 000*	*32 000*		*32 000*	*32 000*		*32 000*	*32 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*45 000*	*45 000*		*45 000*	*45 000*		*45 000*	*45 000*	
5829F13514 - Mise en œuvre de la stratégie de gestion et de suivi des recettes minières, industrielles et technologiques	51 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5829F13515 - Implémentation du dialogue et du contrôle de Gestion	90 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*	
5829F13516 - Coordination Administrative de la Mise en Œuvre des Programmes du MINMIDT	243 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	81 000	81 000	LR	81 000	81 000	LR	81 000	81 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*76 000*	*76 000*		*76 000*	*76 000*		*76 000*	*76 000*	
5829F13517 - Accompagnement à la Mise en Œuvre des Programmes (Direction des Affaires Générales)	495 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	165 000	165 000	LR	165 000	165 000	LR	165 000	165 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*165 000*	*165 000*		*165 000*	*165 000*		*165 000*	*165 000*	
5829F13613 - Supervision des programmes du par le Cabinet du MINMIDT	690 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	230 000	230 000	LR	230 000	230 000	LR	230 000	230 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*	*200 000*		*200 000*	*200 000*		*200 000*	*200 000*	
5829F13690 - Mise en oeuvre des activités de la Task force sur la gestion du secteur minier	14 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	14 000	14 000	LR	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*13 000*	*13 000*		*13 000*	*13 000*	
TOTAL Activité 2937902A001	**2 322 800**				**0**	**0**	**0**	**0**	**773 000**	**773 000**		**777 800**	**777 800**		**776 000**	**776 000**	
Activité 2937902A004 : Coordination des activités du MINMIDT dans les 10 Régions																	
5829F13614 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE INDUSTRIE, MINES & DT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13615 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE INDUSTRIE, MINES & DT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13616 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE DPIMDT / MAROUA	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13617 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE IMDT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13618 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE INDUSTRIE, MINES & DT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13619 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE DU IMDT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13620 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE IMDT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13621 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE DU DPIMDT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13622 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE IMDT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F13623 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE IMDT	54 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
TOTAL Activité 2937902A004	**540 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**180 000**	**180 000**		**180 000**	**180 000**		**180 000**	**180 000**	
Activité 2937902B007 : Coordination des activités du MINMIDT dans les 58 Délégations Départementales																	
5829F13943 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPART IMIDT	6 700	F	N/A	SD	0	0	0	0	2 500	2 500	MN	2 100	2 100	MN	2 100	2 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
5829F13959 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT MEFOU ET AKONO	9 700	F	N/A	SD	0	0	0	0	3 500	3 500	MN	3 100	3 100	MN	3 100	3 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13965 - Mise en place de l'indicateur geographique de l'igname de Mbe	10 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F13998 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14000 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14001 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14002 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	11 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	11 500	11 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14003 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14004 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14005 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14006 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14007 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14008 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14009 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14010 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
5829F14011 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14012 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14013 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14014 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5829F14015 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14016 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14017 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14018 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14019 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14020 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14021 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT MEFOU ET AKONO	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14022 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14023 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14024 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14025 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14026 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14027 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14028 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT																	
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14029 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14030 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14031 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14032 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	6 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	6 500	6 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14033 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14034 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14035 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14036 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14037 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14038 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14039 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14040 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14041 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14042 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14043 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14044 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14045 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14046 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14047 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14048 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14049 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14050 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14051 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14052 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14053 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14054 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F14058 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	7 500	F	N/A	SD	0	0	0	0	7 500	7 500	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500*	*1 500*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2937902B007	**456 900**				**0**	**0**	**0**	**0**	**446 500**	**446 500**		**69 000**	**69 000**		**69 000**	**69 000**	
TOTAL ACTION 01	**3 319 700**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 399 500**	**1 399 500**		**1 026 800**	**1 026 800**		**1 025 000**	**1 025 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 02 : ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937901A006 : Suivi et évaluation de la mise en œuvre des politiques du sous-secteur																	
5829F00201 - Coordinations des activités de la DEPCO	150 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
TOTAL Activité 2937901A006	**150 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**	
Activité 2937901A007 : Planification, Programmation et Budgétisation des politiques publiques du Sous-Secteur																	
5829F00001 - Revue et actualisation des activités des programmes du MINMIDT	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F00002 - Elaboration des CDMT	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F00003 - Préparation des conférences budgétaires	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937901A007	**105 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**35 000**	**35 000**		**35 000**	**35 000**		**35 000**	**35 000**	
Activité 2937901A008 : Maturation des projets miniers, industriels et technologiques																	
5829F00202 - évaluation de la maturité des projets BIP du MINMIDT	52 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	16 000	16 000	LR	16 000	16 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F00203 - PROMOTION DU SECTEUR PRIVE INDUSTRIEL, MINIERES ET TECHNOLOGIQUE (Examen et validation de la maturité des projets)	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2937901A008	**56 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**24 000**	**24 000**		**26 000**	**26 000**		**26 000**	**26 000**	
Activité 2937901A009 : Développement les projets miniers, industriels et technologiques																	
5829F00204 - Montage et suivi évaluation des projets	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F14206 - Travaux préparatoire a la mise en œuvre du projet	150 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
5829I14209 - Maturation des projets	4 000 000	I	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	MN	1 000 000	1 000 000	MN	1 000 000	1 000 000	MN
FINEX					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 000 000*	*1 000 000*		*1 000 000*	*1 000 000*	
5829I14210 - Equipement des unités industrielles	25 000 000	I	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	MN	1 500 000	1 500 000	MN	1 500 000	1 500 000	MN
FINEX					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 500 000*	*1 500 000*		*1 500 000*	*1 500 000*	
5829I14211 - Fonctionnements de l'unité de gestion du projet	5 500 000	I	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	MN	500 000	500 000	MN	500 000	500 000	MN
FINEX					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*	
TOTAL Activité 2937901A009	**34 695 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**65 000**	**65 000**		**3 065 000**	**3 065 000**		**3 065 000**	**3 065 000**	
Activité 2937901A010 : Structuration, négociation et suivi de la coopération au sein du MINMIDT																	
5829F13540 - Préparation et suivi des outils de la coopération au sein du MINMIDT, des structures sous tutelles et des projets rattachés	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937901A010	**30 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
Activité 2937901A011 : Promotion du sous-secteur																	
5829F13541 - Participation aux évènements nationaux et internationaux	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
TOTAL Activité 2937901A011	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
TOTAL ACTION 02	**35 081 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**199 000**	**199 000**		**3 201 000**	**3 201 000**		**3 201 000**	**3 201 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 04 : GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937903A001 : Exécution du budget du Ministère																	
5829F00219 - Suivi de l'exécution du budget	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*7 000*	*7 000*		*7 000*	*7 000*		*7 000*	*7 000*	
5829F00220 - Examen et Validation des documents liés à la passation des Marchés Publics	56 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	21 000	21 000	LR	17 000	17 000	LR	18 000	18 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*2 000*	*2 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F00221 - Elaboration du RAP et du PPA	37 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	21 000	21 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*13 000*	*13 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829F13993 - Suivi de l'effectivité et de la conformité des dépenses du MINMIDT	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2937903A001	**129 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**54 000**	**54 000**		**37 000**	**37 000**		**38 000**	**38 000**	
Activité 2937903B004 : Preparation du Budget (COMITE INTERNE DE GESTION DE LA CHAINE PLANIFICATION-PROGRAMMATION-BUDGETISATION) PPBS																	
5829F00223 - Tenue des sessions du comité PPBS	14 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	14 000	14 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*14 000*	*14 000*		*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*	
TOTAL Activité 2937903B004	**14 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**14 000**	**14 000**		**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**	
TOTAL ACTION 04	**143 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**68 000**	**68 000**		**57 000**	**57 000**		**58 000**	**58 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 05 : DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903905C001 : Gestion du parc et du réseau informatique																	
5829F13924 - Maintenance et Mise à jour du parc informatique	24 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5829F13925 - Extension des réseaux informatiq	24 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
TOTAL Activité 2903905C001	**48 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**16 000**	**16 000**		**16 000**	**16 000**		**16 000**	**16 000**	
Activité 2903905C002 : Conception, élaboration et mise à jour des applications																	
5829F13535 - Mise à jour des applications existantes	23 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903905C002	**23 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**7 000**	**7 000**		**7 000**	**7 000**	
Activité 2903905C003 : Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel																	
5829F13532 - Entretien de l'application SIGIPES	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5829F13533 - Production des cartes professionnelles et des badges	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5829F13534 - Gestion et maintenance du Système Biométrique de contrôle des présences	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903905C003	**28 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**28 000**	**28 000**		**18 000**	**18 000**		**18 000**	**18 000**	
Activité 2903905D004 : Maintenance et misez à jour du parc et du réseau informatique																	
5529I13489 - acquisition des ordinateurs complets	3 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	500 000	500 000	LR	500 000	500 000	LR	1 000 000	1 000 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*		*1 000 000*	*1 000 000*	
TOTAL Activité 2903905D004	**3 000 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**500 000**	**500 000**		**500 000**	**500 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	
Activité 2937904B004 : Opérationnalisation du système d'information statistique																	
5829F00226 - Actualisation de l'annuaire statistique du MINMIDT	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	21 000	21 000	LR	21 600	21 600	LR	10 600	10 600	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*21 600*	*21 600*		*10 600*	*10 600*	
5829F13887 - Mise en place d'un cadre de suivi de la mise en œuvre des ODD au sein du MINMIDT	7 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937904B004	**28 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**28 000**	**28 000**		**31 600**	**31 600**		**20 600**	**20 600**	
Activité 2937904B005 : Suivi de la mise en œuvre des stratégies du sous-secteur																	
5829F00228 - Elaboration de la chaîne des résultats ministériels	2 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	8 900	8 900	LR	8 900	8 900	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*8 900*	*8 900*		*8 900*	*8 900*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2937904B005	**2 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 000**	**2 000**		**8 900**	**8 900**		**8 900**	**8 900**	
TOTAL ACTION 05	**3 129 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**583 000**	**583 000**		**581 500**	**581 500**		**1 070 500**	**1 070 500**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 06 : AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937905A001 : Mise en œuvre d'un plan de construction et de réhabilitation des services du MINMIDT																	
5529I00036 - Travaux de réhabilitations des structures déconcentrées du MINMIDT	300 000	I	VISA	SD	0	0	0	0	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*	
5529I00076 - études architecturalles pour la construction de l'immeuble siège du MINMIDT	300 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	300 000	300 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*300 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5529I00096 - Construction de l'immeuble siege	7 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	2 000 000	2 000 000	MN	5 000 000	5 000 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*2 000 000*	*2 000 000*		*5 000 000*	*5 000 000*	
5529I13490 - Construction de l'immeuble du centre de l'information géologique	2 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	500 000	500 000	LR	1 000 000	1 000 000	LR	500 000	500 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*	*500 000*		*1 000 000*	*1 000 000*		*500 000*	*500 000*	
TOTAL Activité 2937905A001	**9 600 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**900 000**	**900 000**		**3 100 000**	**3 100 000**		**5 600 000**	**5 600 000**	
Activité 2937905A002 : Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT																	
5529I00183 - Extension et Interconnexion des réseaux informatiques	250 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
5529I00186 - Acquisition de 1000 postes de travail le personnel	1 000 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	150 000	150 000	MN	150 000	15 000	MN	15 000	150 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*150 000*		*150 000*	*15 000*		*15 000*	*150 000*	
5529I00263 - Acquisition de pickups 4* 4	2 100 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	300 000	300 000	MN	300 000	300 000	MN	300 000	300 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*300 000*		*300 000*	*300 000*		*300 000*	*300 000*	
5529I00264 - Acquisition des copieurs pour les services	900 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	100 000	100 000	MN	100 000	100 000	MN	100 000	100 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*	
5529I00265 - Acquisition de climatiseurs	200 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*	
TOTAL Activité 2937905A002	**4 450 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**630 000**	**630 000**		**630 000**	**495 000**		**495 000**	**630 000**	
Activité 2937905A003 : Maintenance, entretien et sécurisation des installations, matériels et équipement du MINMIDT																	
5829F00230 - Travaux d'entretien	75 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5829F00231 - Recensement du matériel et des installations	7 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*7 000*	*7 000*		*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*	
5829F13929 - Reforme du matériel et des équipements	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2937905A003	**94 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**26 000**	**26 000**		**28 000**	**28 000**		**28 000**	**28 000**	
TOTAL ACTION 06	**14 144 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 556 000**	**1 556 000**		**3 758 000**	**3 623 000**		**6 123 000**	**6 258 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 07 : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937906A003 : Amélioration de la gestion du personnel																	
5829F00232 - Renforcement de capacité d'accueil et gestion du personnel	150 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
5829F00233 - Production, Appropriation et Vulgarisation du MPGRH	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*	
5829F13531 - Tenue des élections des délégués du personnel	11 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*3 000*	*3 000*	
5829F13930 - Intégration et évaluation de l'approche genre	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13933 - EVALUATION ET LIQUIDATION DES DROITS DU PERSONNEL DE L'EX-CADRE D'APPUI ET DE PROMOTION DE L'ARTISANAT MINIER (CAPAM)	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 000	12 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*	*12 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2937906A003	**198 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**77 000**	**77 000**		**70 000**	**70 000**		**69 000**	**69 000**	
Activité 2937906A004 : Assainissement du fichier des personnels de la solde et des pensions																	
5829F00235 - Recensement physique du personnel	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F13507 - Prise en charge des salaires des personnels	653 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	393 000	393 000	LR	130 000	130 000	LR	130 000	130 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*393 000*	*393 000*		*130 000*	*130 000*		*130 000*	*130 000*	
5829F13934 - CONTROLES ET VALIDATION DES RAPPELS DES PERSONNELS DU MINMIDT	20 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
TOTAL Activité 2937906A004	**679 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**405 000**	**405 000**		**137 000**	**137 000**		**137 000**	**137 000**	
TOTAL ACTION 07	**877 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**482 000**	**482 000**		**207 000**	**207 000**		**206 000**	**206 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 09 : CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937908A001 : Suivi des performances des services et Contrôle interne et évaluation du fonctionnement des structures du MINMIDT																	
5829F00245 - Coordination des activités de l'inspection Générale	87 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	29 000	29 000	LR	29 000	29 000	LR	29 000	29 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*	
5829F00246 - Audit des services et organismes	46 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 500	15 500	LR	15 500	15 500	LR	15 500	15 500	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*13 500*	*13 500*		*13 500*	*13 500*		*13 500*	*13 500*	
5829F00247 - Contrôle des services centraux et des sous tutelle	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F13502 - Suivi de l'implémentation des mesures de lutte contre la corruption	24 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*8 000*	*8 000*	
5829F14057 - Audit des titres miniers,industriels , des autorisations de recherche et d'exploitations des substances de carrieres et des eaux minérales	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2937908A001	**184 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**60 500**	**60 500**		**60 500**	**60 500**		**63 500**	**63 500**	
TOTAL ACTION 09	**184 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**60 500**	**60 500**		**60 500**	**60 500**		**63 500**	**63 500**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 10 : CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937909A002 : Consolidation de la fonction contentieuse																	
5829F00249 - Descentes judiciaires	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F00251 - Défense des intérêts de l'Etat devant les tribunaux	37 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	13 000	13 000	LR	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937909A002	**58 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**20 000**		**19 000**	**19 000**		**19 000**	**19 000**	
Activité 2937909B004 : Mise en conformité avec la nouvelle législation des entreprises sous tutelle et certaines entreprises de notre secteur d'activités																	
5829F00255 - Mise en conformité des projets de textes des sociétés ALUCAM ALUBASSA CICAM et la CCIMA	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2937909B004	**5 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
Activité 2937909B005 : Promotion de la culture juridique																	
5829F00257 - Prévention du risque juridique	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2937909B005	**5 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**	
TOTAL ACTION 10	**68 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**30 000**	**30 000**		**24 000**	**24 000**		**24 000**	**24 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 11 : COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2023		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903911C002 : Gestion des ressources documentaires au MINMIDT																	
5829F13537 - Gestion des archives et de la Documentation	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5829F13538 - Gestion courante du courrier	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903911C002	**27 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**9 000**	**9 000**		**9 000**	**9 000**	
Activité 2937910A001 : Mise en œuvre du Bilinguisme et Traduction des donnés																	
5829F00259 - Élaboration d'une banque de données de terminologique	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F00260 - Traduction des documents officiels du MINMIDT et autres	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2937910A001	**21 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**7 000**	**7 000**		**7 000**	**7 000**		**7 000**	**7 000**	
Activité 2937910A002 : Amélioration des relations publiques et autres services de communication																	
5829F00261 - Abonnements des Journaux et autres Périodiques	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F00262 - Couverture médiatiques des évènements organisées par le MINMIDT	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5829F00264 - Animation du site web officiel du MINMIDT	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2937910A002	**24 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**	
TOTAL ACTION 11	**72 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**24 000**	**24 000**		**24 000**	**24 000**		**24 000**	**24 000**	
TOTAL PROGRAMME 039	**57 018 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 402 000**	**4 402 000**		**8 939 800**	**8 804 800**		**11 795 000**	**11 930 000**	
TOTAL CHAPITRE 29	**90 647 099**				**0**	**0**	**0**	**0**	**14 155 110**	**16 155 110**		**20 410 920**	**20 275 920**		**24 861 850**	**24 996 850**	

ANNEXE 3

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT

Période : 2024 - 2026

Chapitre 29 : MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES
Action 01 : OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903501C001 : Organisation du secteur minier artisanal au sens strict																	
Projet 54A029P0056 : Acquisition des équipement des services centraux du MINMIDT																	
5529I00024 - Acquisition des kits d'analyse des eaux minérales et kits de prélèvement et de conditionnement des eaux et des bandelettes pour déterminer la présence de mercure, ion fer et/ou cyanure dans l'eau	75 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*	
5529I00025 - Acquisition de 10 tablettes surface pro et des logiciels de cartographie : Arcgis (arc gis tools, arcgis extension et installation dans les ordinateurs)	99 950	I	VISA	SC	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR	39 000	39 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*39 000*	*39 000*	
5529I00254 - Acquisition des kits de prélèvement et de conditionnement des eaux	20 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Projet 54A029P0056	**194 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**75 000**	**75 000**		**55 000**	**55 000**		**64 000**	**64 000**	
TOTAL Activité 2903501C001	**194 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**75 000**	**75 000**		**55 000**	**55 000**		**64 000**	**64 000**	
Activité 2903501C004 : Appui à la mise en œuvre des projets miniers et renforcement du tissu industriel																	
Projet 54A029P00029 : Accompagnement des acteurs du secteur en matière de production et de commercialisation des substances minérales																	
5529I00216 - Acquisition des motos YAMAHA tout terrain 97 cc	151 500	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
TOTAL Projet 54A029P00029	**151 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**	
Projet 58A029P0001 : SUIVI DE LA MISE EN PLACE DES PROJETS D'EXPLOITATION DU FER DE LOBE-KRIBI, BIPINDI GRAND ZAMBI , DE MBALAM ET D'OR DE COLOMINE																	
5829I14204 - Acquisition des véhicules pour le suivi des projets	1 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	400 000	400 000	MN	300 000	300 000	MN	300 000	300 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*	*400 000*		*300 000*	*300 000*		*300 000*	*300 000*	
5829I14205 - Audit des coûts de recherche engendrés par la société CODIAS SA	250 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	250 000	250 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre					*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*	*250 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5829I14206 - Audit des coûts de recherche engendrés par la société G-STONE Ressources	500 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	250 000	250 000	MN	250 000	250 000	MN	0	0	MN
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre					*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*	*250 000*		*250 000*	*250 000*		*0*	*0*	
5829I14207 - Audit des coûts de recherche engendrés par la société Sinosteel Cam SA	500 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	250 000	250 000	MN	250 000	250 000	MN	0	0	MN
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre					*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*	*250 000*		*250 000*	*250 000*		*0*	*0*	
5829I14208 - Audit des coûts de recherche engendrés par la société société Cam Iron	1 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	250 000	250 000	MN	500 000	500 000	MN	250 000	250 000	MN
Etudes pour projet d'investissement/ maîtrise d'oeuvre					*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*	*250 000*		*500 000*	*500 000*		*250 000*	*250 000*	
TOTAL Projet 58A029P0001	**3 250 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 400 000**	**1 400 000**		**1 300 000**	**1 300 000**		**550 000**	**550 000**	
TOTAL Activité 2903501C004	**3 401 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 450 000**	**1 450 000**		**1 350 000**	**1 350 000**		**600 000**	**600 000**	
TOTAL ACTION 01	**3 596 450**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 525 000**	**1 525 000**		**1 405 000**	**1 405 000**		**664 000**	**664 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES

Action 03 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903503C001 : Suivi de la production et de la certification des diamants bruts																	
Projet 54A029P0052 : Acquisition du matériel et équipement lutte contre la contrebande et trafics des substances minérales précieuses																	
5529I00143 - Acquisition des équipements de géolocalisation (GPS)	90 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*	
5529I00144 - Acquisition des tenue/uniformes de travail au des Points Focaux	25 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	10 000	10 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*10 000*	*10 000*		*0*	*0*	
5529I00145 - Acquisition des meubles et mobiliers de bureau	43 500	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	13 500	13 500	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*13 500*	*13 500*	
5529I00146 - Acquisition et mise en place d'un Data center	30 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5529I00147 - Acquisition du matériel de couchage des Points Focaux à l'exploitation	18 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
5529I00148 - Acquisition de (16) motos tout terrain	59 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	19 000	19 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*		*19 000*	*19 000*	
5529I00149 - Acquisition de six (06) véhicules tout terrain de type pick-up double cabine par année	159 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN	59 000	59 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*59 000*	*59 000*	
5529I00150 - Acquisition de 13 équipements de géolocalisation (GPS)	23 000	I	N/A		0	0	0	0	8 000	8 000	MN	8 000	8 000	MN	7 000	7 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*7 000*	*7 000*	
5529I00155 - Acquisition des kits pour les groupements d'artisans miniers en sociétés coopératives simplifiées	40 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*		*0*	*0*	
5529I00166 - Acquisition du matériel technique pour l'amélioration du plateau technique du laboratoire d'expertise et d'évaluation des diamants (kit complet du scanner SCANOX I500 ; microscope OLYPUS SZ 51equipee d'une porteuse de de diamant ; colorimètre de marque D	77 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	30 000	30 000	MN	30 000	30 000	MN	17 000	17 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*17 000*	*17 000*	
5529I00172 - Acquisition du matériel de transport: 02 véhicules tout terrain de type pick up	84 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	35 000	35 000	MN	35 000	35 000	MN	14 000	14 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*35 000*	*35 000*		*35 000*	*35 000*		*14 000*	*14 000*	
TOTAL Projet 54A029P0052	**648 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**239 000**	**239 000**		**234 000**	**234 000**		**175 500**	**175 500**	
TOTAL Activité 2903503C001	**648 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**239 000**	**239 000**		**234 000**	**234 000**		**175 500**	**175 500**	
TOTAL ACTION 03	**648 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**239 000**	**239 000**		**234 000**	**234 000**		**175 500**	**175 500**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES

Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937601A003 : IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DES SITES GÉOLOGIQUES ET MINIERS À RISQUES																	
Projet 54A029P0069 : Projet de restauration des sites miniers abandonnés																	
5529I00207 - Réhabilitation des sites	2 500 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	1 000 000	1 000 000	MN	1 000 000	1 000 000	MN	500 000	500 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000 000*	*1 000 000*		*1 000 000*	*1 000 000*		*500 000*	*500 000*	
TOTAL Projet 54A029P0069	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 000 000**	**1 000 000**		**1 000 000**	**1 000 000**		**500 000**	**500 000**	
TOTAL Activité 2937601A003	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 000 000**	**1 000 000**		**1 000 000**	**1 000 000**		**500 000**	**500 000**	
TOTAL ACTION 06	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 000 000**	**1 000 000**		**1 000 000**	**1 000 000**		**500 000**	**500 000**	
TOTAL PROGRAMME 035	**6 744 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 764 000**	**2 764 000**		**2 639 000**	**2 639 000**		**1 339 500**	**1 339 500**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 02 : RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903602C001 : Développement de la filière mine-Metalurgie siderurgie																	
Projet 54A029P0067 : Projet de production,de transformation et de commercialisation du mais-grain et produits derives																	
5529I00215 - Aquisition des équipements de transformation	45 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
TOTAL Projet 54A029P0067	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
TOTAL Activité 2903602C001	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
TOTAL ACTION 02	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL
Action 05 : FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903605C001 : Développement d'un système de Suivi de l'activité industrielle																	
Projet 54A029P0054 : CONSTRUCTION DES ENTREPOTS PUBLICS AU PORT EN EAU PROFONDE DE KRIBI																	
5529I00217 - Frais CARPA	100 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*	
TOTAL Projet 54A029P0054	**100 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**	
TOTAL Activité 2903605C001	**100 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**	
Activité 2937703A003 : Développement des zones économiques spécialisées au Cameroun																	
Projet 54A029P0046 : Aménagement des zones industrielles au Cameroun																	
5529I13482 - CONSTRUCTION DE LA VOIRIE DE KOUME -BONIS	9 000 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0		2 000 000	MN	2 000 000	2 000 000	MN	5 000 000	5 000 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*		*2 000 000*		*2 000 000*	*2 000 000*		*5 000 000*	*5 000 000*	
5529I13483 - INSTALLATION DE CHANTIER ET PLAN DE RECOLLEMENT KOUME-BONIS	1 850 067	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	500 000	500 000	MN	500 000	500 000	MN	850 000	850 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*		*850 000*	*850 000*	
5529I13484 - TRAVAUX PRÉLIMINAIRES - DÉGAGEMENT DES EMPRISES KOUME-BONIS	1 524 197	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	500 000	500 000	MN	500 000	500 000	MN	500 000	500 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*	
5529I13485 - TRAVAUX DE TERRASSEMENTS KOUME-BONIS	418 105	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	400 000	400 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*	*400 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Projet 54A029P0046	**12 792 369**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 400 000**	**3 400 000**		**3 000 000**	**3 000 000**		**6 350 000**	**6 350 000**	
TOTAL Activité 2937703A003	**12 792 369**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 400 000**	**3 400 000**		**3 000 000**	**3 000 000**		**6 350 000**	**6 350 000**	
TOTAL ACTION 05	**12 892 369**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 420 000**	**3 420 000**		**3 020 000**	**3 020 000**		**6 370 000**	**6 370 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 06 : PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903606C003 : Sécurisation des activités industrielles																	
Projet 54A029P0057 : Sécurisation des activités industrielles																	
5529I00053 - Acquisition des poinçons	40 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Projet 54A029P0057	**40 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
TOTAL Activité 2903606C003	**40 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
TOTAL ACTION 06	**40 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
TOTAL PROGRAMME 036	**12 977 369**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 445 000**	**3 445 000**		**3 045 000**	**3 045 000**		**6 395 000**	**6 395 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Action 02 : AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903702C006 : Construction des laboratoires d'analyse et d'essais																	
Projet 54A029P0055 : Projet de construction du centre des analyses, des essais et de la métrologie industrielle																	
5529I00006 - Equipement du laboratoire de d'analyse et des essais	2 500 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	200 000	200 000	MN	300 000	300 000	MN	500 000	500 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*	*200 000*		*300 000*	*300 000*		*500 000*	*500 000*	
TOTAL Projet 54A029P0055	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**200 000**	**200 000**		**300 000**	**300 000**		**500 000**	**500 000**	
TOTAL Activité 2903702C006	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**200 000**	**200 000**		**300 000**	**300 000**		**500 000**	**500 000**	
TOTAL ACTION 02	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**200 000**	**200 000**		**300 000**	**300 000**		**500 000**	**500 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 03 : AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903703C004 : CONSTRUCTION DES LABORATOIRES DE MÉTROLOGIE																	
Projet 54A029P0043 : Construction du Laboratoire de métrologie																	
5729I00003 - Acquisition des équipements du laboratoire national de métrologie	4 200 000	I	NON VISA	EPA	0	0	0	0	1 500 000	1 500 000	LR	1 500 000	1 500 000	LR	1 000 000	1 000 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 500 000*	*1 500 000*		*1 500 000*	*1 500 000*		*1 000 000*	*1 000 000*	
TOTAL Projet 54A029P0043	**4 200 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 500 000**	**1 500 000**		**1 500 000**	**1 500 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	
TOTAL Activité 2903703C004	**4 200 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 500 000**	**1 500 000**		**1 500 000**	**1 500 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	
TOTAL ACTION 03	**4 200 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 500 000**	**1 500 000**		**1 500 000**	**1 500 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	
TOTAL PROGRAMME 037	**6 700 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 700 000**	**1 700 000**		**1 800 000**	**1 800 000**		**1 500 000**	**1 500 000**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 05 : DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903805C001 : DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE																	
Projet 54A029P0035 : Mise en place du Technopole agroindustriel de Ouassa-babouté																	
5529I00209 - realisation des etudes d'execution du technopole agro-industriel de OUASSA-BABOUTE	400 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	300 000	300 000	LR	100 000	100 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*300 000*		*100 000*	*100 000*		*0*	*0*	
TOTAL Projet 54A029P0035	**400 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**		**100 000**	**100 000**		**0**	**0**	
TOTAL Activité 2903805C001	**400 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**		**100 000**	**100 000**		**0**	**0**	
TOTAL ACTION 05	**400 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**		**100 000**	**100 000**		**0**	**0**	
TOTAL PROGRAMME 038	**400 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**300 000**	**300 000**		**100 000**	**100 000**		**0**	**0**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 02 : ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937901A009 : Développement les projets miniers, industriels et technologiques																	
Projet 58A029P0002 : PROJETS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES																	
5829I14209 - Maturation des projets	4 000 000	I	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	MN	1 000 000	1 000 000	MN	1 000 000	1 000 000	MN
FINEX					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 000 000*	*1 000 000*		*1 000 000*	*1 000 000*	
5829I14210 - Equipement des unités industrielles	25 000 000	I	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	MN	1 500 000	1 500 000	MN	1 500 000	1 500 000	MN
FINEX					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 500 000*	*1 500 000*		*1 500 000*	*1 500 000*	
5829I14211 - Fonctionnements de l'unité de gestion du projet	5 500 000	I	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	MN	500 000	500 000	MN	500 000	500 000	MN
FINEX					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*	
TOTAL Projet 58A029P0002	**34 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**3 000 000**	**3 000 000**		**3 000 000**	**3 000 000**	
TOTAL Activité 2937901A009	**34 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**3 000 000**	**3 000 000**		**3 000 000**	**3 000 000**	
TOTAL ACTION 02	**34 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**3 000 000**	**3 000 000**		**3 000 000**	**3 000 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 05 : DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903905D004 : Maintenance et misez à jour du parc et du réseau informatique																	
Projet 54A029P0061 : maintenance et la mise à jour du parc informatique du MINMIDT																	
5529I13489 - acquisition des ordinateurs complets	3 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	500 000	500 000	LR	500 000	500 000	LR	1 000 000	1 000 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*	*500 000*		*500 000*	*500 000*		*1 000 000*	*1 000 000*	
TOTAL Projet 54A029P0061	**3 000 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**500 000**	**500 000**		**500 000**	**500 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	
TOTAL Activité 2903905D004	**3 000 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**500 000**	**500 000**		**500 000**	**500 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	
TOTAL ACTION 05	**3 000 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**500 000**	**500 000**		**500 000**	**500 000**		**1 000 000**	**1 000 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 06 : AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2022		LF 2023		2024			2025			2026		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937905A001 : Mise en œuvre d'un plan de construction et de réhabilitation des services du MINMIDT																	
Projet 54A029P00024 : Construction de l'immeuble siège du MINMIDT																	
5529I00076 - études architecturalles pour la construction de l'immeuble siège du MINMIDT	300 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	300 000	300 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*300 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5529I00096 - Construction de l'immeuble siege	7 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	2 000 000	2 000 000	MN	5 000 000	5 000 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*2 000 000*	*2 000 000*		*5 000 000*	*5 000 000*	
5529I13490 - Construction de l'immeuble du centre de l'information géologique	2 000 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	500 000	500 000	LR	1 000 000	1 000 000	LR	500 000	500 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*	*500 000*		*1 000 000*	*1 000 000*		*500 000*	*500 000*	
TOTAL Projet 54A029P00024	**9 300 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**800 000**	**800 000**		**3 000 000**	**3 000 000**		**5 500 000**	**5 500 000**	
Projet 54A029P0058 : Réhabilitation des services déconcentrés du MINMIDT																	
5529I00036 - Travaux de réhabilitations des structures déconcentrées du MINMIDT	300 000	I	VISA	SD	0	0	0	0	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*	
TOTAL Projet 54A029P0058	**300 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**		**100 000**	**100 000**		**100 000**	**100 000**	
TOTAL Activité 2937905A001	**9 600 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**900 000**	**900 000**		**3 100 000**	**3 100 000**		**5 600 000**	**5 600 000**	
Activité 2937905A002 : Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT																	
Projet 54A029P0056 : Acquisition des équipement des services centraux du MINMIDT																	
5529I00263 - Acquisition de pickups 4* 4	2 100 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	300 000	300 000	MN	300 000	300 000	MN	300 000	300 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*300 000*		*300 000*	*300 000*		*300 000*	*300 000*	
5529I00264 - Acquisition des copieurs pour les services	900 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	100 000	100 000	MN	100 000	100 000	MN	100 000	100 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*	
5529I00265 - Acquisition de climatiseurs	200 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR	30 000	30 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*		*30 000*	*30 000*	
TOTAL Projet 54A029P0056	**3 200 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**430 000**	**430 000**		**430 000**	**430 000**		**430 000**	**430 000**	
Projet 54A029P0061 : maintenance et la mise à jour du parc informatique du MINMIDT																	
5529I00183 - Extension et Interconnexion des réseaux informatiques	250 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR	50 000	50 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
5529I00186 - Acquisition de 1000 postes de travail le personnel	1 000 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	150 000	150 000	MN	150 000	15 000	MN	15 000	150 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*150 000*		*150 000*	*15 000*		*15 000*	*150 000*	
TOTAL Projet 54A029P0061	**1 250 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**200 000**	**200 000**		**200 000**	**65 000**		**65 000**	**200 000**	
TOTAL Activité 2937905A002	**4 450 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**630 000**	**630 000**		**630 000**	**495 000**		**495 000**	**630 000**	
TOTAL ACTION 06	**14 050 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 530 000**	**1 530 000**		**3 730 000**	**3 595 000**		**6 095 000**	**6 230 000**	
TOTAL PROGRAMME 039	**51 550 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 030 000**	**2 030 000**		**7 230 000**	**7 095 000**		**10 095 000**	**10 230 000**	
TOTAL CHAPITRE 29	**78 372 319**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 239 000**	**10 239 000**		**14 814 000**	**14 679 000**		**19 329 500**	**19 464 500**	